

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1995-1996

19 JUNI 1996

Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol nr. 11 bij het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden betreffende herstructurering van het controlemechanisme ingesteld door dat Verdrag, en met de Bijlage, gedaan te Straatsburg op 11 mei 1994

INHOUD

	Blz.
Memorie van toelichting	2
Wetsontwerp	33
Protocol nr. 11	34
Voorontwerp van wet	52
Advies van de Raad van State	53

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1995-1996

19 JUIN 1996

Projet de loi portant assentiment au Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, et à l'Annexe, faits à Strasbourg le 11 mai 1994

SOMMAIRE

	Pages
Exposé des motifs	2
Projet de loi	33
Protocole n° 11	34
Avant-projet de loi	52
Avis du Conseil d'État	53

MEMORIE VAN TOELICHTING**I. INLEIDING**

1. In november 1991, tijdens de 89e zitting van het Comité van ministers van de Raad van Europa, hebben de ministers van Buitenlandse Zaken hun afgevaardigden ermee belast bij voorrang de werkzaamheden tot herstructurering van het controlemechanisme van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens te bespoedigen.

2. In november 1992, tijdens de 91e zitting van het Comité, hebben de ministers vastgesteld dat het fundamentele werk op technisch vlak ter zake beëindigd was, alsook dat er met betrekking tot de inhoud van de hervorming verscheidene voorstellen voorhanden waren (onder meer de oprichting van een enkelvoudig Hof of de invoering van een rechtsstelsel met twee niveaus)(1). De ministers hebben opnieuw onderstreept dat zij aan dit dringende probleem uitermate veel belang hechten. Na kennis te hebben genomen van Aanbeveling 1194 (1992) van de Parlementaire Vergadering, die het voorstel heeft gesteund tot oprichting van één enkel permanent Hof ter vervanging van de bestaande Europese Commissie en het Europees Hof, hebben zij beslist dat de Raad van Europa absolute voorrang moet verlenen aan het vinden van een spoedige oplossing.

3. Tijdens de 92e zitting van het Comité van ministers, gehouden te Straatsburg in mei 1993, hebben de ministers vastgesteld dat hun afgevaardigden de afgelopen weken grote vooruitgang hebben geboekt inzake de uitwerking van het mandaat. Zij hebben hun afgevaardigden ermee belast «d'achever ces travaux en urgence de manière à ce qu'ils soient prêts pour la réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme (C.D.D.H.) débutant le 7 juin 1993, en vue de la préparation d'un projet de protocole d'amendement à la Convention européenne des Droits de l'Homme devant être soumis aux Chefs d'État et de Gouvernement à Vienne en octobre 1993».

4. Op 28 mei 1993 hebben de afgevaardigden van de ministers tijdens een speciale vergadering de beslissing genomen aan voornoemd C.D.D.H. een gelegenheidsmandaat te verlenen. De tekst van de opdracht luidt:

«Le Comité des ministres met l'accent sur la nécessité d'une réforme du mécanisme de surveillance de la

(1) Voor meer details, zie document van de Raad van Europa «Réforme du système de contrôle de la Convention européenne des Droits de l'Homme», doc. H(92) 14 (eveneens gepubliceerd in deel 4 van *Revue Universelle des Droits de l'Homme* (R.U.D.H.), 1992, blz. 503-521).

EXPOSÉ DES MOTIFS**I. INTRODUCTION**

1. En novembre 1991, lors de la 89^e session du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, les ministres des Affaires étrangères ont chargé leurs délégués, en première priorité, d'accélérer les travaux de réforme du mécanisme de contrôle de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

2. Lors de leur 91^e session, en novembre 1992, les ministres ont pris note que le travail de fond au niveau technique sur ce sujet avait été achevé et que l'on était confronté à diverses propositions quant à la substance de la réforme (notamment la création d'une Cour unique ou l'instauration d'un système judiciaire à deux niveaux)(1). Les ministres ont réitéré l'intérêt qu'ils portaient à ce problème urgent et, ayant pris connaissance également de la recommandation 1194 (1992) de l'Assemblée parlementaire — qui a appuyé la proposition consistant à mettre en place une Cour unique, fonctionnant en permanence et se substituant à la Commission et à la Cour existantes —, ont décidé que la recherche d'une solution rapide devait figurer au tout premier rang des priorités de l'Organisation.

3. Lors de la 92^e session du Comité des ministres, tenue à Strasbourg en mai 1993, les ministres ont noté que des progrès significatifs avaient été faits dans les semaines récentes par leurs délégués quant à la préparation d'un mandat. Ils ont chargé leurs délégués «d'achever ces travaux en urgence de manière à ce qu'ils soient prêts pour la réunion du Comité directeur pour les droits de l'homme (C.D.D.H.) débutant le 7 juin 1993, en vue de la préparation d'un projet de protocole d'amendement à la Convention européenne des Droits de l'Homme devant être soumis aux chefs d'État et de Gouvernement à Vienne en octobre 1993».

4. Le 28 mai 1993, lors d'une réunion spéciale, les délégués des ministres ont adopté une décision donnant un mandat occasionnel au C.D.D.H. Le texte du mandat était:

«Le Comité des ministres met l'accent sur la nécessité d'une réforme du mécanisme de surveillance de la

(1) Pour plus de détails, consulter le document du Conseil de l'Europe «Réforme du système de contrôle de la Convention européenne des Droits de l'Homme», doc. H(92) 14 (également publié dans le volume 4 de la *Revue Universelle des Droits de l'Homme* (R.U.D.H.), 1992, pp. 503-521).

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ayant pour but d'améliorer l'efficacité et de diminuer le temps mis au traitement des requêtes individuelles, au coût minimum.

Pour cette raison, le Comité des ministres charge le C.D.D.H. de préparer un projet de protocole d'amendement à la Convention, portant restructuration du mécanisme de surveillance existant en le remplaçant par :

- une Cour qui :
- devrait se composer d'un nombre de juges égal à celui des membres du Conseil de l'Europe;
- devrait travailler en comités et en Chambres; et
- doit être munie :
- d'un mécanisme effectif pour le filtrage des requêtes;
- d'une procédure effective permettant des règlements amiables;
- d'une structure appropriée assurant la qualité et la cohérence de sa jurisprudence et permettant un réexamen dans des cas exceptionnels, par exemple ceux soulevant des questions graves relatives à l'interprétation ou à l'application de la Convention; une disposition devrait être élaborée pour la présence d'un juge national lors d'un quelconque réexamen de cette sorte;
- le Comité des ministres gardant la compétence que lui confère l'article 54, étant entendu que sa compétence d'examiner les requêtes individuelles en vertu de l'actuel article 32 de la Convention est abolie.

Le C.D.D.H. devrait également examiner :

- la question de savoir si le droit de recours individuel devrait ou non rester facultatif;
- la manière dont les requêtes interétatiques devraient être traitées;
- le rôle et les fonctions d'éventuels avocats généraux.»

Bovendien is in het mandaat verleend aan het C.D.D.H. bepaald dat de opdracht beëindigd moest zijn op «30 septembre 1993, en vue de la soumission du projet de protocole d'amendement à la Convention européenne des droits de l'homme aux chefs d'État et de Gouvernement à Vienne les 8-9 octobre 1993.»

5. Het C.D.D.H. heeft in juni 1993 aan het «Comité d'experts pour l'amélioration des procédures de protection des Droits de l'Homme (D.H.-P.R.), een ondergeschikt orgaan van het C.D.D.H. gevraagd om met absolute voorrang een ontwerp-protocol uit te werken overeenkomstig het mandaat dat de afge-

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ayant pour but d'améliorer l'efficacité et de diminuer le temps mis au traitement des requêtes individuelles, au coût minimum.

Pour cette raison, le Comité des ministres charge le C.D.D.H. de préparer un projet de protocole d'amendement à la Convention, portant restructuration du mécanisme de surveillance existant en le remplaçant par :

- une Cour qui :
- devrait se composer d'un nombre de juges égal à celui des membres du Conseil de l'Europe;
- devrait travailler en comités et en Chambres; et
- doit être munie :
- d'un mécanisme effectif pour le filtrage des requêtes;
- d'une procédure effective permettant des règlements amiables;
- d'une structure appropriée assurant la qualité et la cohérence de sa jurisprudence et permettant un réexamen dans des cas exceptionnels, par exemple ceux soulevant des questions graves relatives à l'interprétation ou à l'application de la Convention; une disposition devrait être élaborée pour la présence d'un juge national lors d'un quelconque réexamen de cette sorte;
- le Comité des ministres gardant la compétence que lui confère l'article 54, étant entendu que sa compétence d'examiner les requêtes individuelles en vertu de l'actuel article 32 de la Convention est abolie.

Le C.D.D.H. devrait également examiner :

- la question de savoir si le droit de recours individuel devrait ou non rester facultatif;
- la manière dont les requêtes interétatiques devraient être traitées;
- le rôle et les fonctions d'éventuels avocats généraux.»

En outre, le mandat donné au C.D.D.H. a stipulé qu'il devrait être exécuté le «30 septembre 1993, en vue de la soumission du projet de Protocole d'amendement à la Convention européenne des Droits de l'Homme aux chefs d'État et de Gouvernement à Vienne les 8-9 octobre 1993.»

5. En juin 1993, le C.D.D.H. a demandé au Comité d'experts pour l'amélioration des procédures de protection des droits de l'homme (D.H.-P.R.), organe subordonné du C.D.D.H., de préparer, en toute priorité, un projet de protocole conformément au mandant que lui avaient assigné les délégués des mi-

vaardigden van de ministers aan het C.D.D.H. hadden toegewezen. Op de topconferentie van Wenen gehouden op 8 en 9 oktober 1993, hebben de staatshoofden en regeringsleiders aan het Comité van ministers opdracht gegeven het ontwerp-protocol af te werken zodat de tekst ervan kon worden goedgekeurd en tijdens de vergadering van ministers in mei 1994 ter ondertekening kon worden voorgelegd. Na raadpleging van de Europese Commissie en het Europese Hof voor de Rechten van de Mens evenals van de Parlementaire Vergadering is het ontwerp-protocol, dat door het D.H.-P.R. is voorbereid en nadien door het C.D.D.H. verder is uitgewerkt, voorgelegd aan het Comité van ministers dat de tekst heeft aangenomen op de vergadering 511bis van de afgevaardigden van de ministers gehouden op 20 april 1994. De tekst is op 11 mei 1994 ter ondertekening voorgelegd aan de Lid-Staten van de Raad van Europa die het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens hebben ondertekend.

II. HISTORISCH OVERZICHT

6. De idee van een Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, toegepast door een Hof waartoe natuurlijke personen toegang hebben, gaat terug tot het Congres van Europa dat op initiatief van het «International Committee of the Movements for European Unity» van 8 tot 10 mei 1948 in Den Haag is gehouden. In de «Oproep aan de Europeanen» die tijdens de slotzitting van het Congres is goedgekeurd, hebben de congressisten onder meer verklaard:

«2. Wij streven naar de totstandkoming van een Handvest voor de Rechten van de Mens, dat vrijheid van gedachte, vergadering en meningsuiting, evenals het recht een politieke oppositie te vormen, waarborgt;

3. Wij streven naar de instelling van een Hof van Justitie met de bevoegdheid passende sancties ter uitvoering van dit Handvest toe te passen.»

Er moet eveneens gewag worden gemaakt van de resolutie die op voorstel van de Politieke Commissie door het Congres is goedgekeurd.

«Le Congrès

6. Est convaincu que, pour défendre les droits de la personne humaine et les principes de liberté, l'Assemblée (qui sera créée) devra proposer la création d'une Cour de Justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour faire respecter la Charte (des Droits de l'Homme), et qu'à cet effet il sera possible à chaque citoyen des pays associés d'introduire devant la Cour, à tout moment et dans les délais les plus rapides, un recours en violation de ses droits, tels qu'ils seront fixés par la Charte.» (Vertaling van het Secretariaat)

nistres. À la Conférence du Sommet de Vienne, les 8 et 9 octobre 1993, les Chefs d'État et de Gouvernement ont donné mandat au Comité des ministres d'achever la préparation du projet de protocole en vue d'adopter un texte et de l'ouvrir à la signature lors de sa réunion ministérielle, en mai 1994. Le projet de protocole préparé par le D.H.-P.R., ultérieurement mis au point par le C.D.D.H. — après consultations appropriées de la Commission et de la Cour européennes des Droits de l'Homme ainsi que de l'Assemblée parlementaire — a été soumis au Comité des ministres, qui a adopté le texte à la 511bis réunion des délégués des ministres tenue le 20 avril 1994. Le texte a été ouvert à la signature des États membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention européenne le 11 mai 1994.

II. HISTORIQUE

6. On peut faire remonter au Congrès de l'Europe, tenu du 8 au 10 mai 1948 à La Haye à l'initiative du Comité international des Mouvements pour l'Unité européenne, l'idée d'une Convention européenne des Droits de l'Homme mise en œuvre par une Cour à laquelle auraient accès les particuliers. Dans leur «Message aux Européens», adopté lors de la séance plénière finale, les congressistes déclaraient notamment:

«2. Nous voulons une Charte des Droits de l'Homme garantissant les libertés de pensée, de réunion et d'expression, ainsi que le libre exercice d'une opposition politique;

3. Nous voulons une Cour de Justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour que soit respectée la Charte.»

Il convient également de faire état de la Résolution adoptée par le Congrès sur une proposition de sa Commission politique.

«Le Congrès

6. Est convaincu que, pour défendre les droits de la personne humaine et les principes de liberté, l'Assemblée (qui sera créée) devra proposer la création d'une Cour de Justice capable d'appliquer les sanctions nécessaires pour faire respecter la Charte (des Droits de l'Homme), et qu'à cet effet il sera possible à chaque citoyen des pays associés d'introduire devant la Cour, à tout moment et dans les délais les plus rapides, un recours en violation de ses droits, tels qu'ils seront fixés par la Charte.» (Traduction du Secrétariat)

7. De idee van een Handvest van de Rechten van de Mens en een Hof van Justitie is vervolgens grondig onderzocht door de Europese Beweging, die op 12 juli 1949 een ontwerp van Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens aan het Comité van ministers heeft voorgelegd. Er kan worden opgemerkt dat deze tekst niet alleen voorziet in een Hof maar ook in een Commissie voor de Rechten van de Mens, waartoe de verzoekers zich het eerst moeten wenden. Dit orgaan moest bevoegd zijn ambtshalve de verzoekschriften te verwerpen van natuurlijke personen die de interne rechtsmiddelen niet hebben uitgeput en moest bovendien toestemming verlenen vooraleer natuurlijke personen voor het Hof een vordering konden instellen.

Om tegemoet te komen aan de kritiek dat het Hof voor de Rechten van de Mens zou worden overspoeld met onbelangrijke geschillen en de werking ervan zou worden misbruikt voor politieke doeleinden, is voorgesteld niet alleen een Hof maar tevens een Commissie voor de Rechten van de Mens op te richten. De daaropvolgende debatten van de Raadgevende Vergadering (voortaan Parlementaire Vergadering genoemd) en van de organen die het Comité van ministers heeft opgericht om het Verdrag uit te werken, hebben bevestigd dat in dit verband grote bezorgdheid bestond.

8. De oprichting van een Europese Commissie voor de Rechten van de Mens is feitelijk geen twistpunt geweest op het tijdstip dat het Verdrag is uitgewerkt. De oprichting van een Hof heeft daarentegen veel verzet uitgelokt omdat is geoordeeld dat een dergelijke instelling niet in een werkelijke behoefte van de Lid-Staten voorzag. De artikelen 46 en 48 van het Verdrag vormen een compromis tussen de aanhangers van deze laatste opvatting en de Staten die de oprichting van een Hof als absoluut noodzakelijk beschouwden (de controverse rond het eventueel verlenen aan natuurlijke personen van het recht om bij de Commissie verzoekschriften in te dienen, is uiteraard op analoge wijze geregeld).

9. Zulks heeft uiteindelijk geleid tot de driedelige structuur die op 3 september 1953(1) in werking is getreden: de Commissie, die zich moet uitspreken over de ontvankelijkheid van verzoekschriften, de feiten moet vaststellen, moet bijdragen tot een minnelijke schikking en in voorkomend geval een advies erover moet opstellen of het Verdrag al dan niet is geschonden; het Hof, dat een definitief en dwingend vonnis moet uitspreken over aangelegenheden die

7. L'idée d'une Charte des Droits de l'Homme et d'une Cour de Justice a ensuite fait l'objet d'un examen approfondi par le Mouvement européen, qui a soumis au Comité des ministres, le 12 juillet 1949, un projet de Convention européenne des Droits de l'Homme. On peut remarquer que ce texte prévoyait non seulement une Cour mais aussi une Commission des Droits de l'Homme que les requérants seraient tenus de saisir en premier. Cet organe devait être habilité à rejeter d'office les requêtes émanant de particuliers qui n'auraient pas épuisé les voies de recours internes et, en outre, son autorisation devait être nécessaire pour qu'un particulier puisse intenter une action devant la Cour.

Si l'on a proposé la création d'une Commission et non pas seulement d'une Cour des Droits de l'Homme, c'était pour parer à la critique selon laquelle cette dernière risquait d'être submergée de litiges futiles et de voir ses fonctions exploitées à des fins politiques. Les débats ultérieurs de l'Assemblée consultative (désormais appelée «parlementaire») et des organes mis sur pied par le Comité des ministres pour élaborer la Convention confirment que cette inquiétude était profonde.

8. De fait, la création d'une Commission européenne des Droits de l'Homme n'était pas une question litigieuse au moment de l'élaboration de la Convention. Par contre, nombreux étaient ceux qui s'opposaient à la création d'une Cour, estimant qu'une telle institution ne répondait pas à un besoin réel des États membres. Les articles 46 et 48 de la Convention ont représenté un compromis entre les tenants de cette thèse et les États qui jugeaient essentielle la création d'une Cour (la controverse sur l'octroi éventuel aux particuliers du droit de présenter des requêtes à la Commission a, bien sûr, été réglée d'une manière analogue).

9. Le résultat final fut la structure tripartite qui est entrée en vigueur le 3 septembre 1953(1): la Commission, chargée de se prononcer sur la recevabilité des requêtes, d'établir les faits, de contribuer aux règlements amiables et, le cas échéant, de formuler un avis sur le point de savoir s'il y a eu ou non violation de la Convention; la Cour, chargée de rendre un arrêté définitif et contraignant sur les affaires qui lui sont déferées par la Commission ou par une Partie

(1) Zie Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, Tekstverzameling (1994), *passim*.

(1) Voir Convention européenne des Droits de l'Homme, Recueil de textes (1994), *passim*.

door de Commissie of een belanghebbende Verdrag-sluitende Partij(1) voor het Hof zijn gebracht; het Comité van ministers, dat een definitieve en dwingende beslissing moet nemen betreffende aangelegenheden die niet voor het Hof kunnen worden gebracht of die om enige reden niet naar het Hof zijn verwezen.

Het voornemen om een enkelvoudig Hof op te richten («fusie» van de Commissie en het Hof)

10. Naar verluidt is de mogelijkheid van een «fusie» van de Commissie en het Hof tot één enkel orgaan voor de eerste keer ter sprake gebracht tijdens de achtste vergadering (in juli 1982) van het *Comité d'experts pour l'amélioration de la procédure de la Convention européenne des Droits de l'Homme* (D.H.-P.R.)(2), en wel naar aanleiding van een gedachtenwisseling met vertegenwoordigers van de Commissie. Zij is sedertdien opgenomen in de lijst van lange-termijnhervormingen die voornoemd Comité heeft opgesteld. Nochtans is de idee van een «fusie» voor de eerste keer op politiek niveau besproken tijdens de Europese Ministerconferentie over de Rechten van de Mens die in maart 1985 te Wenen is gehouden.

11. De mogelijkheid van een «fusie», te weten de oprichting van een enkelvoudig Hof, wordt immers aangesneden in het verslag over de «Fonctionnement des organes de la Convention européenne des Droits de l'Homme» dat de Zwitserse delegatie tijdens voornoemde Conferentie heeft voorgesteld (zie doc. M.D.H. (85) 1). Deze oplossing wordt op die conferentie in meer of mindere mate ondersteund of bestreden in verscheidene andere bijdragen.

In Resolutie nr. 1 van de Conferentie hebben de ministers, na te hebben gewezen op «la nécessité d'examiner la possibilité d'apporter de nouvelles améliorations (au système de contrôle institué par la Convention) comprenant, si besoin est, des mesures de caractère plus radical», onderstreept dat het Comité van deskundigen, dat tot taak had dergelijke verbeteringen te onderzoeken, «devrait avoir à l'esprit les vues exprimées dans le rapport de la délégation suisse, ainsi que les observations faites par d'autres délégations.»

12. De Ministerconferentie heeft ook in andere instellingen de discussie over het voornemen tot «fusie» (oprichting van een enkelvoudig Hof) aangemoedigd. Zo is dit plan behandeld tijdens de debatten van het zesde internationale Colloquium betreffende

contractante intéressée(1); le Comité des ministres, chargé de prendre une décision définitive et contraignante sur les affaires qui ne peuvent pas être portées devant la Cour ou qui, pour une raison ou une autre, ne lui sont pas déférées.

L'idée de créer une Cour unique («fusion» de la Commission et de la Cour)

10. Il semble que la possibilité d'une «fusion» de la Commission et de la Cour en un organe unique ait été évoquée pour la première fois à l'occasion de la 8^e réunion (en juillet 1982) du Comité d'experts pour l'amélioration de la procédure de la Convention européenne des Droits de l'Homme (D.H.-P.R.)(2), au cours d'un échange de vues avec des représentants de la Commission; elle a figuré depuis lors sur la liste, dressée par ce Comité D.H.-P.R., des réformes envisageables à long terme. Toutefois, il a fallu attendre la Conférence ministérielle européenne sur les droits de l'homme (Vienne, mars 1985) pour que l'idée d'une «fusion» soit, pour la première fois, évoquée au niveau politique.

11. La possibilité d'une «fusion», c'est-à-dire la création d'une Cour unique, a en effet été abordée dans le rapport sur le «Fonctionnement des organes de la Convention européenne des Droits de l'Homme» présenté par la délégation de la Suisse lors de cette Conférence [voir doc. M.D.H. (85) 1] et elle a été évoquée — avec des degrés variables de soutien ou d'opposition — dans plusieurs autres communications.

Dans la Résolution n° 1 de la Conférence, les ministres, après avoir considéré «la nécessité d'examiner la possibilité d'apporter de nouvelles améliorations (au système de contrôle institué par la Convention) comprenant, si besoin est, des mesures de caractère plus radical», ont souligné que le comité d'experts ayant pour tâche d'examiner de telles améliorations «devrait avoir à l'esprit les vues exprimées dans le rapport de la délégation suisse, ainsi que les observations faites par d'autres délégations».

12. La Conférence ministérielle a aussi encouragé l'instauration d'un débat sur l'idée de «fusion» (création d'une Cour unique) au sein d'autres instances. C'est ainsi, par exemple, que cette idée a été évoquée au cours des débats du 6^e Colloque international sur

(1) Het is wenselijk geoordeeld de individuele verzoeker toestemming te verlenen zelf een zaak bij het Hof aanhangig te maken (voor meer details, zie *Recueil des Travaux Préparatoires de la Convention*. Deel IV, blz. 45). Cf. Protocol nr. 9.

(2) Het Comité D.H.-P.R. wordt thans «Comité d'experts pour l'amélioration des procédures de protection des Droits de l'Homme» genoemd (zie paragraaf 5 hierboven).

(1) Il n'avait pas été jugé opportun d'autoriser le requérant individuel lui-même à saisir la Cour (pour plus de détails, voir le *Recueil des Travaux Préparatoires de la Convention*, Volume IV, p. 45). Cf. le Protocole n° 9.

(2) Le Comité D.H.-P.R. s'appelle désormais «Comité d'experts pour l'amélioration des procédures de protection des Droits de l'Homme» (voir paragraphe 5 ci-dessus).

het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens dat in november 1985 in Sevilla is gehouden. Bovendien is «la fusion de la Commission et de la Cour européennes des Droits de l'Homme» het onderwerp geweest van een tweedaags colloquium dat in maart 1986 aan de Universiteit te Neuchâtel heeft plaatsgevonden en waaraan is deelgenomen door politici, leden van de organen van het Verdrag, hoge ambtenaren, juristen, alsook door andere personen die bij de overwogen hervorming zijn betrokken of daarbij belang hebben(1).

13. Vervolgens heeft het Comité D.H.-P.R. op aanwijzing van het C.D.D.H. tussen december 1985 en december 1987 de mogelijkheid van een dergelijke fusie bestudeerd en daarover ten behoeve van het C.D.D.H. een verslag voorbereid.

In januari 1989 heeft het Comité van ministers op verzoek van het C.D.D.H. beslist het verslag van het Comité D.H.-P.R. te declassificeren opdat de betrokken milieus het plan tot fusie gemakkelijker zouden kunnen onderzoeken (gepubliceerd onder kenteken H (89) 2)(2).

14. In de twee comités, het C.D.D.H. en het D.H.-P.R., waren de meningen nog steeds verdeeld over het feit of de voorgestelde hervorming al dan niet aangewezen was. Nochtans waren alle leden van het C.D.D.H. het erover eens dat het onderzoek inzake deze hervorming moest worden voortgezet.

Het C.D.D.H. heeft het D.H.-P.R. belast met de uitwerking van een gedetailleerde structuur betreffende een systeem dat op een enkelvoudig Hof is gegrond, waarbij tevens moest worden onderzocht op welke wijze het voorstel ten uitvoer kon worden gelegd en op het gepaste tijdstip informatie moest worden verzameld omtrent de budgettaire weerslag van het voorstel. Op de 28ste vergadering van het C.D.D.H. in juni 1990 is «la structure détaillée d'un éventuel système fondé sur une Cour unique»(3) onderzocht. De discussies over dit onderwerp zijn opgeschort en aan het D.H.-P.R. is gevraagd het onderzoek betreffende de wijze van tenuitvoerlegging van het voorstel en de budgettaire weerslag ervan niet verder uit te diepen.

De Nederlandse en Zweedse initiatieven

15. Teneinde een uitweg uit de impasse te vinden hebben de Nederlandse en de Zweedse overheden

(1) Voor de stukken van het colloquium zie *La fusion de la Commission et de la Cour européenne des Droits de l'Homme* (O. Jacot-Guillarmod, uitgave 1987, Éditions N.P. Engel). Zie ook Aanbeveling 1087 (1988) van de Parlementaire Vergadering goedgekeurd op 7 oktober 1988.

(2) Eveneens gepubliceerd in deel 4 *R.U.D.H.*, zie voetnoot nr. 1.

(3) Zie stuk H (93) 14, blz. 20-27 (eveneens gepubliceerd in deel 4 *R.U.D.H.*, zie voetnoot 1).

la Convention européenne des Droits de l'Homme, qui s'est tenu à Séville en novembre 1985. En outre, «la fusion de la Commission et de la cour européennes des Droits de l'Homme» a été le thème d'un colloque de deux jours qui s'est déroulé en mars 1986 à l'Université de Neuchâtel et auquel participaient des hommes politiques, des membres des organes de la Convention, de hauts fonctionnaires, des juristes et d'autres personnes concernées ou intéressées par la réforme envisagée(1).

13. Par la suite, le D.H.-P.R. — sur instructions du C.D.D.H. — a étudié la possibilité d'une telle fusion entre décembre 1985 et décembre 1987 et a préparé un rapport sur ce sujet pour le C.D.D.H.

En janvier 1989, le Comité des ministres a décidé — à la demande du C.D.D.H. — de déclassifier le rapport du Comité D.H.-P.R., en vue de faciliter l'examen par les milieux intéressés de l'idée d'une «fusion» [publiée sous la cote H (89) 2](2).

14. Dans les deux comités, C.D.D.H. et D.H.-P.R., les avis sont demeurés partagés sur l'opportunité de la réforme proposée. Néanmoins, un accord général s'est dégagé au sein du C.D.D.H. pour souligner que l'examen de cette réforme devrait être poursuivi.

Le C.D.D.H. a chargé le D.H.-P.R. d'établir la structure détaillée d'un éventuel système fondé sur une Cour unique, d'examiner les méthodes de mise en œuvre et, au moment opportun, de rechercher les informations sur les implications budgétaires de la proposition. À sa 28^e réunion, en juin 1990, le C.D.D.H. a examiné «la structure détaillée d'un éventuel système fondé sur une Cour unique»(3). Les discussions sur ce sujet ont été suspendues et il a été demandé au D.H.-P.R. de ne pas approfondir, à cette époque, les méthodes de mise en œuvre et les implications budgétaires.

Les initiatives néerlandaise et suédoise

15. Entre-temps, des initiatives avaient été prises par les autorités néerlandaises et suédoises pour

(1) Voir *La fusion de la Commission et de la Cour européenne des Droits de l'Homme* (O. Jacot-Guillarmod, éd. 1987, Éditions N.P. Engel), voir les actes du colloque. Voir aussi la Recommandation 1087 (1988) de l'Assemblée parlementaire adoptée le 7 octobre 1988.

(2) Également publié dans le vol. 4 *R.U.D.H.*, voir note 1.

(3) Voir doc. H (93) 14, pp. 20-27 (également publiée dans le vol. 4 *R.U.D.H.*, voir note 1).

toen initiatieven genomen met het oog op de uitwerking van andere hervormingsvoorstellen. De voorstellen, die in oktober 1990 bijna gelijktijdig door Nederland en Zweden naar voren zijn gebracht, bleken veel gelijkenis te vertonen.

16. In beide gevallen bestaat de kerngedachte van het voorstel erin dat van de adviezen betreffende individuele verzoekschriften die de Commissie in het kader van artikel 31 formuleert, juridisch bindende beslissingen moeten worden gemaakt. Anders gesteld zou een rechtsstelsel met twee niveaus moeten worden ingevoerd: de Commissie die optreedt als een rechtbank van eerste aanleg, waarbij de individuele verzoekers en de Staten het recht hebben om bij het Hof van beroep aan te tekenen tegen de beslissingen ten gronde van de Commissie, zulks onder voorbehoud dat het Hof dit beroep toetstaat. Deze voorstellen hielden geen wijziging in van de geldende regeling betreffende verzoekschriften ingediend door Staten. Bovendien zouden de individuele verzoekers en de Staten over evenveel mogelijkheden hebben beschikt om zaken bij het Hof aanhangig te maken, zoals overigens op grond van Protocol nr. 9 bij het Verdrag gedeeltelijk is geschied. Die voorstellen zouden tevens ertoe hebben geleid dat het Comité van ministers niet langer de rol op zich zou kunnen nemen die het op grond van artikel 32 van het Verdrag met betrekking tot de individuele verzoekschriften speelt.

*
* *

17. De voorstellen zijn grondig onderzocht door het Comité D.H.-P.R., dat zijn verslag over dit vraagstuk in maart 1992 aan het C.D.D.H. heeft voorgelegd⁽¹⁾. Hoewel een meerderheid van de deskundigen in het Comité D.H.-P.R. en in het C.D.D.H. voorstander was van een systeem met twee niveaus zoals voorgesteld door Nederland en Zweden, is over een dergelijke hervorming geen consensus bereikt.

18. Nadat het C.D.D.H. zich vergeefs had ingespannen om overeenstemming te bereiken inzake de voorstellen tot hervorming, heeft het in oktober 1992 de verschillende voorstellen voorgelegd aan het Comité van ministers teneinde uitdrukkelijk een mandaat te verkrijgen om zijn werkzaamheden in verband met de hervorming voort te zetten. Het Comité van ministers heeft op 28 mei 1993 besloten aan het C.D.D.H. het in paragraaf 4 omschreven gele-

(1) Voor een gedetailleerde omschrijving van de Nederlandse en Zweedse initiatieven, zie nota 1, blz. 28-41. (In verband met de adviezen van de leden van het Hof en van de Commissie, zie blz. 42-49.)

élaborer d'autres propositions de réforme afin de tenter de sortir de l'impasse. Les propositions présentées presque simultanément par les Pays-Bas et la Suède en octobre 1990 se sont révélées très similaires.

16. L'idée centrale dans les deux cas était de faire des avis formulés par la Commission dans le cadre de l'article 31 — dans le cas des requêtes individuelles — des décisions juridiquement contraignantes. En d'autres termes, on aurait établi un système judiciaire à deux niveaux: la Commission agissant comme une juridiction de première instance, les requérants individuels et les États ayant le droit de faire appel devant la Cour des décisions de la Commission statuant sur le fond, sous réserve que la Cour autorise le recours. Ces propositions ne prévoyaient pas de modifications au régime actuel des requêtes étatiques et — comme le Protocole n° 9 à la Convention l'a fait en partie — auraient placé les requérants individuels et les États sur un pied d'égalité s'agissant de la saisine de la Cour. En outre, ces propositions auraient entraîné l'abandon du rôle joué par le Comité des ministres en vertu de l'article 32 de la Convention à l'égard des requêtes individuelles.

*
* *

17. Ces propositions ont été examinées de manière approfondie par le D.H.-P.R., qui a soumis son rapport sur cette question au C.D.D.H. en mars 1992⁽¹⁾. Même si une majorité d'experts dans les comités D.H.-P.R. et C.D.D.H. étaient favorables à un éventuel système à deux niveaux tel que proposé par les Pays-Bas et la Suède, ils n'ont pas pu arriver à un consensus sur une telle réforme.

18. S'étant efforcé, sans succès, de parvenir à un accord sur les propositions de réforme, le C.D.D.H., en octobre 1992, a soumis les différentes propositions au Comité des ministres dans le but d'obtenir un mandat explicite pour la suite de ses travaux sur la réforme. Le 28 mai 1993, le Comité des ministres a adopté la décision confiant au C.D.D.H. le mandat occasionnel mentionné au paragraphe 4 ci-dessus. Cette décision a reçu l'aval des Chefs d'État et de

(1) Pour une description détaillée des initiatives néerlandaise et suédoise, voir note 1, pp. 28-41. (En ce qui concerne les avis des membres de la Cour et la Commission, voir pp. 42-49.)

genheidsmandaat te verlenen. De staatshoofden en regeringsleiders van de Lid-Staten van de Raad van Europa hebben deze beslissing naar aanleiding van de Topconferentie van Wenen op 9 oktober 1993 in de «*Déclaration de Vienne*» bekrachtigd.

III. DRINGENDE NOODZAAK VAN DE HERSTRUCTURERING VAN HET CONTROLE-MECHANISME INGESTELD DOOR HET VERDRAG

19. Het probleem van de hervorming van het controlemechanisme wordt sedert het begin van de jaren tachtig bestudeerd maar de noodzaak ervan is steeds dringender geworden aangezien het aantal bij de Commissie ingediende klachten voortdurend is toegenomen en nieuwe Staten tot het systeem zijn toegetreden. De grotere werkbelasting van de Commissie is ook tot uiting gekomen in de gevoelige verhoging van het aantal zaken dat gedurende de laatste jaren naar het Hof is verwezen.

20. Het aantal door de Commissie geregistreerde verzoekschriften is toegenomen van 404 zaken in 1981 tot 2 037 in 1993. Het gevaar bestaat dat dit cijfer nog aanzienlijk zal toenemen omdat het systeem beter bekend wordt bij de onderdanen van de Lid-Staten en nieuwe Staten partij zijn geworden bij het Verdrag of zulks zullen worden. Tegen het jaar 2000 zouden wel eens 35 tot 40 Staten partij bij het Verdrag kunnen zijn. Het aantal rechters en leden van de Commissie zal naar verhouding toenemen.

21. Er is een aanzienlijke achterstand opgelopen bij het onderzoek van de zaken die bij de Commissie aanhangig zijn. Op het einde van de zitting van de Commissie in januari 1994 waren 2 672 zaken hangende, waarvan meer dan 1 487 nog niet door de Commissie zijn onderzocht. Gemiddeld is meer dan 5 jaar nodig om een zaak af te handelen tot aan de eindbeslissing van het Hof of het Comité van ministers.

Terwijl vóór 1988 per jaar nooit meer dan 25 zaken naar het Hof zijn verwezen, bedroeg dit aantal in 1989 31, in 1990 63, in 1991 93, in 1992 50 en in 1993 52. Overigens zal dit aantal tijdens de komende jaren nog toenemen, wanneer de toepassing van Protocol nr. 8 op het niveau van de Commissie volledige uitwerking zal hebben. Insgelijks waren op het einde van 1992 15 zaken aanhangig bij het Comité van ministers op grond van artikel 32 van het Verdrag, terwijl dat aantal einde 1993 189 bedroeg.

22. In het licht van deze gegevens heeft het Comité van ministers bij herhaling en voor het laatst op de 92e zitting gehouden op 14 mei 1993, de noodzaak van een hervorming onderstreept. De Parlementaire

Gouvernement du Conseil de l'Europe à la Conférence du Sommet de Vienne dans la «*Déclaration de Vienne*» du 9 octobre 1993.

III. URGENCE DE LA RESTRUCTURATION DU MÉCANISME DE CONTRÔLE ÉTABLI PAR LA CONVENTION

19. La question d'une réforme du mécanisme de contrôle est à l'étude depuis le début des années 80, mais la nécessité d'une réforme est apparue de plus en plus urgente en raison du nombre croissant de plaintes déposées devant la Commission et de l'adhésion de nouveaux États au système. L'accroissement de la charge de travail de la Commission s'est traduit aussi par l'augmentation sensible du nombre d'affaires déférées à la Cour durant ces dernières années.

20. Le nombre de requêtes enregistrées par la Commission est passé de 404 en 1981 à 2 037 en 1993. Ce chiffre risque d'augmenter sensiblement en raison du fait que le système devient mieux connu des individus dans les États membres et que de nouveaux États sont devenus et deviendront parties à la Convention. D'ici à l'an 2000, il pourrait bien y avoir 35 à 40 États parties à la Convention. Le nombre des juges et des membres de la Commission augmentera d'une manière correspondante.

21. Le retard accumulé dans l'examen des affaires pendantes devant la Commission est considérable. À la fin de la session de la Commission en janvier 1994, 2 672 affaires étaient pendantes dont plus de 1 487 n'avaient encore pu être vues par la Commission. Il faut en moyenne plus de cinq ans pour traiter une affaire jusqu'à la décision finale de la Cour ou du Comité des ministres.

Ainsi, tandis qu'il n'y avait jamais eu avant 1988 plus de 25 affaires déférées en un an à la Cour, on en a compté 31 en 1988, 61 en 1990, 93 en 1991, 50 en 1992 et 52 en 1993 et il est probable que ce nombre augmente encore, dans les prochaines années, lorsque l'application du Protocole n° 8 au niveau de la Commission déploiera tous ses effets. De même, à la fin de 1992, 15 affaires ont été pendantes devant le Comité des ministres en vertu de l'article 32 de la Convention, alors que leur nombre atteignait 189 à la fin de l'année 1993.

22. À la lumière de ces faits, le Comité des ministres a, à maintes reprises, et en dernier lieu à sa 92e session, le 14 mai 1993, souligné l'urgence d'une réforme. L'Assemblée parlementaire s'est aussi préoccupée

Vergadering heeft zich ook met het probleem beziggehouden. In Aanbeveling 1194 (1992), goedgekeurd op 6 oktober 1992, heeft de Parlementaire vergadering

«[à observé] que le nombre des États membres du Conseil de l'Europe [...] continuera d'augmenter au cours des prochaines années, de sorte que l'on peut s'attendre à un accroissement considérable du nombre des requêtes soumises à la Commission et à la Cour.

[Elle pensait] que le nombre de recours individuels augmentera dans une proportion plus importante que la population des nouveaux États membres car, contrairement aux anciens États membres, le système de protection des droits de l'homme du Conseil d'Europe constitue pour eux un élément important dans l'instauration des droits fondamentaux, de la démocratie et de l'État de droit.

[Soutenant] que c'est dans l'avenir que son système de protection des droits de l'homme sera vraiment mis à l'épreuve et que la réforme du mécanisme de contrôle de la Convention revêt donc la plus haute importance pour le Conseil de l'Europe.»

Bijgevolg heeft zij aan het Comité van ministers de aanbeveling gedaan:

«i. de prendre les mesures nécessaires pour réformer sans tarder le mécanisme de contrôle de la Convention européenne des droits de l'homme;

ii. dans cette entreprise, de donner nettement la préférence à la proposition tendant à mettre en place une Cour unique, fonctionnant en permanence, se substituant à la Commission et à la Cour existantes;

iii. de ne pas opter pour une solution provisoire qui ne ferait que retarder encore l'indispensable réforme.»

23. Het hoofddoel van de voorgestelde hervorming is derhalve te komen tot een herstructurering van het systeem om de duur van de procedures in Straatsburg te beperken. Er moet worden voorzien in een controlemechanisme dat zelfs met veertig Lid-Staten tegen matige kosten op bevredigende wijze kan functioneren en het gezag en de kwaliteit van de rechtspraak in de toekomst kan handhaven.

De staatshoofden en regeringsleiders van de Lid-Staten van de Raad van Europa hebben in de «Déclaration de Vienne» van 9 oktober 1993 hierop de nadruk gelegd:

«Depuis l'entrée en vigueur de la Convention en 1953, le nombre d'États contractants a quasiment triplé et d'autres États vont y adhérer après être devenus membres du Conseil de l'Europe. Nous sommes d'avis qu'il devient très urgent d'adapter le mécanisme de contrôle actuel à ce développement afin de maintenir à l'avenir une protection internationale

cupée de la question. Dans sa Recommandation 1194 (1992), adoptée le 6 octobre 1992, l'Assemblée parlementaire

«[à observé] que le nombre des États membres du Conseil de l'Europe [...] continuera d'augmenter au cours des prochaines années, de sorte que l'on peut s'attendre à un accroissement considérable du nombre des requêtes soumises à la Commission et à la Cour.

[Elle pensait] que le nombre de recours individuels augmentera dans une proportion plus importante que la population des nouveaux États membres car, contrairement aux anciens États membres, le système de protection des droits de l'homme du Conseil de l'Europe constitue pour eux un élément important dans l'instauration des droits fondamentaux, de la démocratie et de l'État de droit.

[Soutenant] que c'est dans l'avenir que son système de protection des droits de l'homme sera vraiment mis à l'épreuve et que la réforme du mécanisme de contrôle de la Convention revêt donc la plus haute importance pour le Conseil de l'Europe.»

Par conséquent, elle a recommandé au Comité des ministres:

«i. de prendre les mesures nécessaires pour réformer sans tarder le mécanisme de contrôle de la Convention des droits de l'homme;

ii. dans cette entreprise, de donner nettement la préférence à la proposition tendant à mettre en place une Cour unique, fonctionnant en permanence, se substituant à la Commission et à la Cour existantes;

iii. de ne pas opter pour une solution provisoire qui ne ferait que retarder encore l'indispensable réforme.»

23. Le but principal de la réforme proposée est donc d'aboutir à une restructuration du système pour réduire la durée des procédures à Strasbourg. Il faut prévoir un mécanisme de contrôle qui puisse fonctionner de manière satisfaisante et à un coût raisonnable même avec quarante États membres, et capable de maintenir, à l'avenir, l'autorité et la qualité de sa jurisprudence.

Ce point a été souligné par les Chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe dans la «Déclaration de Vienne» du 9 octobre 1993:

«Depuis l'entrée en vigueur de la Convention en 1953, le nombre d'États contractants a quasiment triplé et d'autres États vont y adhérer après être devenus membres du Conseil de l'Europe. Nous sommes d'avis qu'il devient très urgent d'adapter le mécanisme de contrôle actuel à ce développement afin de maintenir à l'avenir une protection internationale

effective des droits de l'homme. L'objectif de cette réforme est d'accroître l'efficacité des moyens de protection, de réduire la longueur des procédures et de maintenir le niveau actuel élevé de protection des droits de l'homme.»

24. De inrichting van een enkelvoudig Hof heeft tot doel dubbel werk alsook de lange termijnen inherent aan het huidige systeem weg te werken.

25. Tenslotte streeft het Protocol ernaar de judiciële componenten van het systeem te versterken.

IV. HOOFDKENMERKEN VAN HET SYSTEEM GEGROND OP EEN ENKELVOUDIG HOF

26. Het nieuwe enkelvoudige Hof vervangt twee controle-organen die door het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens zijn opgericht en vervult de functies die thans door die organen worden waargenomen.

Het Comité van ministers behoudt de bevoegdheid die het bezat op grond van het oude artikel 54, terwijl de bevoegdheid welke aan dat Comité was verleend krachtens het oude artikel 32 van het Verdrag, wordt afgeschaft.

Rechtsmacht van het Hof

27. De rechtsmacht van het Hof strekt zich uit over alle aangelegenheden met betrekking tot de interpretatie en de toepassing van het Verdrag, zowel voor de interstatelijke geschillen als voor de individuele verzoekschriften. Bovendien zal het Hof ook in de toekomst op verzoek van het Comité van ministers een adviserende bevoegdheid uitoefenen.

28. Het Hof functioneert op een permanente basis.

Samenstelling van het Hof

29. Het Hof bestaat uit een aantal rechters dat gelijk is aan het aantal staten die partij zijn bij het Verdrag. Voor elke Hoge Verdragsluitende partij worden de rechters door de Parlementaire Vergadering gekozen. De leden van het Hof worden gekozen voor een periode van zes jaar en zijn herkiesbaar.

30. Het Hof beschikt over een griffie.

31. De rechters worden in hun taak bijgestaan door referendarissen, te weten medewerkers die voor een bepaalde periode worden benoemd.

Organisatie van het Hof

32. Ter behandeling van de zaken houdt het Hof zitting in comités, in Kamers en in een Grote Kamer. De rechter die is gekozen voor de staat betrokken bij

effective des droits de l'homme. L'objectif de cette réforme est d'accroître l'efficacité des moyens de protection, de réduire la longueur des procédures et de maintenir le niveau actuel élevé de protection des droits de l'homme.»

24. La mise en place d'une Cour unique a pour but de supprimer des doubles emplois, ainsi que certains délais inhérents au système actuel.

25. Enfin, ce protocole a l'intention de renforcer les éléments judiciaires du système.

IV. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME FONDÉ SUR UNE COUR UNIQUE

26. La nouvelle Cour unique remplacera deux des organes de contrôle créés par la Convention européenne des Droits de l'Homme et remplira les fonctions actuellement assumées par ces organes.

Le Comité des Ministres gardera sa compétence en vertu de l'ancien article 54; sa compétence en vertu de l'ancien article 32 de la Convention sera abolie.

Compétence de la Cour

27. La juridiction de la Cour s'étendra à toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de la Convention, tant pour les litiges interétatiques que pour les requêtes individuelles. En outre, elle exercera, comme c'est le cas actuellement, une compétence consultative quand le Comité des Ministres le lui demandera.

28. La Cour fonctionnera sur une base permanente.

Composition de la Cour

29. La Cour sera composée d'un nombre de juges égal à celui des États Parties à la Convention, élus par l'Assemblée parlementaire au titre de chaque État Partie. Les membres de la Cour seront élus pour une durée de six ans et seront rééligibles.

30. La Cour disposera d'un greffe.

31. Les juges seront assistés dans leurs tâches par des référendaires, c'est-à-dire des collaborateurs nommés pour une période déterminée.

Organisation de la Cour

32. Pour l'examen des affaires, la Cour siègera en comités, en Chambres et en une Grande Chambre. Le juge élu au titre de l'État concerné siègera toujours

het geschil, neemt steeds zitting in de Kamers en in de Grote Kamer. Vraagstukken in verband met de organisatie worden geregeld door het Hof in voltallige vergadering, waarvan alle rechters deel uitmaken.

33. De comités bestaan uit drie rechters, de Kamers uit zeven rechters en de Grote Kamer uit zeventien rechters. Er wordt niet in een quorum voorzien. Het Hof wijst de plaatsvervangende rechters aan opdat de comités en de Kamers zitting kunnen houden met het vereiste aantal rechters.

34. De comités worden voor een bepaalde tijd ingesteld door de Kamers. De Kamers bepalen welke rechters en welke plaatsvervangende rechters in de comités zitting hebben. Deze rechters hebben slechts de bevoegdheid om een zaak niet-ontvankelijk te verklaren of om ze van de rol te schrappen.

35. De Kamers worden eveneens voor een bepaalde tijd ingesteld door het Hof. De samenstelling van de Kamers is vast. Het Hof wijst de zeven rechters aan die samen een Kamer vormen. Het Hof wijst de rechters en de plaatsvervangende rechters aan volgens modaliteiten die kunnen worden verduidelijkt in het reglement van het Hof. Het is niet uitgesloten dat een rechter lid is van twee Kamers.

36. Er wordt een Grote Kamer van zeventien rechters ingesteld om uitspraak te doen over individuele verzoekschriften, alsook over die verzoekschriften van staten welke naar deze Kamer worden verwezen. Zij behandelt tevens de verzoeken om advies. De Voorzitter van het Hof, de Vice-Voorzitters, de Kamervoorzitters en de rechter verkozen voor de staat die bij het geschil is betrokken, zijn ambtshalve lid van de Grote Kamer. De andere rechters worden door het Hof aangewezen volgens modaliteiten die in het reglement nader zijn omschreven. Wanneer de Grote Kamer een zaak onderzoekt die haar is voorgelegd op grond van artikel 43, kunnen van de rechters van de Kamer die uitspraak heeft gedaan alleen de rechter verkozen voor de Verdragsluitende Staat en de voorzitter van deze laatste Kamer zitting hebben in de Grote Kamer.

37. In het reglement van het Hof kan worden bepaald dat de leden van de Grote Kamer die van rechtswege geen lid zijn, voor elke zaak afzonderlijk bij loting worden aangewezen.

Het Hof kan ook een Grote Kamer instellen voor een vaste periode. De rechters die op grond van artikel 27, paragraaf 3, in bepaalde zaken geen zitting kunnen nemen, worden vervangen door andere rechters, bijvoorbeeld plaatsvervangende rechters of bij loting aangewezen rechters.

dans les Chambres et la Grande Chambre. Les questions d'organisation seront réglées par la Cour en séance plénière, qui comprendra tous les juges.

33. Les comités comprendront trois juges, les Chambres sept juges et la Grande Chambre dix-sept. Il n'y aura pas de quorum. La Cour désignera des suppléants pour que les comités et les Chambres puissent siéger avec la composition requise de juges.

34. Les comités seront constitués par les Chambres pour une période déterminée. Les Chambres détermineront quels juges et quels suppléants siégeront aux comités. Ceux-ci n'auront le pouvoir que de déclarer une affaire irrecevable ou de la rayer du rôle.

35. Les Chambres seront aussi constituées par la Cour pour une période déterminée. La composition des Chambres sera fixe. La Cour désignera les sept juges qui composeront une Chambre. La Cour désignera les juges et les suppléants selon des modalités qui pourront être précisées dans son règlement. La possibilité qu'un juge soit membre de deux Chambres n'est pas exclue.

36. Une Grande Chambre de dix-sept juges sera constituée pour se prononcer sur les requêtes individuelles ainsi que sur les requêtes étatiques qui lui seront déférées, et pour examiner les demandes d'avis consultatifs. Seront membres d'office de cette Grande Chambre le président de la Cour, les vice-présidents, les présidents des Chambres et le juge élu au titre de l'État mis en cause par le litige. Les autres juges seront désignés par la Cour selon des modalités spécifiées dans le règlement. Lorsque la Grande Chambre examinera une affaire qui lui sera soumise en vertu de l'article 43, parmi les juges de la Chambre qui aura rendu l'arrêt, seuls pourront siéger à la Grande Chambre le juge élu au titre de l'État Partie et le président de ladite Chambre.

37. La Cour pourra décider dans son règlement que les membres de la Grande Chambre, autres que les membres de droit, seront choisis pour chaque affaire par tirage au sort.

La Cour pourra aussi constituer une Grande Chambre pour une période fixe. Les juges empêchés de siéger dans certaines affaires, en vertu de l'article 27, paragraphe 3, seront alors remplacés par d'autres juges, par exemple des juges suppléants ou tirés au sort.

Procedure voor het Hof

38. Een zaak kan bij het Hof aanhangig worden gemaakt door:

a) ieder natuurlijk persoon, iedere niet-gouvernementele organisatie of iedere groep personen die beweert slachtoffer te zijn van een schending van het Verdrag door een Staat die partij is bij het Verdrag, of

b) een Staat die partij is bij het Verdrag wanneer het gaat om een interstatelijke zaak.

39. Net als het secretariaat van de Commissie treedt de griffie van het nieuwe Hof vóór de registratie van de verzoekschriften in contact met de verzoekers teneinde bepaalde aspecten van de zaak te verduidelijken.

40. Een rechter-verslaggever wordt aangewezen zodra een Kamer een verzoekschrift registreert. Het individuele verzoekschrift wordt normaal onderzocht door een comité, waarvan ook de rechter-verslaggever deel uitmaakt. Het comité heeft de bevoegdheid met eenparigheid van stemmen een verzoekschrift niet-ontvankelijk te verklaren of van de rol te schrappen wanneer deze beslissing zonder nader onderzoek kan worden genomen. Indien het Comité met betrekking tot de ontvankelijkheid van het verzoekschrift geen beslissing heeft genomen, wordt het voorgelegd aan een Kamer die zowel de ontvankelijkheid als de gegrondheid ervan onderzoekt. De procedure-modaliteiten kunnen in het reglement van het Hof worden omschreven. Het reglement kan bepalen dat, indien zulks noodzakelijk is, een verzoekschrift onmiddellijk aan een Kamer wordt voorgelegd.

41. De criteria inzake ontvankelijkheid blijven onveranderd. Er wordt verwacht dat het Hof de efficiënte filterfunctie die thans door de Commissie wordt vervuld, verder zal uitoefenen.

42. Onverminderd de bevoegdheden die specifiek zijn toegekend aan de comités en aan de Grote Kamer, hebben de Kamers in beginsel de bevoegdheid de ontvankelijkheid en de gegrondheid te onderzoeken van individuele verzoekschriften en van verzoekschriften ingediend door Staten (voor interstatelijke zaken, zie eveneens de hiernavolgende paragraaf 54).

43. Zoals reeds is vermeld, wordt elk geregistreerd verzoekschrift toevertrouwd aan een rechter-verslaggever. Deze rechter moet onder het gezag van het Hof en met de hulp van de griffie van het Hof het dossier voorbereiden, alle daartoe noodzakelijke contacten opnemen met de partijen en nadat de zaak ontvankelijk is verklaard, toezicht uitoefenen op de stappen die worden ondernomen met het oog op de totstandbrenging van een minnelijke schikking.

44. De procedure geschiedt zowel schriftelijk als mondeling, behalve indien het Hof na raadpleging

Procédure devant la Cour

38. La Cour pourra être saisie par:

a) tout individu, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers se prétendant victime d'une violation de la Convention par un État Partie, ou

b) un État Partie dans le cas de requêtes étatiques.

39. Comme le fait actuellement le Secrétariat de la Commission, le greffe de la nouvelle Cour prendra tous contacts utiles avec les requérants en vue d'éclaircir certaines questions avant l'enregistrement des requêtes.

40. Un juge-rapporteur sera désigné dès l'enregistrement d'une requête par une Chambre. La requête individuelle sera normalement examinée par un comité comprenant, entre autres, le juge-rapporteur. Le comité aura la compétence de déclarer à l'unanimité une requête irrecevable ou rayée du rôle lorsqu'une telle décision pourra être prise sans plus ample examen. Si la requête n'est pas considérée comme irrecevable par le comité, elle sera transmise à une Chambre, qui en examinera tant la recevabilité que le fond. Les modalités de procédure pourront être contenues dans le règlement de la Cour. Le règlement de la Cour pourra prévoir la transmission immédiate d'une requête à la Chambre quand cela s'avérera nécessaire.

41. Les critères de recevabilité restent inchangés. Il est envisagé que la Cour continue d'exercer une fonction efficace de filtrage, fonction actuellement remplie par la Commission.

42. Sous réserve des compétences spécifiquement attribuées aux comités et à la Grande Chambre, les Chambres auront la compétence de principe d'examiner la recevabilité et le fond de toutes les requêtes individuelles et étatiques (pour les affaires interétatiques, voir également le paragraphe 54 ci-dessous).

43. Comme cela a déjà été indiqué, chaque requête enregistrée sera confiée à un juge-rapporteur. Celui-ci aura pour tâche, sous l'autorité de la Cour et avec l'assistance du greffe de la Cour, de préparer le dossier, de prendre à cet effet tous contacts utiles avec les parties et, après que l'affaire aura été déclarée recevable, de conduire les démarches en vue d'un règlement à l'amiable.

44. La procédure sera écrite et orale, sauf décision contraire de la Cour après consultation des parties.

van de partijen anders beslist. Onverminderd de bevoegdheden verleend aan de comités wordt de ontvankelijkheid van de verzoekschriften onderzocht door de Kamers of door de Grote Kamer. De beslissingen van de Kamers over de ontvankelijkheid worden in beginsel genomen los van de vraag naar de gegrondheid.

De feiten worden vastgesteld door het Hof met medewerking van de partijen. Het Hof stelt zich ter beschikking van de betrokken partijen teneinde tot een minnelijke schikking van de zaak te komen op basis van de eerbiediging van de rechten van de mens.

45. Het onderzoek ten gronde van een verzoekschrift wordt uitgevoerd door een Kamer of, in uitzonderlijke gevallen, door de Grote Kamer. De partijen moeten hun conclusies schriftelijk indienen. De mondelinge procedure bestaat in een zitting tijdens welke de verzoeker of de Verdragsluitende partij, wanneer het gaat om een interstatelijke zaak, alsook de in de zaal betrokken Staat het recht hebben zich te uiten.

46. In gevallen die belangrijke specifieke implicaties hebben, kan een Kamer alvorens uitspraak te doen, te allen tijde *proprio motu* afstand doen van rechtsmacht ten gunste van de Grote Kamer op voorwaarde dat geen enkele van de betrokken partijen daartegen bezwaar maakt. Dergelijke afstand van rechtsmacht is erop gericht de procedure te bespoedigen. Zodra de Kamer uitspraak heeft gedaan, kunnen alleen de partijen vragen dat de zaak voor een nieuw onderzoek naar de Grote Kamer wordt verwezen.

47. Nadat een Kamer van het Hof uitspraak heeft gedaan, bezit de Grote Kamer in uitzonderlijke gevallen de bevoegdheid om de zaak, op verzoek van een van de partijen, opnieuw te onderzoeken indien zij aanleiding geeft tot een ernstige vraag betreffende de interpretatie of de toepassing van het Verdrag of van de protocollen daarbij, dan wel een kwestie van algemeen belang heeft. Voornoemde bepaling strekt ertoe de kwaliteit en de coherentie van de rechtspraak van het Hof te waarborgen en daarbij te voorzien in de mogelijkheid om de belangrijkste zaken nogmaals te onderzoeken wanneer bovenvermelde voorwaarden zijn vervuld. Een college van vijf rechters van de Grote Kamer beslist of het verzoek om een nieuw onderzoek van een zaak moet worden aanvaard.

48. De bepalingen van het Protocol voorzien tevens in de tussenkomst van derden in de voor het Hof gevoerde procedure. In ontvankelijk verklaarde zaken hebben de Staten waarvan de onderdanen een verzoekschrift hebben ingediend tegen een andere Staat die partij is bij het Verdrag, de mogelijkheid om schriftelijke conclusies in te dienen en aan zittingen deel te nemen.

Sous réserve des compétences dévolues aux comités, la recevabilité des requêtes sera examinée par les Chambres ou la Grande Chambre. Les décisions des Chambres sur la recevabilité seront prises, en principe, séparément de la question du fond.

Les faits seront établis par la Cour avec la collaboration des parties. La Cour sera à la disposition des parties afin de tenter de parvenir à un règlement amiable s'inspirant du respect des droits de l'homme.

45. L'examen au fond d'une requête sera effectué par une Chambre et, exceptionnellement, par la Grande Chambre. Les parties présenteront leurs conclusions par une procédure écrite. La procédure orale comprendra une audience au cours de laquelle le requérant, ou l'État Partie dans une affaire interétatique, et l'État mis en cause auront le droit de s'exprimer.

46. Dans des cas ayant des implications spécifiques importantes, une Chambre pourra à tout moment se dessaisir *proprio motu* d'une affaire au profit de la Grande Chambre tant qu'elle n'aura pas encore prononcé l'arrêt et à condition qu'aucune des parties ne s'y oppose. Un tel dessaisissement devrait contribuer à accélérer la procédure. Dès que la Chambre aura rendu son arrêt, seules les parties pourront demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre pour réexamen.

47. À la suite de l'arrêt rendu par une Chambre de la Cour, la Grande Chambre, à la demande de l'une des parties à l'affaire et dans des cas exceptionnels, aura compétence pour réexaminer une affaire si celle-ci soulève des questions graves relatives à l'interprétation ou à l'application de la Convention et de ses protocoles, ou encore une question d'intérêt général. L'objectif est de garantir la qualité et la cohérence de la jurisprudence de la Cour et de permettre un réexamen pour les affaires les plus importantes lorsque les conditions susmentionnées seront remplies. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre déterminera si la demande de réexamen d'une affaire doit être acceptée.

48. Les dispositions du Protocole prévoient aussi la participation de tierces parties à la procédure devant la Cour. Dans les affaires portées devant une Chambre ou la Grande Chambre, les États dont les ressortissants ont introduit des requêtes contre un autre État Partie à la Convention auront la possibilité de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences.

De Voorzitter van het Hof kan eveneens elke Verdragsluitende Staat die geen partij is bij de procedure evenals elke persoon die belang heeft bij een aan het Hof voorgelegde zaak uitnodigen schriftelijke conclusies in te dienen of daartoe machtiging verlenen.

49. Het Hof doet uitspraak in verband met de billijke genoegdoening, daaronder begrepen de kosten en uitgaven.

50. De uitspraak van de Grote Kamer geldt als einduitspraak. De uitspraak van een Kamer geldt overeenkomstig artikel 44, paragraaf 2, als einduitspraak wanneer de zaak waarin de uitspraak is gedaan niet naar de Grote Kamer wordt verwezen. De einduitspraken van het Hof zijn bindend. Net zoals dat nu het geval is, zal het Comité van ministers toezien op de tenuitvoerlegging ervan.

Procedure van minnelijke schikking

51. De Partijen kunnen in elk stadium van de procedure voor het Hof een minnelijke schikking tot stand brengen.

Zoals reeds is vermeld, kan het Hof, met de hulp van de griffie, aan de partijen bijstand verlenen (zie ook paragrafen 93 en 94 hieronder).

Hoofdpijnen van de procedure

52. De procedure in een zaak die leidt tot een uitspraak ten gronde, verloopt in de meeste gevallen als volgt:

- indiening van het verzoekschrift;
- voorafgaande contacten met de griffie van het Hof;
- registratie van het verzoekschrift;
- toewijzing van het verzoekschrift aan een Kamer;
- aanwijzing van een rechter-verslaggever door de Kamer;
- onderzoek door een comité van drie leden;
- mededeling van het verzoekschrift aan de Regering;
- indiening van de conclusies en vaststelling van de feiten;
- zitting;
- beslissing van de Kamer inzake de ontvanke-lijkheid van het verzoek;
- eventuele onderhandeling met het oog op de totstandbrengen van een minnelijke schikking;
- uitspraak door de Kamer.

Le président de la Cour pourra également inviter ou autoriser tout État contractant non partie à la procédure en cause et toute personne justifiant d'un intérêt à l'issue d'une affaire soumise à la Cour à présenter des observations.

49. La Cour tranchera la question de la satisfaction équitable, y compris les frais et dépens.

50. L'arrêt de la Grande Chambre sera définitif. L'arrêt de la Chambre deviendra définitif, conformément à l'article 44, paragraphe 2, si l'affaire pour laquelle il aura été rendu n'est pas renvoyée devant la Grande Chambre. Les arrêts définitifs de la Cour seront contraignants. Le Comité des ministres, comme à présent, surveillera l'exécution des arrêts.

Procédure de règlement amiable

51. La conclusion d'un règlement amiable entre les parties pourra intervenir à n'importe quel stade devant la Cour.

Comme cela a déjà été indiqué, la Cour, avec l'aide de son greffe, pourra prêter assistance aux parties (voir aussi paragraphes 93 et 94 ci-dessous).

Grandes lignes de la procédure

52. Le déroulement normal de la procédure dans une affaire qui aboutit à un jugement sur le fond sera, dans la plupart des cas, le suivant:

- introduction de la requête;
- contacts préliminaires avec le greffe de la Cour;
- enregistrement de la requête;
- attribution de la requête à une Chambre;
- désignation d'un juge-rapporteur par la Cham-bre;
- examen par un comité de trois membres;
- communication de la requête au gouverne-ment;
- dépôt des observations et établissement des faits;
- audience;
- décision sur la recevabilité par la Chambre;
- possibilité de négociation en vue d'un règle-ment amiable;
- arrêt de la Chambre.

53. In uitzonderlijke gevallen kan een verzoekschrift worden verwezen naar de Grote Kamer, die uitspraak doet na een schriftelijke en, indien het Hof zulks beslist, ook mondelinge procedure.

Procedure van toepassing op verzoekschriften ingediend door Staten

54. Iedere Staat kan elke vermeende niet-nakoming van de bepalingen van het Verdrag door een andere Verdragsluitende Partij bij het Hof aanhangig maken. Er wordt een Kamer bevoegd verklaard.

V. OPTEREN VOOR EEN AMENDEREND PROTOCOL IN PLAATS VAN EEN FACULTATIEF PROTOCOL

55. Het fundamentele karakter van de hervorming van het controlemechanisme vereist de toestemming van alle Staten die partij zijn bij het Verdrag. Om die reden is Protocol nr. 11 opgevat als een amenderend protocol waarvan de inwerkingtreding afhankelijk wordt gesteld van de verplichting voor alle Verdragsluitende Partijen om ermee in te stemmen dat zij door dit Protocol gebonden zijn.

56. Slechts door een amenderend protocol kan worden voorkomen dat twee parallelle controlemechanismen naast elkaar bestaan. Een dergelijk parallelisme is principieel niet wenselijk aangezien de ontwikkeling van een homogene en consequente rechtspraak een belangrijke grondslag vormt voor de door het Verdrag gewaarborgde bescherming van de rechten van de mens. Bovendien zou het bestaan van twee groepen Staten die aan verschillende controlemechanismen zijn onderworpen, onvermijdelijk leiden tot aanzienlijke procedurele complicaties, bijvoorbeeld voor de griffie of voor de rechters die in het oude en het nieuwe Hof zitting hebben. Zulks zou in tegenspraak zijn met de door de hervorming nagestreefde verhoogde efficiëntie. Ten slotte zou een dergelijk parallelisme voor verwarring kunnen zorgen bij de individuele verzoekers, wat tegengesteld zou zijn aan het beoogde doel, te weten de invoering van een doorzichtiger systeem.

Bovendien moet eraan worden herinnerd dat de staatshoofden en regeringsleiders op de Top van Wenen bevestigd hebben dat zij ervoor zullen waken dat dit Protocol zo spoedig mogelijk ter ratificatie wordt voorgelegd (zie eveneens hogervermelde paragrafen 5 en 23).

53. Dans des cas exceptionnels, une requête peut être déferée à la Grande Chambre, qui rendra un arrêt après une procédure écrite et, si la Cour en décide ainsi, orale.

Procédure applicable aux requêtes étatiques

54. Tout État pourra saisir la Cour de tout manquement aux dispositions de la Convention qu'il estimera imputable à un autre État Partie; une Chambre sera compétente.

V. LE CHOIX D'UN PROTOCOLE D'AMENDEMENT PLUTÔT QUE D'UN PROTOCOLE FACULTATIF

55. Le caractère fondamental de la réforme du mécanisme de contrôle nécessite l'accord de tous les États Parties à la Convention. C'est pourquoi le Protocole n° 11 est conçu comme un protocole d'amendement dont l'entrée en vigueur est conditionnée par l'obligation pour tous les États Parties d'exprimer leur consentement à être liés par ce Protocole.

56. Seul un protocole d'amendement permettra d'éviter la coexistence de deux mécanismes parallèles de contrôle. Un tel parallélisme ne serait pas souhaitable en principe, parce que le développement d'une jurisprudence homogène et conséquente constitue une base importante de la protection des droits de l'homme assurée par la Convention. De plus, l'existence de deux groupes d'États, soumis à des systèmes de contrôle différents, entraînerait inévitablement des complications procédurales considérables, par exemple pour le greffe ou pour les juges siégeant dans l'ancienne Cour et dans la nouvelle. Cela irait à l'encontre de l'augmentation de l'efficacité visée par la réforme. Finalement, ce parallélisme de deux mécanismes de contrôle pourrait créer des confusions chez les requérants individuels, résultat qui serait contraire au but poursuivi, qui est d'instaurer un système plus transparent.

De surcroît, il convient de rappeler que, lors du Sommet de Vienne, les Chefs d'État et de Gouvernement ont affirmé qu'ils veilleront à ce que ce Protocole soit soumis à ratification dans les plus brefs délais (voir également paragraphes 5 et 23 ci-dessus).

VI. COMMENTAAR BIJ DE BEPALINGEN VAN HET PROTOCOL (1)

Artikel 1 van het amenderend protocol

Artikel 19. — **Instelling van het Hof**

57. De tekst van artikel 19 komt in grote mate overeen met die van het oude artikel 19 van het Verdrag. In tegenstelling tot dit laatste artikel maken het nieuwe artikel, alsook enige andere artikelen gewag van de Protocollen bij het Verdrag. Deze toevoeging is een weerspiegeling van de ontwikkelingen die plaats hebben gevonden na de goedkeuring van het Verdrag in 1950. De Staten zijn uiteraard alleen gebonden door de Protocollen die zij hebben geratificeerd.

58. Aan deze controle-instantie wordt dezelfde benaming gegeven als aan het huidige Hof. Het gaat hier evenwel om een nieuwe instelling. Het nieuwe Hof zal op permanente basis functioneren en te Straatsburg zetelen.

Artikel 20 — **Aantal rechters**

59. Artikel 20 is gegrond op het oude artikel 38 van het Verdrag. Alleen de tweede zin van voornoemd artikel 38, die betrekking heeft op de voorwaarde dat per Staat ten hoogste één onderdaan van het Hof deel kan uitmaken, is geschrapt. In beginsel kunnen niet meer dan twee rechters van dezelfde nationaliteit in het Hof zitting nemen. De Verdragsluitende Partijen beschikken over de mogelijkheid om bij voorkeur de kandidatuur van een rechter die onderdaan is van een andere Verdragsluitende Staat voor te dragen in plaats van die van een rechter uit een Staat die het Verdrag niet heeft geratificeerd.

Het Hof zal bestaan uit een aantal rechters dat gelijk is aan het aantal Verdragsluitende Partijen en niet, zoals thans het geval is, aan het aantal leden van de Raad van Europa. In verband met de benoeming van de leden is het wenselijk geacht de procedure te volgen die wordt aangewend voor de benoeming van de leden van de Commissie (zie art. 20 van de oude tekst van het Verdrag).

Artikel 21 — **Voorwaarden voor uitoefening van de functie**

60. De paragrafen 1 en 2 van artikel 21 stemmen in grote mate overeen met paragraaf 3 van het oude artikel 39 en paragraaf 7 van het oude artikel 40 van het

(1) Behoudens andersluidende bepaling hebben de verwijzingen naar de artikelen betrekking op de artikelen van de Overeenkomst, zoals die door dit Protocol zijn geamendeerd.

VI. COMMENTAIRE SUR LES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE (1)

Article 1^{er} du protocole d'amendement

Article 19. — **Institution de la Cour**

57. Le texte de l'article 19 suit de près celui de l'ancien article 19 de la Convention. Néanmoins, à la différence de l'ancien article 19 de la Convention, cet article et certains autres mentionnent les protocoles à la Convention; cet ajout ne fait que traduire les développements survenus après l'adoption de la Convention en 1950. Naturellement, les États ne seront liés que par les protocoles qu'ils auront ratifiés.

58. Pour l'institution de contrôle, la même dénomination que pour la Cour actuelle a été conservée. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit ici d'une institution nouvelle. La nouvelle Cour sera permanente et aura son siège à Strasbourg.

Article 20 — **Nombre de juges**

59. L'article 20 est fondé sur l'ancien article 38 de la Convention; seule la deuxième phrase de l'ancien article 38 de la Convention — relative à la condition que la Cour ne puisse comprendre plus d'un ressortissant d'un même État — a été supprimée. En principe, il ne devrait pas y avoir plus de deux juges de la même nationalité à la Cour. Un État Partie aura la possibilité de présenter la candidature d'un juge ressortissant d'un autre État Partie plutôt que de proposer un juge d'un pays qui n'aura pas ratifié la Convention.

La Cour se composera d'un nombre de juges égal à celui des Parties contractantes et non, comme c'est le cas actuellement, égal à celui des membres du Conseil de l'Europe. Dans ce contexte, il a été jugé préférable de suivre la procédure relative à la nomination des membres de la Commission (voir art. 20 de l'ancien texte de la Convention).

Article 21 — **Conditions d'exercice des fonctions**

60. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 21 suivent de près le paragraphe 3 de l'ancien article 39 et le paragraphe 7 de l'ancien article 40 de la Convention. La

(1) Sauf précision contraire, les références des articles se rapportent aux articles de la Convention tels qu'amendés par ce Protocole.

Verdrag. De bepaling van paragraaf 3 heeft betrekking op de vereisten inzake disponibiliteit inherent aan het mandaat en houdt in dat de rechters alle bevoegdheden voortvloeiend uit hun hoedanigheid van lid van het nieuwe permanente Hof ten volle moeten kunnen uitoefenen. Met het oog op de doeltreffende werking van het Hof is zulks absoluut noodzakelijk. Gedurende hun ambtstermijn mogen de rechters geen activiteiten verrichten die onverenigbaar zijn met de eisen van een volledige dagtaak.

Artikel 22 — **Verkiezing van rechters**

61. De tekst van artikel 22 is bijna identiek met die van het oude artikel 39, paragrafen 1 en 2, van het Verdrag. In verband met paragraaf 3 van het oude artikel 39 kan worden verwezen naar artikel 21. De rechters van het nieuwe permanente Hof worden voor elke Verdragsluitende Partij gekozen volgens dezelfde procedure als die aangewend vóór de amendementen die op grond van dit Protocol in het Verdrag zijn aangebracht, te weten door de Parlementaire Vergadering.

Artikel 23 — **Ambtstermijn**

62. De tekst van artikel 23 komt overeen met die van de paragrafen 1 tot 6 van het oude artikel 40 van het Verdrag (in verband met paragraaf 7 van dit artikel, zie art. 21 van de nieuwe tekst). De rechters worden gekozen voor een periode van zes jaar in plaats van negen jaar, zoals dat vroeger het geval was (zie art. 22, paragraaf 1, van de oude tekst van het Verdrag). De bepalingen betreffende de hernieuwing van de ambtstermijn zijn dienovereenkomstig geamendeerd.

Bij een oneven aantal rechters moeten de paragrafen 1 en 3 als volgt worden geïnterpreteerd: het eerste geheel getal kleiner dan de helft.

63. Paragraaf 6 legt aan de rechters de verplichting op hun ambt te beëindigen wanneer zij de leeftijd van zeventig jaar bereiken. Het reglement van het Hof bepaalt onder welke voorwaarden een rechter ouder dan zeventig jaar, zaken kan afhandelen die hij reeds in behandeling heeft, zoals omschreven in paragraaf 7. Aangezien het Hof op permanente basis functioneert, is het wenselijk geacht een leeftijdsgrens in te voeren, zoals het overigens in de rechtsstelsels van de meeste Staten het geval is.

Artikel 24 — **Afzetting**

64. Bij dit artikel heeft men zich laten leiden door artikel 18, paragraaf 1, van het Statuut van het Internationale Gerechtshof, waarbij evenwel niet eenpa-

disposition du paragraphe 3 concerne les exigences «de disponibilité» inhérentes au mandat et signifie que les juges doivent être à même d'exercer pleinement toutes les attributions découlant de leur qualité de membre de la nouvelle Cour permanente; c'est une condition indispensable au fonctionnement efficace de la Cour. Pendant la durée de leur mandat, les juges ne pourront exercer aucune activité incompatible avec une activité exercée à plein temps.

Article 22 — **Élection des juges**

61. Le texte de l'article 22 est presque identique à celui de l'ancien article 39, paragraphes 1 et 2, de la Convention. Quant au paragraphe 3 de l'ancien article 39, il convient de se reporter à l'article 21. Les juges de la nouvelle Cour permanente seront élus au titre de chaque État Partie selon les mêmes modalités que celles de la Cour avant les amendements apportés à la Convention par le présent Protocole, c'est-à-dire par l'Assemblée parlementaire.

Article 23 — **Durée du mandat**

62. Le texte de l'article 23 est similaire à celui des paragraphes 1 à 6 de l'ancien article 40 de la Convention (quant au paragraphe 7 de cet article, voir l'art. 21 du nouveau texte). Les juges seront élus pour une durée de six ans et non plus de neuf ans, comme c'était le cas précédemment (voir art. 22, paragraphe 1, de l'ancien texte de la Convention). Les dispositions relatives au renouvellement des mandats ont été amendées en conséquence.

Si le nombre des juges est impair, les paragraphes 1 et 3 doivent être interprétés comme suit: le nombre entier immédiatement inférieur à la moitié.

63. Le paragraphe 6 ajoute l'exigence pour les juges d'abandonner leurs fonctions à l'âge de 70 ans. Le règlement de la Cour déterminera dans quelles conditions un juge pourra, au-delà de l'âge de 70 ans, continuer de connaître d'une affaire dont il a été saisi, comme prévu au paragraphe 7. Puisque la Cour fonctionnera sur une base permanente, il a été jugé approprié d'introduire une limite d'âge, comme c'est le cas dans les systèmes juridiques de la plupart des États.

Article 24 — **Révocation**

64. Cet article s'inspire de l'article 18, paragraphe 1, du Statut de la Cour internationale de Justice, en y remplaçant l'unanimité nécessaire pour relever

righeid van stemmen vereist is om een rechter uit zijn ambt te ontzetten, maar een tweederde meerderheid van de overige rechters van het Hof. Deze bepaling strekt ertoe de onafhankelijkheid van het Hof te waarborgen.

Artikel 25 — Griffie en referendarissen

65. De tekst van de eerste zin van artikel 25 is gegrond op de artikelen 11 en 12 van het oude reglement van het Hof.

66. Het Hof kiest een griffier en één of meer plaatsvervangend griffiers. De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa staat in voor de griffie van het Hof.

67. De tweede zin betreft een nieuwe bepaling die in de tekst van het Verdrag is ingevoegd teneinde toe te staan dat de leden van het Hof, in voorkomend geval, worden bijgestaan door referendarissen. Dergelijke medewerkers, die op voordracht van de rechters kunnen worden benoemd, moeten over de nodige bekwaamheden en praktische ervaring beschikken om de taken te vervullen die hen door de rechters worden toevertrouwd.

Artikel 26 — Het Hof in voltallige vergadering bijeen

68. De tekst van artikel 26 is een sterk uitgebreide versie van het oude artikel 41 van het Verdrag (zie ook paragraaf 32 tot 37).

69. Artikel 26, *d*, is gegrond op het oude artikel 55 van het Verdrag. Op het stuk van de adviserende bevoegdheid die aan het Hof krachtens artikel 47 en 49 is verleend, vervult dit artikel dezelfde functie als artikel 4 van het oude Protocol nr. 2.

70. Het reglement moet aan de nieuwe structuur worden aangepast en inzonderheid in verband met de volgende punten worden aangevuld: de taak van de griffier, de taken van de voltallige vergadering, de instelling en samenstelling van de Grote Kamer, van de Kamers en de comités, de procedure inzake ontvankelijkheid van de verzoeken en die betreffende onderhandelingen met het oog op de totstandbrenging van een minnelijke schikking. Het reglement van de Commissie kan hierbij nuttig zijn.

71. Een ander punt waarvan het reglement van het nieuwe Hof gewag moet maken, betreft de openbaarheid van de zittingen. Behoudens buitengewone omstandigheden (zie art. 40) zijn de zittingen van het Hof, in tegenstelling tot die van de Commissie (zie het oude art. 33 van het Verdrag), openbaar. De stukken betreffende de onderhandelingen gevoerd met het oog op de totstandbrenging van een minnelijke schikking, zijn vertrouwelijk (zie art. 38, paragraaf 2 en art. 40, paragraaf 2).

un juge de ses fonctions par une majorité des deux tiers de tous les juges de la Cour. Cette disposition a pour objet d'assurer l'indépendance de la Cour.

Article 25 — Greffe et référendaires

65. Le texte de l'article 25, première phrase, s'inspire des articles 11 et 12 de l'ancien règlement de la Cour.

66. Un greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints sont élus par la Cour. Le greffe de la Cour est assuré par le Secrétaire Général du conseil de l'Europe.

67. La deuxième phrase est une nouvelle disposition insérée dans le texte de la Convention afin de permettre que les membres de la Cour soient, le cas échéant, assistés par des référendaires. De tels collaborateurs, qui peuvent être nommés sur proposition des juges, devront avoir les qualifications requises et l'expérience pratique nécessaires à l'accomplissement des tâches qui leur seraient confiées par les juges.

Article 26 — Assemblée plénière de la Cour

68. Le texte de l'article 26 est une version substantiellement étendue de l'ancien article 41 de la Convention (voir aussi paragraphes 32 à 37).

69. L'article 26, *d*, se base sur l'ancien article 55 de la Convention. S'agissant de la compétence consultative conférée à la Cour par les articles 47 et 49, il remplit la même fonction que l'article 4 de l'ancien Protocole n° 2.

70. Le règlement devra être adapté à la nouvelle structure et, en particulier, être complété sur les points suivants: le rôle du greffe, les fonctions de la Cour plénière, la constitution et la composition de la Grande Chambre, des Chambres et des comités, la procédure relative aux questions de recevabilité et la procédure concernant les négociations en vue d'un règlement à l'amiable. Le règlement de la Commission pourra être utile à cet égard.

71. Un autre point qui devra être abordé par le règlement de la nouvelle Cour est la question de la publicité. En effet, les audiences de la Cour (à la différence de celles de la Commission — voir l'ancien article 33 de la Convention) seront publiques, sauf circonstances exceptionnelles (voir art. 40). Les documents relatifs aux négociations en vue d'un règlement à l'amiable resteront confidentiels (voir art. 38, paragraphe 2; voir également art. 40, paragraphe 2).

Artikel 27 — Comités, Kamers en Grote Kamer

72. De organisatie van het Hof is hiervoren omschreven (zie de paragrafen 32 tot 37). De geschillen worden beslecht door de Comités, de Kamers en de Grote Kamer. De rechter die gekozen is voor een Verdragsluitende Staat, die partij is bij het geschil, maakt van rechtswege deel uit van de Kamer en van de Grote Kamer. Hij maakt niet noodzakelijk deel uit van een Comité. De personen die krachtens paragraaf 2 van dit artikel als rechter zitting hebben, moeten voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 21 (met uitzondering van de verplichting dat geen activiteiten kunnen worden verricht die onverenigbaar zijn met de eisen van een volledige dagtaak).

73. De Grote Kamer bestaat uit rechters die ambtshalve lid zijn (de Voorzitter van het hof, de Vice-Voorzitters, de Kamervoorzitters en de rechter die is gekozen voor de Verdragsluitende Staat die partij is bij het geschil). De andere rechters worden aangewezen overeenkomstig het reglement van het Hof (art. 27, paragraaf 3). Om te waarborgen dat de Grote Kamer de zaken die haar op grond van artikel 43 worden toegezonden, vanuit een nieuw oogpunt onderzoekt, mogen de rechters van de Kamer die de eerste uitspraak heeft gedaan geen zitting nemen in de Grote Kamer, zulks met uitzondering van de Kamervoorzitter en de rechter die daarin zitting had voor de betrokken Staat.

74. Met het oog op de eenvormigheid van de rechtspraak in het Hof is het noodzakelijk geacht erin te voorzien dat de Voorzitters van alle Kamers in de Grote Kamer zitting nemen.

De aanwezigheid van de rechter die is gekozen voor de betrokken Verdragsluitende Staat is noodzakelijk teneinde te voorkomen dat «nationale» *ad hoc* rechters voor de Grote Kamer worden aangewezen.

Artikel 28 — Verklaringen van niet-ontvankelijkheid van comités

75. Overeenkomstig de Engelse tekst van het oude artikel 25 van het Verdrag is in dit artikel, evenals in bepaalde andere, de Engelse term «applications» aangewend in plaats van «petitions» om klachten te omschrijven van natuurlijke personen, niet-gouvernementele organisaties of groepen personen. Dit is een weerspiegeling van de onder het vroegere controlemechanisme gangbare praktijk.

76. De procedure voor een comité is analoog met die gevolgd door de comités opgericht in de Europese Commissie voor de rechten van de mens. De verzoeken worden eerst behandeld door de griffie, die de taken vervult omschreven in de paragrafen 39 en 52.

Article 27 — Comités, Chambres et Grande Chambre

72. L'organisation de la Cour est décrite ci-dessus (voir paragraphes 32 à 37). Les affaires sont tranchées par les comités, les Chambres et la Grande Chambre. Le juge élu au titre d'un État concerné par le litige siège à la Chambre et à la Grande Chambre, il ne siège pas nécessairement dans un comité. Les personnes siégeant en qualité de juge, en vertu du paragraphe 2, doivent remplir les conditions requises dans l'article 21 (à l'exception de l'exigence relative à une activité exercée à plein temps).

73. La Grande Chambre compte des membres d'office (le président de la Cour, les vice-présidents, les présidents des Chambres et le juge élu au titre de l'État concerné). Les autres juges sont désignés conformément au règlement de la Cour (art. 27, paragraphe 3). Pour s'assurer que la Grande Chambre examine d'un regard nouveau les affaires qui lui sont renvoyées en vertu de l'article 43, les juges de la Chambre qui aura rendu le premier arrêt seront exclus, à l'exception du président de la Chambre et du juge ayant siégé au titre de l'État concerné.

74. Pour assurer une harmonie de la jurisprudence de la Cour, il a été estimé nécessaire de prévoir que les présidents de toutes les Chambres siègent à la Grande Chambre.

La présence du juge élu au titre de l'État concerné est nécessaire pour empêcher la désignation de juges *ad hoc* «nationaux» devant la Grande Chambre.

Article 28 — Déclarations d'irrecevabilité par les comités

75. Dans cet article, ainsi que dans d'autres, le terme anglais d'«applications» plutôt que celui de «petitions» a été utilisé pour désigner les plaintes formulées par des personnes physiques, des organisations non gouvernementales ou des groupes de particuliers comme dans le texte anglais de l'ancien article 25 de la Convention. Cela reflète la pratique qui était en vigueur en vertu de l'ancien système de contrôle.

76. La procédure devant un comité sera analogue à celle qui a été suivie par les comités qui ont été créés au sein de la Commission européenne des Droits de l'Homme. Chaque requête sera tout d'abord traitée par le greffe, qui devra remplir les fonctions mention-

Vooraleer het verzoek wordt geregistreerd, wordt het dossier van de zaak als een «voorlopig dossier» beschouwd. Na registratie wordt de zaak toegewezen aan een rechter-verslaggever die de zaak verder voorbereidt met inachtneming van de voorwaarden bepaald in het reglement van het Hof. Aangezien het Hof op permanente basis zal functioneren en de leden ervan in Straatsburg aanwezig zullen zijn, kunnen de rechters eveneens belast worden met het toezicht op de voorbereiding van niet-geregistreerde zaken, waarbij zij inzonderheid op de hoogte moeten blijven van het aantal ervan, alsook van de termijn gedurende welke die zaken in behandeling zijn zonder formele registratie. Dit geldt vooreerst voor de rechter gekozen voor de bij het verzoek betrokken Staat en waarschijnlijk ook voor de Voorzitter van de Kamer waarin deze rechter zitting zal nemen. Het reglement van het Hof kan deze taak uitvoeriger omschrijven.

Artikel 29 — Beslissingen van de Kamers inzake ontvankelijkheid en gegrondheid

77. De tekst van artikel 29 bepaalt dat de Kamer de ontvankelijkheid en gegrondheid van een zaak moet onderzoeken. De Kamer kan in elk stadium van de procedure beslissen dat een verzoek niet ontvankelijk is (art. 35, paragraaf 4), zelfs indien de zaak eerst ontvankelijk is verklaard. De beslissing betreffende de ontvankelijkheid moet zo spoedig mogelijk worden genomen.

78. De beslissing betreffende de ontvankelijkheid moet afzonderlijk worden genomen. Zij moet met redenen worden omkleed (art. 45, paragraaf 1). De Kamer kan haar voorlopig advies inzake de gegrondheid van het verzoek aan de partijen mededelen. De afzonderlijke beslissing betreffende de ontvankelijkheid van het verzoek is van belang voor de partijen wanneer zij onderzoeken of onderhandelingen kunnen worden gevoerd teneinde een minnelijke schikking tot stand te brengen.

Er kunnen zich evenwel uitzonderlijke situaties voordoen waarin het Hof in verband met de ontvankelijkheid van het verzoek geen afzonderlijke beslissing neemt. Zulks is bijvoorbeeld het geval wanneer een Staat zich niet tegen de ontvankelijkheid van een zaak verzet.

Artikel 30 — Afstand van rechtsmacht ten gunste van de Grote Kamer

79. Artikel 51 van het vroegere reglement van het Hof heeft model gestaan voor de tekst van artikel 30. In tegenstelling tot de tweede zin van artikel 51, paragraaf 1, van het vroegere reglement van het Hof, zijn de Kamers op grond van artikel 30 niet verplicht afstand van rechtsmacht te doen.

nées aux paragraphes 39 et 52. Avant l'enregistrement d'une requête, le dossier de l'affaire sera traité comme un «dossier provisoire». Après enregistrement, l'affaire sera attribuée à un juge-rapporteur qui, dans les conditions définies par le règlement de la Cour, mènera la suite de la préparation de l'affaire. Étant donné que la Cour fonctionnera en permanence et que ses membres seront présents à Strasbourg, les juges pourraient être également chargés de superviser la préparation des affaires non enregistrées et notamment de se tenir informés du nombre de ces affaires et du délai durant lequel elles ont été pendantes sans être formellement enregistrées. Cela concernera, en premier lieu, le juge élu au titre du pays intéressé par la requête, et probablement aussi le président de la Chambre dans laquelle siègera ce juge. Le règlement de la Cour pourrait décrire cette fonction de manière plus détaillée.

Article 29 — Décisions des Chambres sur la recevabilité et le fond

77. Le texte de l'article 29 précise que la Chambre doit examiner la recevabilité et le fond d'une affaire. La Chambre peut décider qu'une demande est irrecevable à n'importe quel moment de la procédure (art. 35, paragraphe 4) même si l'affaire a été initialement déclarée recevable. La décision sur la recevabilité devrait être prise dès que possible.

78. La décision concernant la recevabilité sera prise séparément. Elle devra être motivée (art. 45, paragraphe 1^{er}). La Chambre pourra indiquer aux parties son avis provisoire sur le fond de l'affaire. Cette décision séparée sur la recevabilité est importante pour les parties lorsqu'elles examinent s'il y a lieu d'engager des négociations en vue d'un règlement amiable.

Il pourrait, néanmoins, exister des situations pour lesquelles la Cour, dans des cas exceptionnels, ne prendra pas de décision séparée sur la recevabilité. Cela pourrait se faire, par exemple, dans le cas où un État ne s'oppose pas à la recevabilité d'une affaire.

Article 30 — Dessaisissement en faveur de la Grande Chambre

79. Le texte de l'article 30 s'inspire de l'article 51 de l'ancien règlement de la Cour. Contrairement à l'article 51, paragraphe 1^{er}, deuxième phrase, de l'ancien règlement de la Cour, l'article 30 n'oblige pas une Chambre à se dessaisir d'une affaire.

Het gegeven dat de afstand van rechtsmacht ondergeschikt is gemaakt aan de instemming van de partijen, moet worden gezien in het licht van het begrip «nieuw onderzoek», dat overeenkomstig de beslissing van het Comité van ministers van 28 mei 1993 is ingevoerd (zie paragraaf 4 hiervoren). Deze bepaling is erop gericht te voorkomen dat een dergelijk «nieuw onderzoek» negatieve invloed ondervindt. De procedure houdende afstand van rechtsmacht, die vooraleer uitspraak wordt gedaan, te allen tijde kan worden aangewend, moet worden onderscheiden van het nieuwe onderzoek bedoeld in artikel 43.

Artikel 31 — Bevoegdheden van de Grote Kamer

80. Onder voorbehoud van artikel 26 vervangt de hiervoren omschreven Grote Kamer (zie de paragrafen 36, 37 en 44 tot 50) het Hof in plenaire zitting, zoals dat is vastgesteld door de vroegere bepalingen. In een Hof dat meer dan dertig rechters telt, zou een plenaire zitting waaraan alle rechters deelnemen, slechts moeizaam kunnen functioneren. De Grote Kamer, die zeventien rechters telt, vertegenwoordigt het Hof op toereikende wijze. In de Grote Kamer moeten, voor zover mogelijk, de rechters van alle Kamers, evenals van de verscheidene rechtssystemen, gelijkelijk zijn vertegenwoordigd.

De plenaire zittingen waaraan alle rechters deelnemen, behandelen alleen de organisatorische problemen bedoeld in artikel 26.

81. De Grote Kamer doet uitspraak over de verzoekschriften ingediend door Staten, die haar worden voorgelegd krachtens de artikelen 30 of 34, alsmede over individuele verzoekschriften die haar krachtens de artikelen 30 of 43 worden voorgelegd. De Grote Kamer onderzoekt tevens de verzoeken tot advies, een taak die in het vroegere systeem door het Hof in plenaire zitting werd vervuld (artikel 3, paragraaf 1, van het oude Protocol nr. 2).

Artikel 32 — Rechtsmacht van het Hof

82. De eerste paragraaf van artikel 32 komt in grote mate overeen met het vroegere artikel 45 van het Verdrag, waarbij tevens wordt verwezen naar de bevoegdheid van het Hof om verzoeken tot advies te behandelen. De tweede paragraaf neemt integraal de woorden van het vroegere artikel 49 van het Verdrag over (de tekst werd opnieuw vertaald in het Nederlands).

Artikel 33 — Interstatelijke zaken

83. De tekst van artikel 33 is gegrond op die van het vroegere artikel 24 van het Verdrag. Voornoemd artikel, dat betrekking heeft op interstatelijke zaken,

Le fait d'avoir subordonné le dessaisissement à l'approbation des parties doit être apprécié dans le contexte de l'introduction du concept de «réexamen», conformément à la décision du Comité des ministres du 28 mai 1993 (voir paragraphe 4 ci-dessus). Cette disposition vise à faire en sorte qu'un tel «réexamen» ne soit pas affecté négativement. Ainsi, cette procédure de dessaisissement, qui peut être utilisée à n'importe quel moment avant l'arrêt, doit être distinguée du réexamen prévu à l'article 43.

Article 31 — Attributions de la Grande Chambre

80. Sous réserve de l'article 26, la Grande Chambre, décrite ci-dessus (voir paragraphes 36, 37 et 44 à 50), remplace la Cour plénière prévue par les anciennes dispositions. Dans une Cour comptant plus de trente juges, une séance plénière à laquelle participeraient tous les juges ne travaillerait qu'avec difficulté. La Grande Chambre, avec dix-sept juges, sera suffisamment représentative de la Cour. Elle devra, dans la mesure du possible, assurer une représentation équilibrée des juges de chaque Chambre ainsi que des divers systèmes juridiques.

Les séances plénières auxquelles assisteront tous les juges n'examineront que les questions d'organisation mentionnées à l'article 26.

81. La Grande Chambre se prononcera sur les requêtes étatiques qui lui seront soumises en vertu de l'article 30 ou de l'article 34 ainsi que sur les requêtes individuelles lorsque celles-ci lui seront soumises en vertu de l'article 30 ou de l'article 43. La Grande Chambre examinera aussi les demandes d'avis consultatifs, fonction que la Cour siégeant en séance plénière remplissait dans l'ancien système (article 3, paragraphe 1^{er}, de l'ancien Protocole n° 2).

Article 32 — Compétence de la Cour

82. Le premier paragraphe de l'article 32 suit de près l'ancien article 45 de la Convention avec une référence, en outre, à sa compétence d'examiner des demandes d'avis consultatifs; le deuxième paragraphe reprend intégralement les termes de l'ancien article 49 de la Convention.

Article 33 — Affaires interétatiques

83. Le texte de l'article 33 est fondé sur celui de l'ancien article 24 de la Convention. Cet article, qui concerne les affaires interétatiques, reprend l'ancien

neemt het vroegere systeem over volgens hetwelk één of meer Staten bij de Commissie een zaak aanhangig kunnen maken tegen een andere Staat die het Verdrag heeft geratificeerd, waarbij het niet noodzakelijk is dat die laatste Staat de bevoegdheid van de Commissie heeft erkend. De Staten zijn uiteraard alleen gebonden door de protocollen die zij hebben geratificeerd.

84. In dit artikel heeft de term «Hoge Verdragsluitende Partij» betrekking op iedere Staat die partij is bij het Verdrag, zoals gewijzigd door dit Protocol.

Artikel 34 — **Individuele verzoekschriften**

85. De tekst van artikel 34 is gegrond op die van het vroegere artikel 25 van het Verdrag. Krachtens het vroegere systeem konden zaken voortvloeiend uit verzoekschriften ingediend door natuurlijke personen of door niet-gouvernementele organisaties alleen aanhangig worden gemaakt indien de betrokken Staat had verklaard dat hij de bevoegdheid ter zake van de Commissie aanvaardde. Die zaken konden door het Hof alleen worden beslecht indien de betrokken Staat bovendien had verklaard dat hij de rechtspraak van het Hof erkende. Hierbij moet worden opgemerkt dat alle Verdragsluitende Partijen het individuele klachtrecht hebben aanvaard en dat de volledige aanvaarding van het controlemechanisme ingesteld door het Verdrag voortaan wordt beschouwd als een feitelijke voorwaarde voor toetreding tot de Organisatie. De bevoegdheid van het Hof bepaald in artikel 34 is dientengevolge verplicht geworden.

86. In het vorige systeem bestond de mogelijkheid dat een zaak die ingevolge de erkenning van de rechtspraak van het Hof door dat Hof kon worden beslecht, echter niet op dergelijke wijze is afgehandeld omdat zij door de Commissie of door de betrokken Staat niet naar het Hof is verwezen maar aan het Comité van ministers ter beslissing is doorgezonden. Die toestand, welke een gevolg was van de omstandigheid dat de individuele verzoeker niet over de mogelijkheid beschikte de zaak zelf bij het Hof aanhangig te maken, is gewijzigd door Protocol nr. 9. In het nieuwe systeem kunnen de verzoekers de zaak rechtstreeks aanhangig maken bij het Hof. Naar luid van de nieuwe tekst speelt het Comité van ministers derhalve niet langer de rol die het krachtens het vroegere artikel 32 van het Verdrag was toegekend.

De Staten zijn uiteraard gebonden door de Protocollen die zij hebben geratificeerd (zie evenwel ook het nieuwe artikel 56 en paragraaf 113). België is geen partij bij de Protocollen nrs. 6 en 7. Protocol nr. 6 zal ter goedkeuring aan het Parlement worden voorgelegd van zodra het ontwerp van wet tot afschaffing van de doodstraf zal zijn goedgekeurd.

système selon lequel une procédure pouvait être engagée devant la Commission par un ou plusieurs États contre un autre État qui avait ratifié la Convention, sans qu'il ait été nécessaire que celui-ci ait reconnu de surcroît la compétence de la Commission. Il va de soi que les États ne seront liés que par les protocoles qu'ils auront ratifiés.

84. Dans cet article, l'expression «Haute Partie contractante» désigne tout État Partie à la Convention modifiée par ce Protocole.

Article 34 — **Requêtes individuelles**

85. Le texte de l'article 34 est fondé sur celui de l'ancien article 25 de la Convention. En vertu de l'ancien système, les affaires tirant leur origine de requêtes introduites par des personnes physiques ou des organisations non gouvernementales ne pouvaient se présenter que si l'État intéressé avait déclaré qu'il acceptait la compétence de la Commission en la matière et ne pouvaient être tranchées par la Cour que si l'État en question avait déclaré de surcroît reconnaître la juridiction de la Cour. Il faut relever que toutes les Parties contractantes ont accepté le droit de recours individuel et que l'acceptation totale du mécanisme de contrôle instauré par la Convention est désormais considérée comme une condition, de facto, de l'admission à l'Organisation. De ce fait, la compétence de la Cour prévue à l'article 34 est devenue obligatoire.

86. Dans le système précédent, une affaire susceptible de faire l'objet d'une décision judiciaire (en raison de la reconnaissance de la juridiction de la Cour) pouvait ne pas faire l'objet d'une telle décision lorsqu'elle n'était pas déferée à la Cour soit par la Commission soit par l'État en cause et lorsqu'elle était ainsi transmise au Comité des ministres pour décision. Cette situation, liée au fait que le requérant individuel n'avait pas la faculté de saisir lui-même la Cour, a été changée par le Protocole n° 9. Dans le nouveau système, les requérants ont la faculté de saisir directement la Cour. Le présent texte entraîne l'abandon du rôle joué par le Comité des ministres en vertu de l'ancien article 32 de la Convention.

Il va de soi que les États ne seront liés que par les Protocoles qu'ils auront ratifiés. (Mais voir également le nouvel article 56 et le paragraphe 113 ci-après.) La Belgique n'est pas Partie aux Protocoles n°s 6 et 7. Le Protocole n° 6 sera soumis à l'assentiment du Parlement dès l'approbation du projet de loi portant abolition de la peine de mort.

Artikel 35 — Voorwaarden voor ontvankelijkheid

87. Paragraaf 1 van artikel 35 vindt zijn oorsprong in het vroegere artikel 26 van het Verdrag alsook in de paragrafen 2 tot 4 van het vroegere artikel 27. In dit verband wordt ernaar gestreefd de praktijk die is gegrond op het vroegere reglement van huishoudelijke orde van de Commissie, verder te zetten.

De redenen voor niet-ontvankelijkheid, zoals die bestonden in het vroegere systeem, zijn niet gewijzigd teneinde aan het nieuwe Hof een doeltreffend filtreermiddel te verschaffen. Wanneer een verzoekschrift duidelijk niet-ontvankelijk is, wordt de verklaring in dat verband overeenkomstig artikel 28 gedaan door een comité in het beginstadium van de procedure. De beslissing waarbij een verzoek niet-ontvankelijk wordt verklaard, is definitief. De beslissing betreffende de ontvankelijkheid wordt in de meeste gevallen afzonderlijk genomen (zie art. 29, tweede zin).

88. Paragraaf 4 van artikel 35 betekent niet dat een Staat op gelijk welk tijdstip van de procedure vragen inzake ontvankelijkheid van een verzoek kan stellen indien zulks reeds in een vroeger stadium had kunnen geschieden.

Er moet evenwel worden onderstreept dat het Hof op ieder tijdstip van de procedure een verzoek kan verwerpen, zelfs zonder zitting, indien het vaststelt dat één van de redenen voor niet-ontvankelijkheid omschreven in artikel 35 voorhanden is (cf. art. 29 van de vroegere tekst van het Verdrag).

89. Een kopie van alle beslissingen waarbij verzoeken niet-ontvankelijk worden verklaard, moet ter kennisgeving aan de betrokken Staten worden overgezonden.

Artikel 36 — Tussenkomst door derden

90. Het artikel bepaalt dat Verdragsluitende Staten en personen betrokken bij het Verdrag aan de procedure voor het Hof kunnen deelnemen.

Paragraaf 1 verleent aan de Hoge Verdragsluitende Partijen waarvan een onderdaan verzoeker is, het recht om schriftelijke en mondelinge conclusies in te dienen en aan zittingen deel te nemen zodra de zaak voor een Kamer of voor de Grote Kamer aanhangig wordt gemaakt [cf. art. 48 b) van de vroegere tekst van het Verdrag].

91. Paragraaf 2 is bijna volledig overgenomen van artikel 37, paragraaf 2, van het vroegere reglement van het Hof. De betrokken persoon kan een natuurlijke persoon of een rechtspersoon zijn.

De Staten en personen die zitting nemen in het geding, worden niet noodzakelijk partij bij de procedure.

Article 35 — Conditions de recevabilité

87. Le paragraphe 1 de l'article 35 tire son origine de l'ancien article 26 de la Convention et des paragraphes 2 à 4 de l'ancien article 27. L'intention ici est de continuer la pratique qui s'appuie sur l'ancien règlement intérieur de la Commission.

Les causes d'irrecevabilité, telles qu'on les connaissait dans l'ancien système, n'ont pas été modifiées afin de fournir à la nouvelle Cour un mécanisme efficace de filtrage. Une requête manifestement irrecevable serait déclarée telle au stade initial de la procédure par un comité, comme prévu à l'article 28. La décision déclarant une requête irrecevable sera définitive. La décision sur la recevabilité sera, dans la plupart des cas, prise séparément (voir art. 29, deuxième phrase).

88. Le paragraphe 4 de l'article 35 ne signifie pas qu'un État puisse soulever une question de recevabilité à n'importe quel stade de la procédure, s'il pouvait le faire à un stade antérieur.

Il est néanmoins important de souligner que la Cour pourrait rejeter une requête à tout stade de la procédure — même sans audience — si elle constatait l'existence d'un des motifs de non-recevabilité prévus à l'article 35 (cf. art. 29 de l'ancien texte de la Convention).

89. Copies de toutes les décisions déclarant les requêtes irrecevables devraient être transmises aux États concernés, pour information.

Article 36 — Tierce intervention

90. Cet article concerne la possibilité, pour les États parties et autres personnes intéressées, de participer à la procédure devant la Cour.

Le paragraphe 1 donne à l'État partie dont le requérant est ressortissant le droit de présenter des observations écrites et orales dès que l'affaire se trouve devant une Chambre ou la Grande Chambre [cf. art. 48 b) de l'ancien texte de la Convention].

91. Le paragraphe 2 est étroitement calqué sur l'article 37, paragraphe 2, de l'ancien règlement de la Cour. La personne concernée peut être une personne physique ou morale.

Les États et les personnes qui prennent part à l'instance ne deviennent pas pour autant parties à la procédure.

Artikel 37 — Schrapping van de rol

92. De tekst van artikel 37 komt in grote mate overeen met die van het vroegere artikel 30, paragrafen 1 en 3, van het Verdrag. Net als zulks het geval was krachtens voornoemd artikel 30, geldt de bevoegdheid om een verzoek van de rol te schrappen zowel voor de verzoekschriften die op grond van artikel 33 door een Staat worden ingediend, als voor de verzoeken die overeenkomstig artikel 34 door een natuurlijke persoon worden ingediend. Hoewel kan worden verdedigd dat iedere rechtbank impliciet gemachtigd is om zaken van de rol te schrappen, is dit artikel ingevoegd om enige twijfel ter zake weg te nemen.

Artikel 38 — Behandeling van de zaak en procedure voor minnelijke schikking

93. De tekst van artikel 38, paragraaf 1, is gegrond op die van het vroegere artikel 28, paragraaf 1, van het Verdrag, waarbij paragraaf 1 a) van dit artikel enigszins is ingekort. Het Hof is verantwoordelijk voor de vaststelling van de feiten en kan de zaak op tegenspraak behandelen, vooropgezet dat de partijen daartoe de nodige informatie aan het Hof verstrekken. De partijen betrokken bij de minnelijke schikking kunnen aan niemand de aard of inhoud van mededelingen kenbaar maken, die gemaakt zijn met het oog op de totstandbrenging van een minnelijke schikking of in verband daarmee. De tweede paragraaf betekent niet dat de andere procedures niet vertrouwelijk zijn (zie art. 40, paragraaf 2). In het reglement van het Hof worden de nadere bepalingen op dit stuk vastgelegd.

94. De ervaring heeft het grote nut van het verzoeningselement in de procedure van het Verdrag aangetoond. Onderhandelingen met het oog op de totstandbrenging van een minnelijke schikking kunnen worden «geleid» of aangemoedigd door een rechter (bijgestaan door de griffie van het Hof). Tijdens die onderhandelingen kunnen de partijen tevens om de bijstand van de griffie van het Hof verzoeken. Een Kamerlid kan in gelijk welk stadium van de procedure de partijen helpen hun geschil bij te leggen.

Artikel 39 — Totstandbrenging van een minnelijke schikking

95. Artikel 49, paragraaf 9, van het oude reglement van het Hof heeft model gestaan voor de tekst van artikel 39. Het tweede gedeelte van dit artikel is nagenoeg identiek aan de laatste zin van paragraaf 2 van het vroegere artikel 28 van het Verdrag.

Article 37 — Radiation des requêtes

92. Le texte de l'article 37 suit de près celui de l'ancien article 30, paragraphes 1 et 3, de la Convention. Comme cela était le cas en vertu de l'ancien article 30 de la Convention, la faculté de rayer une requête du rôle s'appliquera aux requêtes présentées par un État en vertu de l'article 33, ainsi qu'aux requêtes présentées par une personne physique en vertu de l'article 34. Bien qu'on puisse soutenir que tout tribunal est implicitement habilité à rayer des affaires de son rôle, cet article a été introduit pour écarter tout doute en la matière.

Article 38 — Examen contradictoire de la requête et procédure de règlement amiable

93. Le texte de l'article 38, paragraphe 1, est fondé sur celui de l'ancien article 28, paragraphe 1, de la Convention, mais le paragraphe 1 a) de ce dernier a été quelque peu raccourci. La Cour est responsable de l'établissement des faits et peut procéder à un examen contradictoire, étant entendu que les parties fournissent à la Cour toutes informations pertinentes. Les parties au règlement amiable ne sont autorisées à dévoiler à quiconque la nature ou la teneur d'aucune communication faite en vue d'un règlement amiable ou en liaison avec celui-ci. Le deuxième paragraphe ne veut pas dire que toutes les autres procédures ne sont pas confidentielles (voir art. 40, paragraphe 2). Le règlement de la Cour fixera les détails.

94. L'expérience a démontré la grande utilité de l'élément de conciliation dans la procédure de la Convention. Les négociations en vue de parvenir à un règlement amiable pourront être «guidées», ou même encouragées, par un juge (avec l'assistance du greffe de la Cour). De même, pendant les négociations tendant à parvenir à un règlement amiable, les parties pourront demander l'assistance du greffe de la Cour. Un membre d'une Chambre pourra à n'importe quel stade de la procédure aider les parties à régler leur différend.

Article 39 — Conclusion d'un règlement amiable

95. Le texte de l'article 39 est inspiré de l'article 49, paragraphe 2, de l'ancien règlement de la Cour. La deuxième partie de cet article est presque identique à la dernière phrase du paragraphe 2 de l'ancien article 28 de la Convention.

Artikel 40 — **Openbare zittingen en toegang tot de stukken**

96. De twee paragrafen van artikel 40 zijn respectievelijk gegrond op de artikelen 18 en 56, paragraaf 2 van het vroegere reglement van het Hof. De tekst stelt dat mondelinge procedures in beginsel openbaar zijn. Voorts is bepaald dat de stukken die tijdens de schriftelijke procedure worden voorgelegd (memories en andere schriftelijke informatie), in beginsel ook toegankelijk zijn voor het publiek. Tenzij de Voorzitter anders beslist, zijn de ter griffie gedeponeerde stukken die niet openbaar worden gemaakt, ambtshalve of op verzoek van een partij of van enige belanghebbende toegankelijk voor het publiek.

Artikel 41 — **Billijke genoegdoening**

97. De tekst van artikel 41 is een vereenvoudigde en ingekorte versie van het vroegere artikel 50 van het Verdrag.

Artikel 42 — **Arresten van Kamers**

98. Zoals het Hof voordien, beslechten de Kamer geschillen aan de hand van arresten. In tegenstelling tot het vroegere systeem zijn deze arresten niet onmiddellijk definitief maar worden zij dat pas na verloop van tijd overeenkomstig artikel 44, paragraaf 2. De arresten moeten met redenen zijn omkleed (art. 45, paragraaf 1). Zij worden aan de partijen overgezonden maar niet openbaar gemaakt vooraleer zij einduitspraken zijn geworden (art. 44, paragraaf 3). Het reglement van het Hof kan ter zake nadere gegevens bevatten.

Artikelen 43 en 44 — **Verwijzing naar de Grote Kamer en einduitspraken**

99. Een nieuw onderzoek van een zaak, zoals bepaald in artikel 43, kan slechts in uitzonderlijke gevallen plaatsvinden indien de zaak aanleiding geeft tot een ernstige vraag betreffende de interpretatie of toepassing van het Verdrag, dan wel een ernstige kwestie van algemeen belang betreft (zie ook paragraaf 47 hiervoren). Die voorwaarden zijn gedeeltelijk overgenomen uit artikel 5, paragraaf 2, tweede lid, van protocol nr. 9 bij het Verdrag. Bij de inwerkingtreding van dit Protocol wordt Protocol nr. 9 opgeheven (zie *infra* en art. 2). Hierbij is het de bedoeling dat die voorwaarden strikt worden toegepast.

100. Ernstige vragen in verband met de interpretatie van het Verdrag hebben betrekking op belangrijke punten waarover het Hof zich nog niet heeft uitgesproken, of op arresten die van belang zijn voor toekomstige zaken, alsook voor de ontwikkeling van de

Article 40 — **Audience publique et accès aux documents**

96. Les deux paragraphes de l'article 40 sont inspirés, respectivement, des articles 18 et 56, paragraphe 2, de l'ancien règlement de la Cour. Ainsi, le texte indique que la procédure, lorsqu'elle est orale, est, en principe, publique. Il spécifie aussi que les documents soumis dans la procédure écrite (mémoires et autres informations écrites) sont, en principe, également accessibles au public. Par conséquent, les documents déposés au greffe et non publiés sont accessibles au public à moins que le président n'en ait décidé autrement, d'office ou à la demande d'une partie ou de toute autre personne intéressée.

Article 41 — **Satisfaction équitable**

97. Le texte de l'article 41 est une version simplifiée et raccourcie de l'ancien article 50 de la Convention.

Article 42 — **Arrêts des Chambres**

98. La Chambre se prononcera, comme le faisait la Cour dans le passé, en rendant un arrêt. Contrairement à l'ancien système, cet arrêt ne sera pas tout de suite définitif; il le deviendra ultérieurement conformément à l'article 44, paragraphe 2. L'arrêt devra être motivé (art. 45, paragraphe 1). Il sera transmis aux parties mais ne sera pas publié avant d'avoir un caractère définitif (art. 44, paragraphe 3). D'autres précisions pourront être contenues dans le règlement de la Cour.

Articles 43 et 44 — **Renvoi devant la Grande Chambre et arrêts définitifs**

99. Un réexamen de l'affaire, comme prévu à l'article 43, ne pourra avoir lieu qu'exceptionnellement lorsque l'affaire soulèvera une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention, ou une question grave de caractère général (voir aussi paragraphe 47 ci-dessus). Ces conditions sont reprises en partie de l'article 5, paragraphe 2, alinéa 2, du Protocole n° 9 à la Convention. (À l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Protocole n° 9 à la Convention est abrogé: voir *infra* et art. 2.) L'intention est que ces conditions soient appliquées rigoureusement.

100. Des questions graves relatives à l'interprétation de la Convention sont soulevées lorsqu'un point important, sur lequel la Cour ne s'est pas encore prononcée, est en jeu ou lorsque la décision revêt de l'importance pour les affaires futures et pour

rechtspraak van het Hof. Zulks is bij voorbeeld het geval wanneer een arrest in tegenspraak is met een vorig arrest van het Hof.

101. Ernstige vragen betreffende de toepassing van het Verdrag houden verband met uitspraken op grond waarvan in het nationale recht of in de administratieve praktijk aanzienlijke wijzigingen moeten worden aangebracht, maar die op zichzelf geen ernstige vragen op het stuk van de interpretatie van het Verdrag meebrengen.

102. Een belangrijke vraag van politieke of openbare aard kan worden beschouwd als een ernstige kwestie van algemeen belang.

103. Binnen een termijn van drie maanden na de datum van het arrest van een Kamer kan elke bij de zaak betrokken partij verzoeken om verwijzing van de zaak naar de Grote Kamer. Teneinde te waarborgen dat de partijen die termijn kunnen naleven, moeten zij van de datum van het arrest op de hoogte worden gebracht. De modaliteiten inzake spoedige verzending van de arresten aan de partijen worden in het reglement van het Hof nader omschreven. Indien de voorwaarden ter zake zijn vervuld, aanvaardt het college van vijf rechters van de Grote Kamer de zaak en moet deze Kamer na een schriftelijke en, indien het Hof zulks beslist, mondelinge procedure, een einduitspraak doen in verband met de eventuele schending van het Verdrag. Indien niet aan alle voorwaarden is voldaan, verwerpt het college het verzoek en wordt het arrest van de Kamer definitief (art. 44, paragraaf 2, lid c).

104. Artikel 44, paragraaf 1, neemt het vroegere artikel 52 van het Verdrag over. Alleen de arresten van de Kamers worden definitief wanneer de voorwaarden omschreven in paragraaf 2, zijn vervuld. Alleen einduitspraken worden openbaar gemaakt. Alle arresten zijn toegankelijk voor het publiek.

De griffie van het Hof treft de nodige maatregelen met het oog op de verzending van de arresten.

Artikel 45 — **Motivering van arresten en beslissingen**

105. Artikel 45, dat is gegrond op het oude artikel 51 van het Verdrag, stelt als algemene regel dat alle arresten en de meeste beslissingen van het Hof met redenen moeten zijn omkleed, ongeacht of zij betrekking hebben op de bevoegdheid van het Hof, op een procedurekwestie, op de grond van de zaak of op het verlenen van een billijke genoegdoening aan de verzoeker. Het spreekt vanzelf dat de motiveringen van beslissingen houdende verwerping of aanvaarding van het verzoekschrift beknopt kunnen worden weergegeven.

l'évolution de la jurisprudence de la Cour. Une question grave de ce genre peut se poser de façon manifeste lorsque l'arrêt concerné n'est pas compatible avec un arrêt précédent de la Cour.

101. Une question grave relative à l'application de la Convention peut se poser lorsque l'arrêt impose une modification notable du droit national ou de la pratique administrative mais ne soulève pas en lui-même une question grave d'interprétation de la Convention.

102. Une question importante d'intérêt politique ou d'intérêt public pourrait être considérée comme une question grave de caractère général.

103. Les parties au litige peuvent demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre dans un délai de trois mois après l'arrêt de la Chambre. Pour être certain que les parties soient en mesure d'observer ce délai, elles doivent être informées de la date à laquelle l'arrêt a été rendu. Les modalités concernant la transmission rapide des arrêts aux parties seront spécifiées dans le règlement de la Cour. Si les conditions d'un renvoi sont réunies, le collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte l'affaire et la Grande Chambre est appelée à se prononcer définitivement sur l'existence d'une violation de la Convention après une procédure écrite et, si la Cour en décide ainsi, orale. Si les conditions ne sont pas réunies, le collège rejette la demande et l'arrêt de la Chambre devient définitif (art. 44, paragraphe 2, alinéa c).

104. L'article 44, paragraphe 1, reprend l'ancien article 52 de la Convention. Seuls les arrêts de la Grande Chambre sont définitifs avec effet immédiat. Les arrêts des Chambres deviennent définitifs dans les conditions énoncées au paragraphe 2. Une fois définitifs, ces arrêts sont publiés; tous les arrêts sont accessibles au public.

Le greffe de la Cour prend les dispositions nécessaires à la transmission des arrêts.

Article 45 — **Motivation des arrêts et décisions**

105. L'article 45, qui se base sur l'ancien article 51 de la Convention, pose en règle générale que tous les arrêts et la plupart des décisions de la Cour doivent être motivés, qu'ils se rapportent à sa compétence, à une question de procédure, au fond de l'affaire ou à l'octroi d'une satisfaction équitable au requérant. Il est entendu que les motivations des décisions rejetant ou acceptant des requêtes peuvent être données sommairement.

Dit artikel heeft geen betrekking op de beslissingen die het college van vijf rechters van de Grote Kamer krachtens artikel 43 neemt.

Artikel 46 — **Bindende kracht en tenuitvoerlegging van arresten**

106. Artikel 46 brengt de artikelen 53 en 54 van de vroegere tekst van het Verdrag samen, zonder daarin belangrijke wijzigingen aan te brengen. Alleen het woord «beslissingen» is in de eerste paragraaf vervangen door het woord «einduitspraak».

Het Comité van Minister houdt toezicht op de tenuitvoerlegging van de arresten.

Artikelen 47, 48 en 49 — **Adviezen**

107. Deze artikelen zijn bijna identiek aan de artikelen 1, 2 en 3, paragrafen 2 tot 4, van het vroegere Protocol nr. 2 bij het Verdrag. De woorden «van twee derde» zijn geschrapt uit paragraaf 3 van artikel 47 teneinde rekening te houden met de wijziging van het oude artikel 32 van het Verdrag door Protocol nr. 10. In verband met artikel 3, paragraaf 1, van het vroegere Protocol nr. 2, kan worden verwezen naar artikel 31 en naar paragraaf 81.

108. Aangezien in artikel 1, paragraaf 2, van Protocol nr. 2 naar de Commissie wordt verwezen, moest de tekst dienovereenkomstig worden aangepast. Het is wenselijker geacht Protocol nr. 2 in Protocol nr. 11 te integreren dan het te amenderen.

Artikel 50 — **Kosten van het Hof**

109. Artikel 50 komt in grote mate overeen met de tekst van het vroegere artikel 58 van het Verdrag. De werkingskosten van het nieuwe Hof omvatten, naast de posten betreffende personeel en materieel, de wedden van de rechters alsmede de sociale bijdragen die voor hen worden betaald in plaats van vergoedingen bepaald in het vroegere artikel 42 van het Verdrag.

Artikel 51 — **Voorrechten en immuniteiten van de rechters**

110. Paragraaf 1 van artikel 51 stemt grotendeels overeen met het vroegere artikel 59 van het Verdrag.

111. Het woord «overeenkomsten» in paragraaf 1 verwijst naar het aanvullende Vierde Protocol bij de Algemene Overeenkomst betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa, evenals naar de verdragen welke door de Staten die partij zijn bij het Verdrag in verband met aanverwante onderwerpen zijn geratificeerd.

Cet article ne concerne pas les décisions prises par le collège de cinq juges de la Grande Chambre en vertu de l'article 43.

Article 46 — **Force obligatoire et exécution des arrêts**

106. L'article 46 regroupe les articles 53 et 54 de l'ancien texte de la Convention, sans qu'il y ait une modification de la substance. (Le mot «décision» est remplacé par «arrêt» dans le premier paragraphe).

Le Comité des ministres surveille l'exécution des arrêts.

Articles 47, 48 et 49 — **Avis consultatifs**

107. Ces articles sont presque identiques aux articles 1, 2 et 3, paragraphes 2 à 4, de l'ancien Protocole n° 2 à la Convention. Les mots «des deux tiers» ont été supprimés du paragraphe 3 de l'article 47 pour tenir compte de la modification de l'ancien article 32 de la Convention par le Protocole n° 10. Quant à l'article 3, paragraphe 1, de l'ancien Protocole n° 2, il convient de se reporter à l'article 31 et au paragraphe 81 ci-dessus.

108. Étant donné que le Protocole n° 2 se référait, dans l'article 1, paragraphe 2, à la Commission, le présent texte a nécessité un amendement approprié. Il a été jugé plus opportun d'incorporer le Protocole n° 2 dans le corps du Protocole n° 11 au lieu d'amender le premier.

Article 50 — **Frais de fonctionnement de la Cour**

109. L'article 50 suit de près le texte de l'ancien article 58 de la Convention. Les «frais de fonctionnement» de la nouvelle Cour comprendront, en plus des postes relatifs au personnel et au matériel, les traitements qui seront versés aux juges et les cotisations de sécurité sociale qui seront payées pour eux à la place des indemnités prévues à l'ancien article 42 de la Convention.

Article 51 — **Privilèges et immunités des juges**

110. Le paragraphe 1 de l'article 51 suit de près l'ancien article 59 de la Convention.

111. Le terme «accords», au paragraphe 1, se réfère au Quatrième Protocole additionnel à l'Accord général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe, ainsi qu'aux traités ratifiés par les États Parties sur des sujets connexes.

Artikel 2 van het amenderend protocol — Vervangingen, opheffingen en amendementen

112. In artikel 2 zijn de andere bepalingen omschreven die door dit Protocol worden vervangen, opgeheven of geamendeerd. Artikel 2, paragraaf 6 en paragraaf 7, houden geen impliciete goedkeuring in van deze protocollen door België (zie paragraaf 86).

113. De tekst van artikel 56 neemt het vroegere artikel 63 van het Verdrag over. De eerste paragraaf van dit artikel biedt aan de Staten de mogelijkheid het Verdrag uit te breiden tot de gebieden waarvoor hij de internationale betrekkingen waarneemt. Op grond van paragraaf 4 kunnen de Staten voor deze gebieden verklaren dat zij aanvaarden dat het Hof bevoegd is om kennis te nemen van individuele verzoekschriften. Deze verklaringen kunnen voor een bepaalde tijd worden afgelegd (dezelfde mogelijkheid bestaat voor soortgelijke verklaringen afgelegd overeenkomstig de Protocollen nr. 4 en nr. 7). De bepaling van paragraaf 3 die stelt dat rekening wordt gehouden met de plaatselijke behoeften, wordt gehandhaafd. De enige belangrijke wijzigingen in de tekst van het vroegere artikel 63 van het Verdrag (thans artikel 56) zijn de toevoeging van de woorden «met inachtneming van het vierde lid van dit artikel» in paragraaf 1 en de vervanging van de woorden «de Commissie» door de woorden «het Hof» in paragraaf 4 (zie ook paragraaf 75).

114. Teneinde de tekst begrijpelijker te maken, zijn opschriften toegevoegd. Met het oog op de totstandbrenging van een consequente en coherente tekst geschiedt zulks op grond van dit artikel voor de titels, alsook voor alle artikelen van het Verdrag en van de protocollen ervan.

De titels van de Bijlage maken integraal deel uit van het Verdrag, alsmede van de Protocollen bij het Verdrag, zoals die door dit Protocol zijn geamendeerd. De opschriften moeten geenszins worden beschouwd als een interpretatie van de artikelen zelf en hebben geen invloed op juridisch vlak. Zij beogen alleen een grotere leesbaarheid van de tekst van het Verdrag (cf. Amerikaans Verdrag inzake de Rechten van de Mens).

Artikel 3 van het amenderend protocol — Onderteekening en bekrachtiging

115. De tekst van artikel 3 is een gebruikelijke slotbepaling in verdragen en overeenkomsten uitgewerkt in het kader van de Raad van Europa. De tekst is bijvoorbeeld identiek met die van artikel 6 van Protocol nr. 9 bij het Verdrag.

Dit Protocol bevat geen enkele bepaling op grond waarvan voorbehoud kan worden gemaakt omdat zulks gelet op de aard van het amenderend protocol uitgesloten is.

Article 2 du Protocole d'amendement — Remplacements, suppressions et amendements

112. L'article 2 indique les autres dispositions remplacées, supprimées ou amendées par le présent Protocole. L'article 2, paragraphe 6 et paragraphe 7, ne comporte aucune approbation implicite de ces Protocoles par la Belgique (voir paragraphe 86).

113. Le texte de l'article 56 reprend l'ancien article 63 de la Convention. Le premier paragraphe de cet article permet aux États d'étendre la Convention aux territoires dont ils assurent les relations internationales. Le paragraphe 4 permet aux États de déclarer relativement à ces territoires qu'ils acceptent la compétence de la Cour pour connaître des requêtes individuelles. Ces déclarations peuvent être faites pour une durée déterminée (la même faculté s'appliquant à toute déclaration similaire faite en vertu des Protocoles n^{os} 4 et 7). La disposition du paragraphe 3 prévoyant qu'il sera tenu compte des nécessités locales est maintenue. Les seules modifications importantes apportées au texte de l'ancien article 63 de la Convention (désormais l'article 56) sont l'ajout des mots «sous réserve du paragraphe 4» au paragraphe 1 et le remplacement du mot «Commission» par le mot «Cour» au paragraphe 4. (Voir aussi paragraphe 75 ci-dessus.)

114. Pour faciliter la compréhension du texte, des intitulés y sont inclus. Pour être conséquent et préserver la consistance même du texte, cet article étend cette insertion aux titres et à tous les articles de la Convention et de ses protocoles.

Les intitulés de l'annexe font partie intégrante de la Convention et de ses Protocoles, tels qu'amendés par le présent Protocole. Les libellés de ces intitulés ne doivent nullement être perçus comme interprétant les articles eux-mêmes ou comme ayant un quelconque effet juridique. Ils ne visent qu'à rendre le texte de la Convention plus accessible (cf. Convention américaine relative aux Droits de l'Homme).

Article 3 du Protocole d'amendement — Signature et ratification

115. Le texte de l'article 3 est l'une des clauses finales habituelles qui figurent dans les traités et accords élaborés dans le cadre du Conseil de l'Europe. Il est identique, par exemple, à l'article 6 du Protocole n^o 9 à la Convention.

Ce Protocole ne contient aucune disposition sur les réserves. Par sa nature même, ce Protocole d'amendement exclut la formulation de réserves.

***Artikel 4 van het amenderend protocol —
Inwerkingtreding***

116. De tekst van artikel 4 is eveneens een gebruikelijke slotbepaling in verdragen en overeenkomsten uitgewerkt in het kader van de Raad van Europa. Het Protocol, een amenderend protocol bij het Verdrag (zie V, paragrafen 55 en 56 hiervoren), treedt in werking een jaar na de datum van de laatste bekrachtiging. Zodra zulks is geschied, moeten de Staten die partij zijn bij het Verdrag, evenals de bevoegde instanties van de Raad van Europa, de nodige maatregelen nemen met het oog op de instelling van het nieuwe Hof, onder meer de verkiezing van nieuwe rechters. Bovendien moet het Hof zo spoedig mogelijk maatregelen treffen op het stuk van de organisatie, inzonderheid de maatregelen bedoeld in artikel 26. De tweede zin van artikel 4 van het protocol maakt dergelijke voorbereidende maatregelen mogelijk.

***Artikel 5 van het amenderend protocol —
Overgangsbepalingen***

117. Dit artikel legt de onontbeerlijke overgangsbepalingen vast die van toepassing zijn op verzoekschriften welke op het tijdstip van inwerkingtreding van dit Protocol hangende zijn.

118. Paragraaf 1 bepaalt dat de ambtstermijn van de leden van het oude Hof en van de Commissie, evenals die van de griffier en van de plaatsvervangend griffier eindigt op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol, teneinde te voorkomen dat twee hoven gelijktijdig werken. Zoals is bepaald in paragraaf 3, blijft de Commissie evenwel gedurende één jaar voortbestaan.

119. De paragrafen 2 tot 4 hebben betrekking op de verzoekschriften die bij de Commissie aanhangig zijn gemaakt. Indien zij door de Commissie nog niet ontvankelijk zijn verklaard, worden zij overeenkomstig het nieuwe systeem (paragraaf 2) door het Hof behandeld.

Voorts is het wenselijk geacht dat de reeds ontvankelijk verklaarde verzoekschriften net als in het vroegere systeem door de leden van de Commissie worden afgehandeld (paragraaf 3). Het is daarentegen niet als geschikt geoordeeld dat de Commissie haar werkzaamheden gedurende verscheidene jaren na de inwerkingtreding van het Protocol zou voortzetten en daarom voorziet paragraaf 3 in een termijn van één jaar, die aan de leden van de Commissie de mogelijkheid zou moeten bieden de reeds ontvankelijk verklaarde verzoekschriften af te handelen. De verzoekschriften die niet binnen voornoemde termijn

***Article 4 du Protocole d'amendement —
Entrée en vigueur***

116. Le texte de l'article 4 est aussi l'une des clauses finales habituelles qui figurent dans les traités et accords élaborés dans le cadre du Conseil de l'Europe. Le Protocole, qui est un protocole d'amendement à la Convention (voir V, paragraphes 55 et 56 ci-dessus), entrera en vigueur un an après la date de la dernière ratification. Les États Parties, ainsi que les instances compétentes du Conseil de l'Europe, devraient prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle Cour dès la dernière ratification, et notamment l'élection des nouveaux juges. Par ailleurs, la Cour devrait prendre dès que possible des mesures concernant son organisation, en particulier celles visées à l'article 26. La deuxième phrase de l'article 4 du Protocole rend possibles de telles mesures préparatoires.

***Article 5 du Protocole d'amendement —
Dispositions transitoires***

117. Cet article fixe les dispositions transitoires indispensables applicables aux requêtes pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent Protocole.

118. Le paragraphe 1 précise que le mandat des membres de l'ancienne Cour et de la Commission, ainsi que celui du greffier et du greffier adjoint, prennent fin dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, afin d'éviter le fonctionnement simultané de deux cours. La Commission continuera néanmoins d'exister pour une durée d'un an, comme stipulé au paragraphe 3.

119. Les paragraphes 2 à 4 concernent les requêtes pendantes devant la Commission. Si ces requêtes n'ont pas encore été déclarées recevables par la Commission, elles seront examinées par la Cour conformément au nouveau système (paragraphe 2).

D'autre part, il a été jugé opportun que l'examen des requêtes déjà déclarées recevables soit achevé par les membres de la Commission conformément au précédent système (paragraphe 3). Il a été jugé inopportun que la Commission poursuive son travail plusieurs années après l'entrée en vigueur du présent Protocole et c'est pourquoi le paragraphe 3 fixe un délai d'un an. Ce délai a été jugé suffisant pour permettre aux membres de la Commission de terminer l'examen des requêtes déclarées recevables. Les requêtes dont l'examen n'aura pu être terminé dans ce délai seront examinées par la Cour conformément au

konden worden afgehandeld, worden overeenkomstig het nieuwe systeem door het Hof behandeld. Aangezien zij door de Commissie reeds ontvankelijk zijn verklaard, is het niet nodig ze in het comité van ministers te onderzoeken.

Er moet worden opgemerkt dat de eerste zin van paragraaf 3 bepaalt dat de leden van de Commissie hun werkzaamheden gedurende een jaar na de inwerkingtreding van dit Protocol kunnen voortzetten, zelfs indien hun ambtstermijn vóór deze datum eindigt. Op die wijze wordt hen de mogelijkheid geboden de tijdens deze periode ontvankelijk verklaarde verzoekschriften af te handelen. Aangezien de ambtstermijn van de leden van de Commissie eindigt op het tijdstip dat dit Protocol in werking treedt, kunnen zij tot rechter in het nieuwe Hof worden verkozen en tegelijkertijd hun werkzaamheden blijven vervullen, zoals is bepaald in paragraaf 3 van artikel 5. Indien gedurende die periode in de Commissie een plaats vacant wordt, kan overeenkomstig de vroegere beschikkingen van het Verdrag een nieuw lid worden verkozen zodat elke Verdragsluitende Staat tijdens die termijn een voor hem benoemd lid in de Commissie kan behouden.

120. Paragraaf 4 van artikel 5 heeft betrekking op de zaken waarvoor de Commissie een rapport heeft aangenomen tijdens de periode van twaalf maanden volgend op de inwerkingtreding van Protocol nr. 11. In dit verband moet de procedure worden toegepast die erin bestaat dat de zaak overeenkomstig het vroegere artikel 48 van het Verdrag (en in voorkomend geval het Protocol nr. 9) bij het Hof aanhangig moet worden gemaakt. Anders gesteld hebben de Commissie of een Verdragsluitende Staat, alsmede de verzoeker, bij toepassing van Protocol nr. 9, het recht de zaak door te verwijzen naar het nieuwe Hof.

121. Teneinde te voorkomen dat zaken die reeds door de Commissie zijn onderzocht, op drie verschillende niveaus worden behandeld, beslist het college van vijf rechters van het nieuwe Hof of een Kamer of de Grote Kamer ter zake bevoegd is.

122. Voor zaken die op grond van dit artikel niet naar het nieuwe Hof zijn verwezen, komt de beslissing bij toepassing van het vroegere artikel 32 van het Verdrag toe aan het Comité van Ministers.

123. Het oude Hof houdt op te functioneren op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol. Zaken die bij het oude Hof aanhangig zijn, worden doorgezonden naar de Grote Kamer van het nieuwe Hof.

124. Naar luid van paragraaf 6 behandelt het Comité van Ministers de zaken die niet overeenkomstig het vroegere artikel 48 van het Verdrag naar het Hof zijn verwezen. Zelfs na de inwerkingtreding

nouveau système. Puisqu'elles auront déjà été déclarées recevables par la Commission, leur examen en comité ne sera pas nécessaire.

Note devrait être prise que le paragraphe 3, première phrase, stipule que les membres de la Commission continueront leur travail pendant un an après l'entrée en vigueur du présent Protocole, même si leurs mandats expirent avant cette date. Ce délai leur permettra de terminer l'examen des affaires déclarées recevables pendant cette période. Puisque le mandat des membres de la Commission expire au moment de l'entrée en vigueur du présent Protocole, ceux-ci peuvent être élus juges de la nouvelle Cour et, en même temps, continuer d'exercer leurs fonctions comme prévu au paragraphe 3 de l'article 5. Si une vacance survient au sein de la Commission au cours de cette période, l'élection d'un nouveau membre peut intervenir conformément aux anciennes dispositions pertinentes de la Convention, de telle façon que chaque Partie contractante puisse conserver un membre désigné au titre de cet État à la Commission au cours de ladite période.

120. Le paragraphe 4 de l'article 5 concerne les affaires pour lesquelles la Commission a adopté un rapport dans la période des douze mois suivant l'entrée en vigueur du Protocole n° 11. Pour ces affaires, la procédure consistant à en saisir la Cour prévue à l'ancien article 48 de la Convention (et, s'il y a lieu, au Protocole n° 9) doit s'appliquer. En d'autres termes, la Commission ou un État Partie — ainsi que le requérant en cas d'applications du Protocole n° 9 — aura le droit de déférer une affaire à la nouvelle Cour.

121. Pour éviter que les affaires déjà examinées par la Commission ne soient traitées à trois niveaux, le collège de cinq juges de la nouvelle Cour décidera de la compétence d'une Chambre ou de la Grande Chambre pour ces affaires.

122. Pour les affaires non déferées à la nouvelle Cour en vertu de cet article, la décision reviendra au Comité des ministres en application de l'ancien article 32 de la Convention.

123. L'ancienne Cour cessera de fonctionner à la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Toutes les affaires pendantes devant l'ancienne Cour seront transmises à la Grande Chambre de la nouvelle Cour.

124. Selon le paragraphe 6, le Comité des ministres reste saisi des affaires qui n'ont pas été déferées à la Cour en vertu de l'ancien article 48 de la Convention. Même après l'entrée en vigueur du présent protocole,

van dit Protocol handelt het Comité van Ministers deze zaken af overeenkomstig het vroegere artikel 32 van het Verdrag.

Artikel 6 van het amenderend protocol — Verklaringen

125. In dit artikel wordt duidelijk bepaald dat verklaringen gedaan krachtens de vroegere artikelen 25 en 46 van het Verdrag, die betrekking hebben op de toepasbaarheid ervan *ratione temporis* (zie de paragrafen 83 tot 86 hiervoren), *mutatis mutandis* verder moeten worden toegepast op de rechtspraak van het nieuwe Hof.

126. Bovendien blijft paragraaf 4 van het vroegere artikel 63 van het Verdrag van toepassing op de verklaringen gedaan vóór de inwerkingtreding van dit Protocol.

Artikel 7 van het amenderend protocol — Kennisgevingen

127. Artikel 7 is een gebruikelijke slotbepaling in verdragen en overeenkomsten van de Raad van Europa. Het is nagenoeg identiek met bijvoorbeeld artikel 14 van Protocol nr. 8 bij het Verdrag.

Naar aanleiding van de algemene opmerking van de Raad van State in verband met artikel 2 van het Protocol is de memorie van toelichting aangevuld met name de paragrafen 86 en 112.

De opmerkingen van de Raad van State met betrekking tot artikel 1 en 2 van het ontwerp van wet werden niet gevolgd. De verwijzing in artikel 1 naar de onderverdeling van artikel 77 van de Grondwet werd immers gebaseerd op een opmerking van de Raad van State gegeven in een vorig advies. Bij de opstelling van nieuwe ontwerpen van wet zal echter rekening worden gehouden met deze opmerkingen.

*
* *

De minister van Buitenlandse Zaken,

Erik DERYCKE.

De minister van Justitie,

Stefaan DE CLERCK.

le Comité des ministres continuera d'examiner ces affaires conformément à l'ancien article 32 de la Convention, jusqu'à leur règlement.

Article 6 du Protocole d'amendement — Déclarations

125. Cet article explique clairement que les déclarations faites en vertu des anciens articles 25 et 46 de la Convention relatives à l'applicabilité de la Convention *ratione temporis* (voir les paragraphes 83 et 86 ci-dessus) doivent, *mutatis mutandis*, continuer à s'appliquer à la juridiction de la nouvelle Cour.

126. En outre, le paragraphe 4 de l'ancien article 63 de la Convention continue à s'appliquer aux déclarations faites avant l'entrée en vigueur du présent protocole.

Article 7 du Protocole d'amendement — Notifications

127. L'article 7 est une des clauses finales habituelles qui figurent dans les traités et accords du Conseil de l'Europe. Elle est pratiquement identique, par exemple, à l'article 14 du Protocole n° 8 à la Convention.

Suite à l'observation générale concernant article 2 du Protocole, l'exposé des motifs a été complété aux paragraphes 86 et 112.

Les remarques du Conseil d'État concernant les articles 1^{er} et 2 du projet de loi n'ont pas été suivies. L'indication à l'article 1^{er} de la subdivision de l'article 77 de la Constitution est en effet basée sur une remarque faite par le Conseil d'État dans un avis antérieur. Cependant pour la rédaction de projets de loi dans le futur, il en sera tenu compte.

*
* *

Le ministre des Affaires étrangères,

Erik DERYCKE.

Le ministre de la Justice,

Stefaan DE CLERCK.

WETSONTWERP

ALBERT II,

Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze minister van Buitenlandse Zaken en van Onze minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Onze minister van Buitenlandse Zaken en Onze minister van Justitie zijn gelast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Senaat in te dienen:

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 6°, van de Grondwet.

Art. 2

Het Protocol nr. 11 bij het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden betreffende herstructurering van het controlemechanisme ingesteld door dat Verdrag, en de Bijlage, gedaan te Straatsburg op 11 mei 1994, zullen volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1996.

Van Koningswege:

De minister van Buitenlandse Zaken,

E. DERYCKE.

De minister van Justitie,

S. DE CLERCK.

PROJET DE LOI

ALBERT II,

Roi des Belges,

À tous, présents et à venir,
SALUT.

Sur la proposition de Notre ministre des Affaires étrangères et de Notre ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

Notre ministre des Affaires étrangères et Notre ministre de la Justice sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer au Sénat, le projet de loi dont la teneur suit:

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 6°, de la Constitution.

Art. 2

Le Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, et l'Annexe, faits à Strasbourg le 11 mai 1994, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1996

Par le Roi:

Le ministre des Affaires étrangères,

E. DERYCKE.

Le ministre de la Justice,

S. DE CLERCK.

VERTALING

ELFDE PROTOCOL

bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, betreffende herstructurering van het bij dat Verdrag ingestelde controlemechanisme

De Lidstaten van de Raad van Europa die dit Protocol bij het op 4 november 1950 te Rome ondertekende Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (hierna te noemen «het Verdrag»), hebben ondertekend,

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is het bij het Verdrag ingestelde controlemechanisme te herstructureren, teneinde de doeltreffendheid van de bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden door het Verdrag te handhaven en te verbeteren, voornamelijk gezien de toeneming van het aantal verzoekschriften en het groeiend aantal leden van de Raad van Europa,

Overwegende dat het derhalve wenselijk is enkele bepalingen van het Verdrag te wijzigen teneinde, met name, de bestaande Europese Commissie en het bestaande Europese Hof voor de Rechten van de Mens te vervangen door een nieuw permanent Hof,

Gelet op Resolutie nr. 1, aangenomen op de Europese Ministeriële Conferentie inzake de rechten van de mens, gehouden te Wenen op 19 en 20 maart 1985,

Gelet op Aanbeveling 1194 (1992), aangenomen door de Parlementaire Vergadering van de Raad van Europa op 6 oktober 1992,

Gelet op het besluit inzake hervorming van het controlemechanisme van het Verdrag, genomen door de staatshoofden en regeringsleiders van de Lid-Staten van de Raad van Europa in de Verklaring van Wenen van 9 oktober 1993,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

De tekst van de Titels II tot en met IV van het Verdrag (artt. 19 tot en met 56) en het Tweede Protocol, waarbij aan het Europese Hof voor de Rechten van de Mens de bevoegdheid wordt verleend advies uit te brengen, worden vervangen door de volgende Titel II van het Verdrag (art. 19 tot en met 51):

PROTOCOLE N° 11

à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention

Les États membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée «la Convention»).

Considérant qu'il est nécessaire et urgent de restructurer le mécanisme de contrôle établi par la Convention afin de maintenir et de renforcer l'efficacité de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales prévue par la Convention, en raison principalement de l'augmentation des requêtes et du nombre croissant des membres du Conseil de l'Europe;

Considérant qu'il convient par conséquent d'amender certaines dispositions de la Convention en vue, notamment, de remplacer la Commission et la Cour européennes des droits de l'homme existantes par une nouvelle Cour permanente;

Vu la résolution n° 1 adoptée lors de la Conférence ministérielle européenne sur les droits de l'homme, tenue à Vienne les 19 et 20 mars 1985;

Vu la Recommandation 1194 (1992), adoptée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 6 octobre 1992;

Vu la décision prise sur la réforme du mécanisme de contrôle de la Convention par les chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe dans la Déclaration de Vienne du 9 octobre 1993,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le texte des titres II à IV de la Convention (artt. 19 à 56) et le Protocole n° 2 attribuant à la Cour européenne des droits de l'homme la compétence de donner des avis consultatifs sont remplacés par le titre II suivant de la Convention (art. 19 à 51):

PROTOCOL No. 11

to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, restructuring the control machinery established thereby

The member States of the Council of Europe, signatories to this Protocol to the Convention for the Protection of Human rights and Fundamental Freedoms, signed at Rome on 4 November 1950 (hereinafter referred to as «the Convention»);

Considering the urgent need to restructure the control machinery established by the Convention in order to maintain and improve the efficiency of its protection of human rights and fundamental freedoms, mainly in view of the increase in the number of applications and the growing membership of the Council of Europe;

Considering that it is therefore desirable to amend certain provisions of the Convention with a view, in particular, to replacing the existing European Commission and Court of Human Rights with a new permanent Court;

Having regard to Resolution No. 1 adopted at the European Ministerial Conference on Human Rights, held in Vienna on 19 and 20 March 1985;

Having regard to Recommendation 1194 (1992), adopted by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe on 6 October 1992;

Having regard to the decision taken on reform of the Convention control machinery by the Heads of State and Government of the Council of Europe member States in the Vienna Declaration on 9 October 1993;

Have agreed as follows:

Article 1

The existing text of Sections II to IV of the Convention (Art. 19 to 56) and Protocol No. 2 conferring upon the European Court of Human Rights competence to give advisory opinions shall be replaced by the following Section II of the Convention (Art. 19 to 51):

«Titel II — Europees Hof voor de Rechten van de Mens**Artikel 19****Instelling van het Hof**

Teneinde de nakoming te verzekeren van de verplichting die de Hoge Verdragsluitende Partijen in het Verdrag en de Protocollen daarbij op zich hebben genomen, wordt een Europees Hof voor de Rechten van de Mens ingesteld, hierna te noemen «het Hof». Het functioneert op een permanente basis.

Artikel 20**Aantal rechters**

Het Hof bestaat uit een aantal rechters dat gelijk is aan het aantal Hoge Verdragsluitende Partijen.

Artikel 21**Voorwaarden voor uitoefening van de functie**

1. De rechters moeten het hoogst mogelijk zedelijk aanzien genieten en in zich verenigen de voorwaarden die worden vereist voor het uitoefenen van een hoge functie bij de rechterlijke macht, ofwel rechtsgeleerden zijn van erkende bekwaamheid.

2. De rechters hebben zitting in het Hof op persoonlijke titel.

3. Gedurende hun ambtstermijn mogen de rechters geen activiteiten verrichten die onverenigbaar zijn met hun onafhankelijkheid, onpartijdigheid of met de eisen van een volledige dagtaak; het Hof beslist over alle vragen met betrekking tot de toepassing van dit lid.

Artikel 22**Verkiezing van rechters**

1. Voor elke Hoge Verdragsluitende Partij worden de rechters gekozen door de Parlementaire Vergadering, met een meerderheid van de uitgebrachte stemmen, uit een lijst van drie kandidaten, voorgedragen door de Hoge Verdragsluitende Partij.

2. Dezelfde procedure wordt gevolgd om het Hof aan te vullen in geval van toetreding van nieuwe Hoge Verdragsluitende Partijen en om tussentijdse vacatures te vervullen.

Artikel 23**Ambtstermijn**

1. De rechters worden gekozen voor een periode van zes jaar. Zij zijn herkiesbaar.

«Titre II — Cour européenne des droits de l'homme**Article 19****Institution de la Cour**

Afin d'assurer le respect des engagements résultant pour les hautes parties contractantes de la présente convention et de ses protocoles, il est institué une Cour européenne des droits de l'homme, ci-dessous nommée «la Cour». Elle fonctionne de façon permanente.

Article 20**Nombre de juges**

La Cour se compose d'un nombre de juges égal à celui des hautes parties contractantes.

Article 21**Conditions d'exercice des fonctions**

1. Les juges doivent jouir de la plus haute considération morale et réunir les conditions requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires ou être des jurisconsultes possédant une compétence notoire.

2. Les juges siègent à la Cour à titre individuel.

3. Pendant la durée de leur mandat, les juges ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec les exigences d'indépendance, d'impartialité ou de disponibilité requise par une activité exercée à plein temps; toute question soulevée en application de ce paragraphe est tranchée par la Cour.

Article 22**Election des juges**

1. Les juges sont élus par l'Assemblée parlementaire au titre de chaque Haute Partie contractante, à la majorité des voix exprimées, sur une liste de trois candidats présentés par la Haute Partie contractante.

2. La même procédure est suivie pour compléter la Cour en cas d'adhésion de nouvelles Hautes Parties contractantes et pourvoir les sièges devenus vacants.

Article 23**Durée du mandat**

1. Les juges sont élus pour une durée de six ans. Ils sont rééligibles. Toutefois, les

«Section II — European Court of Human Rights**Article 19****Establishment of the Court**

To ensure the observance of the engagements undertaken by the High Contracting Parties in the Convention and the protocols thereto, there shall be set up a European Court of Human rights, hereinafter referred to as «the Court». It shall function on a permanent basis.

Article 20**Number of judges**

The Court shall consist of a number of judges equal to that of the High Contracting Parties.

Article 21**Criteria for office**

1. The judges shall be of high moral character and must either possess the qualifications required for appointment to high judicial office or be jurisconsults of recognised competence.

2. The judges shall sit on the Court in their individual capacity.

3. During their term of office the judges shall not engage in any activity which is incompatible with their independence, impartiality or with the demands of a full-time office; all questions arising from the application of this paragraph shall be decided by the Court.

Article 22**Election of judges**

1. The judges shall be elected by the Parliamentary Assembly with respect to each High Contracting Party by a majority of votes cast from a list of three candidates nominated by the High Contracting Party.

2. The same procedure shall be followed to complete the Court in the event of the accession of new High Contracting Parties and in filling casual vacancies.

Article 23**Terms of office**

1. The judges shall be elected for a period of six years. They may be re-elected.

De ambtstermijn van de helft van de rechters die bij de eerste verkiezing zijn gekozen, eindigt evenwel na drie jaar.

2. De rechters van wie de ambtstermijn zal eindigen na de eerste periode van drie jaar, worden bij loting aangewezen door de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa, onmiddellijk na hun verkiezing.

3. Teneinde zo veel mogelijk te bewerkstelligen dat elke drie jaar de ambtstermijn van de helft van de rechters wordt verlengd, kan de Parlementaire Vergadering, alvorens tot een volgende verkiezing over te gaan, besluiten dat de ambtstermijn van één of meer te verkiezen rechters een andere duur heeft dan zes jaar, doch ten hoogste negen en ten minste drie jaar.

4. Ingeval het meer dan één ambtstermijn betreft en de Parlementaire Vergadering het voorgaande lid toepast, geschiedt de toedeling van de ambtstermijnen door middel van loting door de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa onmiddellijk na de verkiezing.

5. Een rechter die is verkozen ter vervanging van een rechter van wie de ambtstermijn niet is geëindigd, maakt de ambtstermijn van zijn voorganger af.

6. De ambtstermijn van rechters eindigt wanneer zij de leeftijd van 70 jaar bereiken.

7. De rechters blijven in functie tot hun vervanging. Zij handelen evenwel de zaken af die zij reeds in behandeling hebben.

Artikel 24

Ontheffing uit het ambt

Een rechter kan slechts van zijn functie worden ontheven indien de overige rechters bij een meerderheid van tweederde besluiten dat hij niet meer aan de vereiste voorwaarden voldoet.

Artikel 25

Griffie en referendarissen

Het Hof beschikt over een griffie, waarvan de taken en de organisatie worden vastgesteld in het reglement van het Hof. Het Hof wordt bijgestaan door referendarissen.

Artikel 26

Hof in voltallige vergadering bijeen

Het Hof in voltallige vergadering bijeen:

a) kiest zijn President en één of twee Vice-Presidenten voor een periode van drie jaar; zij zijn herkiesbaar;

b) stelt Kamers in, voor bepaalde tijd;

mandats d'une moitié des juges désignés lors de la première élection prendront fin au bout de trois ans.

2. Les juges dont le mandat prendra fin au terme de la période initiale de trois ans sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, immédiatement après leur élection.

3. Afin d'assurer, dans la mesure du possible, le renouvellement des mandats d'une moitié des juges tous les trois ans, l'Assemblée parlementaire peut, avant de procéder à toute élection ultérieure, décider qu'un ou plusieurs mandats des juges à élire auront une durée autre que celle de six ans, sans qu'elle puisse toutefois excéder neuf ans ou être inférieure à trois ans.

4. Dans le cas où il y a lieu de conférer plusieurs mandats et où l'Assemblée parlementaire fait application du paragraphe précédent, la répartition des mandats s'opère suivant un tirage au sort effectué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe immédiatement après l'élection.

5. Le juge élu en remplacement d'un juge dont le mandat n'est pas expiré achève le mandat de son prédécesseur.

6. Le mandat des juges s'achève dès qu'ils atteignent l'âge de 70 ans.

7. Les juges restent en fonctions jusqu'à leur remplacement. Ils continuent toutefois de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Article 24

Révocation

Un juge ne peut être relevé de ses fonctions que si les autres juges décident, à la majorité des deux tiers, qu'il a cessé de répondre aux conditions requises.

Article 25

Greffie et référendaires

La Cour dispose d'une greffe dont les tâches et l'organisation sont fixées par le règlement de la Cour. Elle est assistée de référendaires.

Article 26

Assemblée plénière de la Cour

La Cour réunie en Assemblée plénière

a) élit, pour une durée de trois ans, son président et un ou deux vice-présidents; ils sont rééligibles;

b) constitue des Chambres pour une période déterminée;

However, the terms of office on one-half of the judges elected at the first election shall expire at the end of three years.

2. The judges whose terms of office are to expire at the end of the initial period of three years shall be chosen by lot by the Secretary General of the Council of Europe immediately after their election.

3. In order to ensure that, as far as possible, the terms of office of one-half of the judges are renewed every three years, the Parliamentary Assembly may decide, before proceeding to any subsequent election, that the term or terms of office of one or more judges to be elected shall be for a period other than six years but not more than nine and not less than three years.

4. In cases where more than one term of office is involved and where the Parliamentary Assembly applies the preceding paragraph, the allocation of the terms of office shall be effected by a drawing of lots by the Secretary General of the Council of Europe immediately after their election.

5. A judge elected to replace a judge whose term of office has not expired shall hold office for the remainder of his predecessor's term.

6. The terms of office of judges shall expire when they reach the age of 70.

7. The judges shall hold office until replaced. They shall, however, continue to deal with such cases as they already have under consideration.

Article 24

Dismissal

No judge may be dismissed from his office unless the other judges decide by a majority of two-thirds that he has ceased to fulfil the required conditions.

Article 25

Registry and legal secretaries

The Court shall have a registry, the functions and organisation of which shall be laid down in the rules of the Court. The Court shall be assisted by legal secretaries.

Article 26

Plenary Court

The plenary Court shall

a) elect its President and one or two Vice-Presidents for a period of three years; they may be re-elected;

b) set up Chambers, constituted for a fixed period of time;

c) kiest de Voorzitters van de Kamers van het Hof; zij zijn herkiesbaar;

d) neemt het reglement van het Hof aan; en

e) kiest de Griffier en één of twee Plaatsvervangend Griffiers.

Artikel 27

Comités, Kamers en Grote Kamer

1. Ter behandeling van bij het Hof aanhangig gemaakte zaken, houdt het Hof zitting in comités van drie rechters, in Kamers van zeven rechters en in een Grote Kamer van zeventien rechters. De Kamers van het Hof stellen comités in voor bepaalde tijd.

2. De rechter die is gekozen voor de betrokken Staat maakt van rechtswege deel uit van de Kamer en van de Grote Kamer; in geval van zijn ontstentenis of belet wijst die Staat een persoon aan om daarin als rechter zitting te hebben.

3. De Grote Kamer bestaat mede uit de President van het Hof, de Vice-Presidenten, de Voorzitters van de Kamers en andere rechters, aangewezen overeenkomstig het reglement van het Hof. Wanneer een zaak op grond van artikel 43 naar de Grote Kamer wordt verwezen, mag een rechter van de Kamer die uitspraak heeft gedaan, geen zitting nemen in de Grote Kamer, met uitzondering van de voorzitter van de Kamer en de rechter die daarin zitting had voor de betrokken Staat.

Artikel 28

Verklaringen van niet-ontvankelijkheid van comités

Een comité kan, met eenparigheid van stemmen, een individueel verzoekschrift, ingediend op grond van artikel 34, niet-

c) élit les présidents des Chambres de la Cour, qui sont rééligibles;

d) adopte le règlement de la Cour; et

e) élit le greffier et un ou plusieurs greffiers adjoints.

Article 27

Comités, Chambres et Grande Chambre

1. Pour l'examen des affaires portées devant elle, la Cour siège en comités de trois juges, en Chambres de sept juges et en une Grande Chambre de dix-sept juges. Les Chambres de la Cour constituent les comités pour une période déterminée.

2. Le juge élu au titre d'un État partie au litige est membre de droit de la Chambre et de la Grande Chambre; en cas d'absence de ce juge, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de siéger, cet État partie désigne une personne qui siège en qualité de juge.

3. Font aussi partie de la Grande Chambre le président de la Cour, les vice-présidents, les présidents des Chambres et d'autres juges désignés conformément au règlement de la Cour. Quand l'affaire est déferée à la Grande Chambre en vertu de l'article 43, aucun juge de la Chambre qui a rendu l'arrêt ne peut y siéger, à l'exception du président de la Chambre et du juge ayant siégé au titre de l'État partie intéressé.

Article 28

Déclarations d'irrecevabilité par les comités

Un comité peut, par vote unanime, déclarer irrecevable ou rayer du rôle une requête individuelle introduite en vertu de

c) elect the Presidents of the Chambers of the Court; they may be re-elected;

d) adopt the rules of the Court; and

e) elect the Registrar and one or more Deputy Registrars.

Article 27

Committees, Chambers and Grand Chamber

1. To consider cases brought before it, the Court shall sit in committees of three judges, in Chambers of seven judges and in a Grand Chamber of seventeen judges. The Court's Chambers shall set up committees for a fixed period of time.

2. There shall sit as an *ex officio* member of the Chamber and the Grand Chamber the judge elected in respect of the State Party concerned or, if there is none or if he is unable to sit, a person of its choice who shall sit in the capacity of judge.

3. The Grand Chamber shall also include the President of the Court, the Vice-Presidents, the Presidents of the Chambers and other judges chosen in accordance with the rules of the Court. When a case is referred to the Grand Chamber under Article 43, no judge from the Chamber which rendered the judgment shall sit in the Grand Chamber, with the exception of the President of the Chamber and the judge who sat in respect of the State Party concerned.

Article 28

Declarations of inadmissibility by committees

A committee may, by a unanimous vote, declare inadmissible or strike out of its list of cases an individual application submit-

ontvankelijk verklaren of van de rol schrappen, wanneer deze beslissing zonder nader onderzoek kan worden genomen. De beslissing geldt als einduitspraak.

Artikel 29

Beslissingen van Kamers inzake ontvankelijkheid en gegrondheid

1. Indien geen beslissing ingevolge artikel 28 is genomen, doet een Kamer uitspraak over de ontvankelijkheid en de gegrondheid van individuele verzoekschriften, ingediend op grond van artikel 34.

2. Een Kamer doet uitspraak over de ontvankelijkheid en de gegrondheid van interstatelijke verzoekschriften, ingediend op grond van artikel 33.

3. De beslissing inzake ontvankelijkheid wordt afzonderlijk genomen, tenzij het Hof, in uitzonderlijke gevallen, anders beslist.

Artikel 30

Afstand van rechtsmacht ten gunste van de Grote Kamer

Indien de bij een Kamer aanhangige zaak aanleiding geeft tot een ernstige vraag betreffende de interpretatie van het Verdrag of de Protocollen daarbij of wanneer de oplossing van een vraag aanhangig voor een Kamer een resultaat kan hebben dat strijdig is met een eerdere uitspraak van het Hof, kan de Kamer, te allen tijde voordat zij uitspraak doet, afstand doen van rechtsmacht ten gunste van de Grote Kamer, tenzij één van de betrokken partijen daartegen bezwaar maakt.

Artikel 31

Bevoegdheden van de Grote Kamer

De Grote Kamer,

a) doet uitspraak over op grond van artikel 33 of artikel 34 ingediende verzoekschriften wanneer een Kamer ingevolge artikel 30 afstand van rechtsmacht heeft gedaan of wanneer de zaak ingevolge artikel 43 naar de Grote Kamer is verwezen; en

b) behandelt verzoeken om advies, gedaan ingevolge artikel 47.

Artikel 32

Rechtsmacht van het Hof

1. De rechtsmacht van het Hof strekt zich uit tot alle kwesties met betrekking tot

l'article 34 lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire. La décision est définitive.

Article 29

Décisions des Chambres sur la recevabilité et le fond

1. Si aucune décision n'a été prise en vertu de l'article 28, une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes individuelles introduites en vertu de l'article 34.

2. Une Chambre se prononce sur la recevabilité et le fond des requêtes étatiques introduites en vertu de l'article 33.

3. Sauf décision contraire de la Cour dans des cas exceptionnels, la décision sur la recevabilité est prise séparément.

Article 30

Dessaisissement en faveur de la Grande Chambre

Si l'affaire pendante devant une Chambre soulève une question grave relative à l'interprétation de la Convention ou de ses protocoles, ou si la solution d'une question peut conduire à une contradiction avec un arrêt rendu antérieurement par la Cour, la Chambre peut, tant qu'elle n'a pas rendu son arrêt, se dessaisir au profit de la Grande Chambre, à moins que l'une des parties ne s'y oppose.

Article 31

Attributions de la Grande Chambre

La Grande Chambre

a) se prononce sur les requêtes introduites en vertu de l'article 33 ou de l'article 34 lorsque l'affaire lui a été déferée par la Chambre en vertu de l'article 30 ou lorsque l'affaire lui a été déferée en vertu de l'article 43; et

b) examine les demandes d'avis consultatifs introduites en vertu de l'article 47.

Article 32

Compétence de la Cour

1. La compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interpré-

ted under Article 34 where such a decision can be taken without further examination. The decision shall be final.

Article 29

Decisions by Chambers on admissibility and merits

1. If no decision is taken under Article 28, a Chamber shall decide on the admissibility and merits of individual applications submitted under Article 34.

2. A Chamber shall decide on the admissibility and merits of inter-State applications submitted under Article 33.

3. The decision on admissibility shall be taken separately unless the Court, in exceptional cases, decides otherwise.

Article 30

Relinquishment of jurisdiction to the Grand Chamber

Where a case pending before a Chamber raises a serious question affecting the interpretation of the Convention or the protocols thereto, or where the resolution of a question before the Chamber might have a result inconsistent with a judgment previously delivered by the Court, the Chamber may, at any time before it has rendered its judgment, relinquish jurisdiction in favour of the Grand Chamber, unless one of the parties to the case objects.

Article 31

Powers of the Grand Chamber

The Grand Chamber shall

a) determine applications submitted either under Article 33 or Article 34 when a Chamber has relinquished jurisdiction under Article 30 or when the case has been referred to it under Article 43; and

b) consider requests for advisory opinions submitted under Article 47.

Article 32

Jurisdiction of the Court

1. The jurisdiction of the Court shall extend to all matters concerning the inter-

de interpretatie en de toepassing van het Verdrag en de Protocollen daarbij die aan het Hof worden voorgelegd zoals bepaald in de artikelen 33, 34 en 47.

2. In geval van een meningsverschil met betrekking tot de vraag of het Hof rechtsmacht heeft, beslist het Hof.

Artikel 33

Interstatelijke zaken

Elke Hoge Verdragsluitende Partij kan elke vermeende niet-nakoming van de bepalingen van het Verdrag en de Protocollen daarbij door een andere Hoge Verdragsluitende Partij bij het Hof aanhangig maken.

Artikel 34

Individuele verzoekschriften

Het Hof kan verzoekschriften ontvangen van ieder natuurlijk persoon, iedere niet-gouvernementele organisatie of iedere groep personen die beweert slachtoffer te zijn van een schending door een van de Hoge Verdragsluitende Partijen van de rechten die in het Verdrag of de Protocollen daarbij zijn vervat. De Hoge Verdragsluitende Partijen verplichten zich ertoe de doeltreffende uitoefening van dit recht op generlei wijze te belemmeren.

Artikel 35

Voorwaarden voor ontvankelijkheid

1. Het Hof kan een zaak pas in behandeling nemen nadat alle nationale rechtsmiddelen zijn uitgeput, overeenkomstig de algemeen erkende regels van internationaal recht, en binnen een termijn van zes maanden na de datum van de definitieve nationale beslissing.

2. Het Hof behandelt geen enkel individueel verzoekschrift, ingediend op grond van artikel 34, dat

a) anoniem is; of

b) in wezen gelijk is aan een zaak die reeds eerder door het Hof is onderzocht of reeds aan een andere internationale instantie voor onderzoek of regeling is voorgelegd en geen nieuwe feiten bevat.

3. Het Hof verklaart elk individueel verzoekschrift, ingediend op grond van artikel 34, niet ontvankelijk, wanneer het van

tation et l'application de la Convention et de ses protocoles qui lui seront soumises dans les conditions prévues par les articles 33, 34 et 47.

2. En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

Article 33

Affaires interétatiques

Toute Haute Partie contractante peut saisir la Cour de tout manquement aux dispositions de la Convention et de ses protocoles qu'elle croira pouvoir être imputé à une autre Haute Partie contractante.

Article 34

Requêtes individuelles

La Cour peut être saisie d'une requête par toute personne physique, toute organisation non gouvernementale ou tout groupe de particuliers qui se prétend victime d'une violation par l'une des Hautes Parties contractantes des droits reconnus dans la Convention ou ses protocoles. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice efficace de ce droit.

Article 35

Conditions de recevabilité

1. La Cour ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes, tel qu'il est entendu selon les principes de droit international généralement reconnus, et dans un délai de six mois à partir de la date de la décision interne définitive.

2. La Cour ne retient aucune requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsque

a) elle est anonyme; ou

b) elle est essentiellement la même qu'une requête précédemment examinée par la Cour ou déjà soumise à une autre instance internationale d'enquête ou de règlement, et si elle ne contient pas de faits nouveaux.

3. La Cour déclare irrecevable toute requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsqu'elle estime la

pretation and application of the Convention and the protocols thereto which are referred to it as provided in Articles 33, 34 and 47.

2. In the event of dispute as to whether the Court has jurisdiction, the Court shall decide.

Article 33

Inter-State cases

Any High Contracting Party may refer to the Court any alleged breach of the provisions of the Convention and the protocols thereto by another High Contracting Party.

Article 34

Individual applications

The Court may receive applications from any person, non-governmental organisation or group of individuals claiming to be the victim of a violation by one of the High Contracting Parties of the rights set forth in the Convention or the protocols thereto. The High Contracting Parties undertake not to hinder in any way the effective exercise of this right.

Article 35

Admissibility criteria

1. The Court may only deal with the matter after all domestic remedies have been exhausted, according to the generally recognised rules of international law, and within a period of six months from the date on which the final decision was taken.

2. The Court shall not deal with any individual application submitted under Article 34 that

a) is anonymous; or

b) is substantially the same as a matter that has already been examined by the Court or has already been submitted to another procedure of international investigation or settlement and contains no relevant new information.

3. The Court shall declare inadmissible any individual application submitted under Article 34 which it considers incompatible

oordeel is dat dit niet verenigbaar is met de bepalingen van het Verdrag of de Protocolen daarbij, kennelijk ongegrond is of een misbruik betekent van het recht tot het indienen van een verzoekschrift.

4. Het Hof verwerpt elk verzoekschrift dat het ingevolge dit artikel als niet ontvankelijk beschouwt. Dit kan het in elk stadium van de procedure doen.

Artikel 36

Tussenkomst door derden

1. In alle zaken die voor een Kamer of de Groot Kamer aanhangig zijn, heeft een Hoge Verdragsluitende Partij waarvan een onderdaan verzoeker is het recht schriftelijke conclusies in te dienen en aan zittingen deel te nemen.

2. De President van het Hof kan, in het belang van een goede rechtsbedeling, elke Hoge Verdragsluitende Partij die geen partij bij de procedure is of elke belanghebbende die niet de verzoeker is, uitnodigen schriftelijke conclusies in te dienen of aan zittingen deel te nemen.

Artikel 37

Schrapping van de rol

1. Het Hof kan in elk stadium van de procedure beslissen een verzoekschrift van de rol te schrappen wanneer de omstandigheden tot de conclusie leiden dat:

- a) de verzoeker niet voornemens is zijn verzoekschrift te handhaven; of
- b) het geschil is opgelost; of
- c) het om een andere door het Hof vastgestelde reden niet meer gerechtvaardigd is de behandeling van het verzoekschrift voort te zetten.

Het Hof zet de behandeling van het verzoekschrift evenwel voort, indien de eerbiediging van de in het Verdrag en de Protocolen daarbij omschreven rechten van de mens zulks vereist.

2. Het Hof kan beslissen een verzoekschrift opnieuw op de rol te plaatsen wanneer het van oordeel is dat de omstandigheden zulks rechtvaardigen.

Artikel 38

Behandeling van de zaak en procedure voor minnelijke schikking

1. Indien het Hof het verzoekschrift ontvankelijk verklaart,

- a) zet het de behandeling van de zaak voort, tezamen met de vertegenwoordigers

requête incompatible avec les dispositions de la Convention ou de ses protocoles, manifestement mal fondée ou abusive.

4. La Cour rejette toute requête qu'elle considère comme irrecevable en application du présent article. Elle peut procéder ainsi à tout stade de la procédure.

Article 36

Tierce intervention

1. Dans toute affaire devant une Chambre ou la Grande Chambre, une Haute Partie contractante dont un ressortissant est requérant a le droit de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences.

2. Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, le président de la Cour peut inviter toute Haute Partie contractante qui n'est pas partie à l'instance ou toute personne intéressée autre que le requérant à présenter des observations écrites ou à prendre part aux audiences.

Article 37

Radiation

1. À tout moment de la procédure, la Cour peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances permettent de conclure

- a) que le requérant n'entend plus la maintenir; ou
- b) que le litige a été résolu; ou
- c) que, pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête.

Toutefois, la Cour poursuit l'examen de la requête si le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses protocoles l'exige.

2. La Cour peut décider la réinscription au rôle d'une requête lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient.

Article 38

Examen contradictoire de l'affaire et procédure de règlement amiable

1. Si la Cour déclare une requête recevable, elle

- a) poursuit l'examen contradictoire de l'affaire avec les représentants des parties et,

with the provisions of the Convention or the protocols thereto, manifestly ill-founded, or an abuse of the right of application.

4. The Court shall reject any application which it considers inadmissible under this Article. It may do so at any stage of the proceedings.

Article 36

Third-party intervention

1. In all cases before a Chamber or the Grand Chamber, a High Contracting Party one of whose nationals is an applicant shall have the right to submit written comments and to take part in hearings.

2. The President of the Court may, in the interest of the proper administration of justice, invite any High Contracting Party which is not a party to the proceedings or any person concerned who is not the applicant to submit written comments or take part in hearings.

Article 37

Striking out applications

1. The Court may at any stage of the proceedings decide to strike an application out of its list of cases where the circumstances lead to the conclusion that:

- a) the applicant does not intend to pursue his application; or
- b) the matter has been resolved; or
- c) for any other reason established by the Court, it is no longer justified to continue the examination of the application.

However, the Court shall continue the examination of the application if respect for human rights as defined in the Convention and the protocols thereto so requires.

2. The Court may decide to restore an application to its list of cases if it considers that the circumstances justify such a course.

Article 38

Examination of the case and friendly settlement proceedings

1. If the Court declares the application admissible, it shall

- a) pursue the examination of the case, together with the representatives of the

van de partijen en verricht, indien nodig, nader onderzoek, voor de goede voortgang waarvan de betrokken Staten alle noodzakelijke faciliteiten leveren;

b) stelt het zich ter beschikking van de betrokken partijen teneinde tot een minnelijke schikking van de zaak te komen op basis van eerbiediging van de in het Verdrag en de Protocollen daarbij omschreven rechten van de mens.

2. De in het eerste lid, letter b), omschreven procedure is vertrouwelijk.

Artikel 39

Totstandbrenging van een minnelijke schikking

Indien het tot een minnelijke schikking komt, schrapt het Hof de zaak van de rol bij een beslissing, die beperkt blijft tot een korte uiteenzetting van de feiten en de bereikte oplossing.

Artikel 40

Openbare zittingen en toegang tot de stukken

1. De zittingen zijn openbaar, tenzij het Hof wegens buitengewone omstandigheden anders beslist.

2. De ter griffie gedeponeerde stukken zijn toegankelijk voor het publiek, tenzij de President van het Hof anders beslist.

Artikel 41

Billijke genoegdoening

Indien het Hof vaststelt dat er een schending van het Verdrag of van de Protocollen daarbij heeft plaatsgevonden en indien het nationale recht van de betrokken Hoge Verdragsluitende Partij slechts gedeeltelijk rechtsherstel toelaat, kent het Hof, indien nodig, een billijke genoegdoening toe aan de benadeelde.

Artikel 42

Uitspraken van Kamers

Uitspraken van Kamers gelden als einduitspraak in overeenstemming met de bepalingen van artikel 44, tweede lid.

s'il y a lieu, procède à une enquête pour la conduite efficace de laquelle les États intéressés fourniront toutes facilités nécessaires;

b) se met à la disposition des intéressés en vue de parvenir à un règlement amiable de l'affaire s'inspirant du respect des droits de l'homme tels que les reconnaissent la Convention et ses protocoles.

2. La procédure décrite au paragraphe 1. b est confidentielle.

Article 39

Conclusion d'un règlement amiable

En cas de règlement amiable, la Cour raye l'affaire du rôle par une décision qui se limite à un bref exposé des faits et de la solution adoptée.

Article 40

Audience publique et accès aux documents

1. L'audience est publique à moins que la Cour n'en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles.

2. Les documents déposés au greffe sont accessibles au public à moins que le président de la Cour n'en décide autrement.

Article 41

Satisfaction équitable

Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable.

Article 42

Arrêts des Chambres

Les arrêts des Chambres deviennent définitifs conformément aux dispositions de l'article 44, paragraphe 2.

parties, and if need be, undertake an investigation, for the effective conduct of which the States concerned shall furnish all necessary facilities;

b) place itself at the disposal of the parties concerned with a view to securing a friendly settlement of the matter on the basis of respect for human rights as defined in the Convention and the protocols thereto.

2. Proceedings conducted under paragraph 1 b) shall be confidential.

Article 39

Finding of a friendly settlement

If a friendly settlement is effected, the Court shall strike the case out of its list by means of a decision which shall be confined to a brief statement of the facts and of the solution reached.

Article 40

Public hearings and access to documents

1. Hearings shall be public unless the Court in exceptional circumstances decides otherwise.

2. Documents deposited with the Registrar shall be accessible to the public unless the President of the Court decides otherwise.

Article 41

Just satisfaction

If the Court finds that there has been a violation of the Convention or the protocols thereto, and if the internal law of the High Contracting Party concerned allows only partial reparation to be made, the Court shall, if necessary, afford just satisfaction to the injured party.

Article 42

Judgments of Chambers

Judgments of Chambers shall become final in accordance with the provisions of Article 44, paragraph 2.

Artikel 43

Verwijzing naar de Grote Kamers

1. Binnen een termijn van drie maanden na de datum van de uitspraak van een Kamer kan elke bij de zaak betrokken partij, in uitzonderlijke gevallen, verzoeken om verwijzing van de zaak naar de Grote Kamer.

2. Een college van vijf rechters van de Grote Kamer aanvaardt het verzoek indien de zaak aanleiding geeft tot een ernstige vraag betreffende de interpretatie of toepassing van het Verdrag of de Protocollen daarbij, dan wel een ernstige kwestie van algemeen belang.

3. Indien het college het verzoek aanvaardt, doet de Grote Kamer uitspraak in de zaak.

Artikel 44

Einduitspraken

1. De uitspraak van de Grote Kamer geldt als einduitspraak.

2. De uitspraak van een Kamer geldt als einduitspraak

a) wanneer de partijen verklaren dat zij niet zullen verzoeken om verwijzing van de zaak naar de Grote Kamer; of

b) drie maanden na de datum van de uitspraak, indien niet is verzocht om verwijzing van de zaak naar de Grote Kamer; of

c) wanneer het college van de Grote Kamer het in artikel 43 bedoelde verzoek verwerpt.

3. De einduitspraak wordt openbaar gemaakt.

Artikel 45

Redenendieaanuitsprakenenbeslissingen ten grondslag liggen

1. Uitspraken, alsmede beslissingen waarbij verzoekschriften al dan niet ontvankelijk worden verklaard, dienen met redenen te worden omkleed.

2. Indien een uitspraak niet, geheel of gedeeltelijk, de eenstemmige mening van de rechters weergeeft, heeft iedere rechter het recht een uiteenzetting van zijn persoonlijke mening toe te voegen.

Article 43

Renvoi devant la Grande Chambre

1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une Chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.

2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.

3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Article 44

Arrêts définitifs

1. L'arrêt de la Grande Chambre est définitif.

2. L'arrêt d'une Chambre devient définitif

a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou

b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé; ou

c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

3. L'arrêt définitif est publié.

Article 45

Motivation des arrêts et décisions

1. Les arrêts, ainsi que les décisions déclarant des requêtes recevables ou irrecevables, sont motivés.

2. Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

Article 43

Referral to the Grand Chamber

1. Within a period of three months from the date of the judgment of the Chamber, any party to the case may, in exceptional cases, request that the case be referred to the Grand Chamber.

2. A panel of five judges of the Grand Chamber shall accept the request if the case raises a serious question affecting the interpretation or application of the Convention or the protocols thereto, or a serious issue of general importance.

3. If the panel accepts the request, the Grand Chamber shall decide the case by means of a judgment.

Article 44

Final judgments

1. The judgment of the Grand Chamber shall be final.

2. The judgment of a Chamber shall become final

a) when the parties declare that they will not request that the case be referred to the Grand Chamber; or

b) three months after the date of the judgment, if reference of the case to the Grand Chamber has not been requested; or

c) when the panel of the Grand Chamber rejects the request to refer under Article 43.

3. The final judgment shall be published.

Article 45

Reasons for judgments and decisions

1. Reasons shall be given for judgments as well as for decisions declaring applications admissible or inadmissible.

2. If a judgment does not represent, in whole or in part, the unanimous opinion of the judges, any judge shall be entitled to deliver a separate opinion.

Artikel 46

Bindende kracht en tenuitvoerlegging van uitspraken

1. De Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden zich ertoe zich te houden aan de einduitspraak van het Hof in de zaken waarbij zij partij zijn.

2. De einduitspraak van het Hof wordt toegezonden aan het Comité van Ministers, dat toeziet op de tenuitvoerlegging ervan.

Artikel 47

Adviezen

1. Het Hof kan, op verzoek van het Comité van Ministers, adviezen uitbrengen over rechtsvragen betreffende de interpretatie van het Verdrag en de Protocollen daarbij.

2. Deze adviezen mogen geen betrekking hebben op vragen die verband houden met de inhoud of strekking van de in Titel I van het Verdrag en de Protocollen daarbij omschreven rechten en vrijheden, noch op andere vragen waarvan het Hof of het Comité van Ministers kennis zou moeten kunnen nemen ten gevolge van het instellen van een procedure overeenkomstig het Verdrag.

3. Besluiten van het Comité van Ministers waarbij het Hof om advies wordt gevraagd, dienen te worden genomen met een meerderheid van de vertegenwoordigers die gerechtigd zijn in het Comité zitting te hebben.

Artikel 48

Bevoegdheid van het Hof met betrekking tot adviezen

Het Hof beslist of een verzoek om advies van het Comité van Ministers behoort tot zijn bevoegdheid als omschreven in artikel 47.

Artikel 49

Redenen die aan adviezen ten grondslag liggen

1. Adviezen van het Hof dienen met redenen te worden omkleed.

Article 46

Force obligatoire et exécution des arrêts

1. Les hautes parties contractantes s'engagent à se conformer aux arrêts définitifs de la Cour dans les litiges auxquels elles sont parties.

2. L'arrêt définitif de la Cour est transmis au Comité des Ministres qui en surveille l'exécution.

Article 47

Avis consultatifs

1. La Cour peut, à la demande du Comité des Ministres, donner des avis consultatifs sur des questions juridiques concernant l'interprétation de la Convention et de ses protocoles.

2. Ces avis ne peuvent porter ni sur les questions ayant trait au contenu ou à l'étendue des droits et libertés définis au titre I de la Convention et dans les protocoles ni sur les autres questions dont la Cour ou le Comité des Ministres pourraient avoir à connaître par suite de l'introduction d'un recours prévu par la Convention.

3. La décision du Comité des Ministres de demander un avis à la Cour est prise par un vote à la majorité des représentants ayant le droit de siéger au Comité.

Article 48

Compétence consultative de la Cour

La Cour décide si la demande d'avis consultatif présentée par le Comité des Ministres relève de sa compétence telle que définie par l'article 47.

Article 49

Motivation des avis consultatifs

1. L'avis de la Cour est motivé.

Article 46

Binding force and execution of judgments

1. The High Contracting Parties undertake to abide by the final judgment of the Court in any case to which they are parties.

2. The final judgment of the Court shall be transmitted to the Committee of Ministers, which shall supervise its execution.

Article 47

Advisory opinions

1. The Court may, at the request of the Committee of Ministers, give advisory opinions on legal questions concerning the interpretation of the Convention and the protocols thereto.

2. Such opinions shall not deal with any question relating to the content or scope of the rights or freedoms defined in Section I of the Convention and the protocols thereto, or with any other question which the Court or the Committee of Ministers might have to consider in consequence of any such proceedings as could be instituted in accordance with the Convention.

3. Decisions of the Committee of Ministers to request an advisory opinion of the Court shall require a majority vote of the representatives entitled to sit on the Committee.

Article 48

Advisory jurisdiction of the Court

The Court shall decide whether a request for an advisory opinion submitted by the Committee of Ministers is within its competence as defined in Article 47.

Article 49

Reasons for advisory opinions

1. Reasons shall be given for advisory opinions of the Court.

2. Indien een advies niet, geheel of gedeeltelijk, de eenstemmige mening van de rechters weergeeft, heeft iedere rechter het recht een uiteenzetting van zijn persoonlijke mening toe te voegen.

3. Adviezen van het Hof worden ter kennis gebracht van het Comité van Ministers.

Artikel 50

Kosten van het Hof

De kosten van het Hof worden gedragen door de Raad van Europa.

Artikel 51

Voorrechten en immuniteiten van de rechters

De rechters genieten, gedurende de uitoefening van hun functie, de voorrechten en immuniteiten bedoeld in artikel 40 van het Statuut van de Raad van Europa en de op grond van dat artikel gesloten overeenkomsten.

Artikel 2

1. Titel V van het Verdrag wordt Titel III van het Verdrag; artikel 57 van het Verdrag wordt artikel 52 van het Verdrag; de artikelen 58 en 59 van het Verdrag komen te vervallen, en de artikelen 60 tot en met 66 van het Verdrag worden respectievelijk de artikelen 53 tot en met 59 van het Verdrag.

2. Titel I van het Verdrag is getiteld «Rechten en Vrijheden» en de nieuwe Titel III van het Verdrag «Diverse Bepalingen». De artikelen 1 tot en met 18 en de nieuwe artikelen 52 tot en met 59 van het Verdrag worden voorzien van de titels als vermeld in de Bijlage bij dit Protocol.

3. In het nieuwe artikel 56, eerste lid, worden de woorden «met inachtneming van het vierde lid van dit artikel» tussengevoegd na het woord «Verdrag»; in het vierde lid worden de woorden «de Commissie» en «overeenkomstig artikel 25 van dit Verdrag» vervangen door de woorden «het Hof», respectievelijk «zoals

2. Si l'avis n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.

3. L'avis de la Cour est transmis au Comité des Ministres.

Article 50

Frais de fonctionnement de la Cour

Les frais de fonctionnement de la Cour sont à la charge du Conseil de l'Europe.

Article 51

Privilèges et immunités des juges

Les juges jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du statut du Conseil de l'Europe et dans les accords conclus au titre de cet article.»

Article 2

1. Le titre V de la Convention devient le titre III de la Convention; l'article 57 de la Convention devient l'article 52 de la Convention; les articles 58 et 59 de la Convention sont supprimés, et les articles 60 à 66 de la Convention deviennent respectivement les articles 53 à 59 de la Convention.

2. Le titre I de la Convention s'intitule «Droits et libertés» et le nouveau titre III «Dispositions diverses». Les intitulés figurant à l'annexe du présent Protocole ont été attribués aux articles 1 à 18 et aux nouveaux articles 52 à 59 de la Convention.

3. Dans le nouvel article 56, au paragraphe 1, insérer les mots « , sous réserve du paragraphe 4 du présent article, » après le mot «s'appliquera»; au paragraphe 4, les mots «Commission» et «conformément à l'article 25 de la présente Convention» sont respectivement remplacés par les mots «Cour» et « , comme le prévoit l'article 34

2. If the advisory opinion does not represent, in whole or in part, the unanimous opinion of the judges, any judge shall be entitled to deliver a separate opinion.

3. Advisory opinions of the Court shall be communicated to the Committee of Ministers.

Article 50

Expenditure of the Court

The expenditure on the Court shall be borne by the Council of Europe.

Article 51

Privileges and immunities of judges

The judges shall be entitled, during the exercise of their functions, to the privileges and immunities provided for in Article 40 of the Statute of the Council of Europe and in the agreements made thereunder.»

Article 2

1. Section V of the Convention shall become Section III of the Convention; Article 57 of the Convention shall become Article 52 of the Convention; Article 58 and 59 of the Convention shall be deleted, and Articles 60 to 66 of the Convention shall become Articles 53 to 59 of the Convention respectively.

2. Section I of the Convention shall be entitled «Rights and freedoms» and new Section III of the Convention shall be entitled «Miscellaneous provisions». Articles 1 to 18 and new Articles 52 to 59 of the Convention shall be provided with headings, as listed in the appendix to this Protocol.

3. In new Article 56, in paragraph 1, the words, «subject to paragraph 4 of this Article», shall be inserted after the word «shall»; in paragraph 4, the words «Commission to receive petitions» and «in accordance with Article 25 of the present Convention» shall be replaced by the words «Court to receive applications» and «as

bepaald in artikel 34 van het Verdrag». In het nieuwe artikel 58, vierde lid, worden de woorden «overeenkomstig de bepalingen van artikel 63» vervangen door de woorden «overeenkomstig artikel 56».

4. Het Protocol bij het Verdrag wordt als volgt gewijzigd:

a) de artikelen worden voorzien van de titels als vermeld in de Bijlage bij dit Protocol en

b) in artikel 4, laatste volzin, worden de woorden «van artikel 63» vervangen door de woorden «van artikel 56».

5. Het Vierde Protocol wordt als volgt gewijzigd:

a) de artikelen worden voorzien van de titels als vermeld in de Bijlage bij dit Protocol;

b) in artikel 5, derde lid, worden de woorden «van artikel 63» vervangen door de woorden «van artikel 56»; er wordt een nieuw vijfde lid toegevoegd, dat als volgt luidt: «Iedere Staat die een verklaring heeft afgelegd in overeenstemming met het eerste of tweede lid van dit artikel, kan te allen tijde daarna voor één of meer gebieden waarop de verklaring betrekking heeft, verklaren dat hij de bevoegdheid van het Hof aanvaardt om kennis te nemen van verzoekschriften van natuurlijke personen, niet-gouvernementele organisaties of groepen personen, bedoeld in artikel 34 van het Verdrag, ten aanzien van de artikelen 1 tot en met 4 van dit Protocol of één of meer van deze artikelen» en

c) het tweede lid van artikel 6 komt te vervallen.

6. Het Zesde Protocol wordt als volgt gewijzigd:

a) de artikelen worden voorzien van de titels als vermeld in de Bijlage bij dit protocol, en

b) in artikel 4 worden de woorden «krachtens artikel 64» vervangen door de woorden «krachtens artikel 57».

7. Het Zevende Protocol wordt als volgt gewijzigd:

a) de artikelen worden voorzien van de titels als vermeld in de Bijlage bij dit Protocol;

b) in artikel 6, vierde lid, worden de woorden «artikel 63» vervangen door de woorden «artikel 56»; er wordt een nieuw zesde lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

«Iedere Staat die een verklaring heeft afgelegd in overeenstemming met het eerste of tweede lid van dit artikel, kan te allen tijde daarna voor één of meer gebieden waarop de verklaring betrekking heeft, verklaren dat hij de bevoegdheid van het Hof aanvaardt om kennis te nemen van

de la Convention». Dans le nouvel article 58, paragraphe 4, les mots «l'article 63» sont remplacés par les mots «l'article 56».

4. Le Protocole additionnel à la Convention est amendé comme suit:

a) les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole; et

b) à l'article 4, dernière phrase, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56».

5. Le Protocole n° 4 est amendé comme suit:

a) les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole;

b) à l'article 5, paragraphe 3, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 5 s'ajoute et se lit comme suit «Tout Etat qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître des requêtes de personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1 à 4 du présent Protocole ou de certains d'entre eux.»; et

c) le paragraphe 2 de l'article 6 est supprimé.

6. Le Protocole n° 6 est amendé comme suit:

a) les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole; et

b) à l'article 4, les mots «en vertu de l'article 64» sont remplacés par les mots «en vertu de l'article 57».

7. Le Protocole n° 7 est amendé comme suit:

a) les articles sont présentés avec les intitulés énumérés à l'annexe du présent Protocole;

b) à l'article 6, paragraphe 4, les mots «de l'article 63» sont remplacés par les mots «de l'article 56»; un nouveau paragraphe 6 s'ajoute et se lit comme suit:

«Tout État ayant fait une déclaration conformément au paragraphe 1 ou 2 du présent article peut, à tout moment par la suite, déclarer relativement à un ou plusieurs des territoires visés dans cette déclaration qu'il accepte la compétence de la Cour pour connaître des requêtes de

provided in Article 34 of the Convention» respectively. In new Article 58, paragraph 4, the words «Article 63» shall be replaced by the words «Article 56».

4. The Protocol to the Convention shall be amended as follows:

a) the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol; and

b) in Article 4, last sentence, the words «of Article 63» shall be replaced by the words «of Article 56».

5. Protocol No. 4 shall be amended as follows:

a) the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol;

b) in Article 5, paragraph 3, the words «of Article 63» shall be replaced by the words «of Article 56»; a new paragraph 5 shall be added, which shall read «Any State which has made a declaration in accordance with paragraph 1 or 2 of this Article may at any time thereafter declare on behalf of one or more of the territories to which the declaration relates that it accepts the competence of the Court to receive applications from individuals, non-governmental organisations or groups of individuals as provided in Article 34 of the Convention in respect of all or any of Articles 1 to 4 of this Protocol»; and

c) paragraph 2 of Article 6 shall be deleted.

6. Protocol No. 6 shall be amended as follows:

a) the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol; and

b) in Article 4 the words «under Article 64» shall be replaced by the words «under Article 57».

7. Protocol No. 7 shall be amended as follows:

a) the Articles shall be provided with the headings listed in the appendix to the present Protocol;

b) in Article 6, paragraph 4, the words «of Article 63» shall be replaced by the words «of Article 56»; a new paragraph 6 shall be added, which shall read:

«Any State which has made a declaration in accordance with paragraph 1 or 2 of this Article may at any time thereafter declare on behalf of one or more of the territories to which the declaration relates that it accepts the competence of the Court to receive applications from individuals, non-

verzoekschriften van natuurlijke personen, niet-gouvernementele organisaties of groepen personen, bedoeld in artikel 34 van het Verdrag, ten aanzien van de artikelen 1 tot en met 5 van dit Protocol» en

c) het tweede lid van artikel 7 komt te vervallen.

8. Het Negende Protocol wordt ingetrokken.

Artikel 3

1. Dit Protocol staat open voor ondertekening door de Lidstaten van de Raad van Europa die het Verdrag hebben ondertekend, die blijk kunnen geven van het feit dat zij ermee instemmen te worden gebonden door middel van:

a) ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, of

b) ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

2. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

Artikel 4

Dit Protocol treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt na het verstrijken van een tijdvak van een jaar na de datum waarop alle Partijen bij het Verdrag hun instemming door dit Protocol te worden gebonden tot uitdrukking hebben gebracht overeenkomstig bepalingen van artikel 3. De verkiezing van nieuwe rechters kan plaatsvinden en alle noodzakelijke stappen voor de instelling van het nieuwe Hof kunnen worden ondernomen, in overeenstemming met de bepalingen van dit Protocol, vanaf de datum waarop alle Partijen bij het Verdrag hun instemming door dit Protocol te worden gebonden tot uitdrukking hebben gebracht.

Artikel 5

1. Onverminderd de bepalingen van het derde en vierde lid hieronder, eindigt de ambtstermijn van de rechters, de leden van de Commissie, de griffier en de plaatsvervangende griffier op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol.

2. Verzoekschriften die bij de Commissie aanhangig zijn en die op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol nog niet ontvankelijk zijn verklaard, worden door het Hof behandeld in overeenstemming met de bepalingen van dit Protocol.

3. Verzoekschriften die op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol ontvan-

personnes physiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes de particuliers, comme le prévoit l'article 34 de la Convention, au titre des articles 1^{er} à 5 du présent Protocole.»; et

c) le paragraphe 2 de l'article 7 est supprimé.

8. Le Protocole n° 9 est abrogé.

Article 3

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des États membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

a) signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 4

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un an après la date à laquelle les Parties à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 3. L'élection des nouveaux juges pourra se faire, et toutes autres mesures nécessaires à l'établissement de la nouvelle Cour pourront être prises, conformément aux dispositions du présent Protocole, à partir de la date à laquelle toutes les Parties de la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole.

Article 5

1. Sans préjudice des dispositions des paragraphes 3 et 4 ci-dessous, le mandat des juges, membres de la Commission, greffier et greffier adjoint expire à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

2. Les requêtes pendantes devant la Commission qui n'ont pas encore été déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont examinées par la Cour conformément aux dispositions du présent Protocole.

3. Les requêtes déclarées recevables à la date d'entrée en vigueur du présent Proto-

governmental organisations or groups of individuals as provided in Article 34 of the Convention in respect of Articles 1 to 5 of this Protocol»; and

c) paragraph 2 of Article 7 shall be deleted.

8. Protocol No. 9 shall be repealed.

Article 3

1. This Protocol shall be open for signature by member States of the Council of Europe signatories to the Convention, which may express their consent to be bound by:

a) signature without reservation as to ratification, acceptance or approval; or

b) signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval.

2. The instruments of ratification acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 4

This Protocol shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of one year after the date on which all Parties to the Convention have expressed their consent to be bound by the Protocol in accordance with the provisions of Article 3. The election of new judges may take place, and any further necessary steps may be taken to establish the new Court, in accordance with the provisions of this Protocol from the date on which all Parties to the Convention have expressed their consent to be bound by the Protocol.

Article 5

1. Without prejudice to the provisions in paragraphs 3 and 4 below, the terms of office of the judges, members of the Commission, Registrar and Deputy Registrar shall expire at the date of entry into force of this Protocol.

2. Applications pending before the Commission which have not been declared admissible at the date of the entry into force of this Protocol shall be examined by the Court in accordance with the provisions of this Protocol.

3. Applications which have been declared admissible at the date of entry into force

kelijk zijn verklaard, worden gedurende een jaar nadien afgehandeld door leden van de Commissie. Verzoekschriften die gedurende deze termijn niet zijn afgehandeld, worden doorgezonden naar het Hof, dat ze als ontvankelijke verzoekschriften behandelt in overeenstemming met de bepalingen van dit Protocol.

4. Ten aanzien van verzoekschriften waarvoor de Commissie, na de inwerkingtreding van dit Protocol, een rapport heeft aangenomen in overeenstemming met het oude artikel 31 van het Verdrag, wordt het rapport toegezonden aan de partijen, die niet de vrijheid hebben dit openbaar te maken. In overeenstemming met de bepalingen die vóór de inwerkingtreding van dit Protocol van toepassing waren, kan een zaak worden verwezen naar het Hof. Het College van de Grote Kamer beslist of één van de Kamers dan wel de Grote Kamer in de zaak uitspraak zal doen. Indien een Kamer uitspraak doet, geldt de uitspraak van de Kamer als einduitspraak. Zaken die niet naar het Hof worden verwezen, worden behandeld door het Comité van Ministers, dat handelt in overeenstemming met de bepalingen van het oude artikel 32 van het Verdrag.

5. Zaken die bij het Hof aanhangig zijn en die op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol nog niet zijn afgehandeld, worden doorgezonden naar de Grote Kamer van het Hof, die ze behandelt in overeenstemming met de bepalingen van dit Protocol.

6. Zaken die bij het Comité van Ministers aanhangig zijn en die op de datum van inwerkingtreding van dit Protocol nog niet zijn afgehandeld ingevolge het oude artikel 32 van het Verdrag, worden door het Comité van Ministers afgedaan in overeenstemming met dat artikel.

Artikel 6

Wanneer een Hoge Verdragsluitende Partij door middel van een verklaring ingevolge het oude artikel 25 of het oude artikel 46 van het Verdrag slechts de bevoegdheid van de Commissie of de rechtsmacht van het Hof heeft erkend ten aanzien van zaken die zijn ontstaan na of zijn gebaseerd op feiten die zich hebben voorgedaan na bedoelde verklaring, blijft deze beperking gelden voor de rechtsmacht van het Hof op grond van dit Protocol.

Artikel 7

De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa stelt de Lid-Staten van de Raad van Europa in kennis van:

a) iedere ondertekening;

cole continuent d'être traitées par les membres de la Commission dans l'année qui suit. Toutes les affaires dont l'examen n'est pas terminé durant cette période sont transmises à la Cour qui les examine, en tant que requêtes recevables, conformément aux dispositions du présent Protocole.

4. Pour les requêtes pour lesquelles la Commission, après l'entrée en vigueur du présent Protocole, a adopté un rapport conformément à l'ancien article 31 de la Convention, le rapport est transmis aux parties qui n'ont pas la faculté de le publier. Conformément aux dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent Protocole, une affaire peut être déferée à la Cour. Le collège de la Grande Chambre détermine si l'une des Chambres ou la Grande Chambre doit se prononcer sur l'affaire. Si une Chambre se prononce sur l'affaire, sa décision est définitive. Les affaires non déferées à la Cour son examinées par le Comité des Ministres agissant conformément aux dispositions de l'ancien article 32 de la Convention.

5. Les affaires pendantes devant la Cour dont l'examen n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont transmises à la Grande Chambre de la Cour, qui se prononce sur l'affaire conformément aux dispositions de ce Protocole.

6. Les affaires pendantes devant le Comité des Ministres dont l'examen en vertu de l'ancien article 32 n'est pas encore achevé à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole sont réglées par le Comité des ministres agissant conformément à cet article.

Article 6

Dès lors qu'une Haute Partie contractante a reconnu la compétence de la Commission ou la juridiction de la Cour par la déclaration prévue à l'ancien article 25 ou à l'ancien article 46 de la Convention, uniquement pour les affaires postérieures, ou fondées sur des faits postérieurs, à ladite déclaration, cette restriction continuera à s'appliquer à la juridiction de la Cour aux termes du présent Protocole.

Article 7

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux États membres du Conseil:

a) toute signature;

of this Protocol shall continue to be dealt with by members of the Commission within a period of one year thereafter. Any applications the examination of which has not been completed within the aforesaid period shall be transmitted to the Court which shall examine them as admissible cases in accordance with the provisions of this Protocol.

4. With respect to applications in which the Commission, after the entry into force of this Protocol, has adopted a report in accordance with former Article 31 of the Convention, the report shall be transmitted to the parties, who shall not be at liberty to publish it. In accordance with the provisions applicable prior to the entry into force of this Protocol, a case may be referred to the Court. The panel of the Grand Chamber shall determine whether one of the Chambers or the Grand Chamber shall decide the case. If the case is decided by a Chamber, the decision of the Chamber shall be final. Cases not referred to the Court shall be dealt with by the Committee of ministers acting in accordance with the provisions of former Article 32 of the Convention.

5. Cases pending before the Court which have not been decided at the date of entry into force of this Protocol shall be transmitted to the Grand Chamber of the Court, which shall examine them in accordance with the provision of this Protocol.

6. Cases pending before the Committee of Ministers which have not been decided under former Article 32 of the Convention at the date of entry into force of this Protocol shall be completed by the Committee of Ministers acting in accordance with that Article.

Article 6

Where a High Contracting Party had made a declaration recognising the competence of the Commission or the jurisdiction of the Court under former Article 25 or 46 of the Convention with respect to matters arising after or based on facts occurring subsequent to any such declaration, this limitation shall remain valid for the jurisdiction of the Court under this Protocol.

Article 7

The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of:

a) any signature;

b) de nederlegging van iedere akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring;

c) de datum van inwerkingtreding van dit Protocol of één van de bepalingen daarvan in overeenstemming met artikel 4, en

d) iedere andere handeling, kennisgeving of mededeling met betrekking tot dit Protocol.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Straatsburg, 11 mei 1994, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Raad van Europa. De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa doet een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift toekomen aan elke Lidstaat van de Raad van Europa.

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c) la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou de certaines de ses dispositions conformément à l'article 4; et

d) tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Strasbourg, le 11 mai 1994, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des États membres du Conseil de l'Europe.

b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance or approval;

c) the date of entry into force of this Protocol or of any of its provisions in accordance with Article 4; and

d) any other act, notification or communication relating to this Protocol.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE at Strasbourg, this 11th day of May 1994, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe.

BIJLAGE

ANNEXE

APPENDIX

Titels van de artikelen, toe te voegen aan de tekst van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de Protocollen daarbij(1).

Artikel 1 — Verplichting tot eerbiediging van de rechten van de mens

Artikel 2 — Recht op leven

Artikel 3 — Verbod van foltering

Artikel 4 — Verbod van slavernij en dwangarbeid

Artikel 5 — Recht op vrijheid en veiligheid

Artikel 6 — Recht op een eerlijk proces

Artikel 7 — Geen straf zonder wet

Artikel 8 — Recht op eerbiediging van privé-, familie- en gezinsleven

Artikel 9 — Vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst

Artikel 10 — Vrijheid van meningsuiting

Artikel 11 — Vrijheid van vergadering en vereniging

Artikel 12 — Recht te huwen

Artikel 13 — Recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel

Artikel 14 — Verbod van discriminatie

Artikel 15 — Afwijking in geval van noodtoestand

Artikel 16 — Beperkingen op politieke activiteiten van vreemdelingen

Artikel 17 — Verbod van misbruik van recht

Artikel 18 — Inperking van de toepassing van beperkingen op rechten

(...)

Artikel 52 — Verzoeken om inlichtingen van de Secretaris-Generaal

Artikel 53 — Waarborging van bestaande rechten van de mens

Artikel 54 — Bevoegdheden van het Comité van Ministers

Artikel 55 — Uitsluiting van andere wijzen van geschillenregeling

Artikel 56 — Territoriale werkingssfeer

Artikel 57 — Voorbehouden

Artikel 58 — Opzegging

Artikel 59 — Ondertekening en bekrachtiging

Intitulés des articles à insérer dans le texte de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et de ses protocoles(1)

Article 1 — Obligation de respecter les droits de l'homme

Article 2 — Droit à la vie

Article 3 — Interdiction de la torture

Article 4 — Interdiction de l'esclavage et du travail forcé

Article 5 — Droit à la liberté et à la sûreté

Article 6 — Droit à un procès équitable

Article 7 — Pas de peine sans loi

Article 8 — Droit au respect de la vie privée et familiale

Article 9 — Liberté de pensée, de conscience et de religion

Article 10 — Liberté d'expression

Article 11 — Liberté de réunion et d'association

Article 12 — Droit au mariage

Article 13 — Droit à un recours effectif

Article 14 — Interdiction de discrimination

Article 15 — Dérogation en cas d'état d'urgence

Article 16 — Restrictions à l'activité politique des étrangers

Article 17 — Interdiction de l'abus de droit

Article 18 — Limitation de l'usage des restrictions aux droits

(...)

Article 52 — Enquêtes du Secrétaire Général

Article 53 — Sauvegarde des droits de l'homme reconnus

Article 54 — Pouvoirs du Comité des Ministres

Article 55 — Renonciation à d'autres modes de règlement des différends

Article 56 — Application territoriale

Article 57 — Réserves

Article 58 — Dénonciation

Article 59 — Signature et ratification

Headings of articles to be inserted into the text of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and its protocols(1)

Article 1 — Obligation to respect human rights

Article 2 — Right to life

Article 3 — Prohibition of torture

Article 4 — Prohibition of slavery and forced labour

Article 5 — Right to liberty and security

Article 6 — Right to a fair trial

Article 7 — No punishment without law

Article 8 — Right to respect for private and family life

Article 9 — Freedom of thought, conscience and religion

Article 10 — Freedom of expression

Article 11 — Freedom of assembly and association

Article 12 — Right to marry

Article 13 — Right to an effective remedy

Article 14 — Prohibition of discrimination

Article 15 — Derogation in time of emergency

Article 16 — Restrictions on political activity of aliens

Article 17 — Prohibition of abuse of rights

Article 18 — Limitation on use of restrictions on rights

[...]

Article 52 — Enquiries by the Secretary General

Article 53 — Safeguard for existing human rights

Article 54 — Powers of the Committee of ministers

Article 55 — Exclusion of other means of dispute settlement

Article 56 — Territorial application

Article 57 — Reservations

Article 58 — Denunciation

Article 59 — Signature and ratification

(1) De titels van de nieuwe artikelen 19 tot en met 51 van het Verdrag zijn reeds in dit Protocol vermeld.

(1) Les intitulés des nouveaux articles 19 à 51 de la Convention figurent déjà dans le présent protocole.

(1) Headings have already been added to new Articles 19 to 51 of the Convention by the present Protocol.

Protocol

Artikel 1 — Bescherming van eigendom

Artikel 2 — Recht op onderwijs

Artikel 3 — Recht op vrije verkiezingen

Artikel 4 — Territoriale werkingssfeer

Artikel 5 — Verhouding tot het Verdrag

Artikel 6 — Ondertekening en bekrachtiging

Vierde Protocol

Artikel 1 — Verbod van vrijheidsbeneming wegens schulden

Artikel 2 — Vrijheid van verplaatsing

Artikel 3 — Verbod van uitzetting van onderdanen

Artikel 4 — Verbod van collectieve uitzetting van vreemdelingen

Artikel 5 — Territoriale werkingssfeer

Artikel 6 — Verhouding tot het Verdrag

Artikel 7 — Ondertekening en bekrachtiging

Zesde Protocol

Artikel 1 — Afschaffing van de doodstraf

Artikel 2 — Doodstraf in tijd van oorlog

Artikel 3 — Verbod van afwijkingen

Artikel 4 — Verbod van voorbehouden

Artikel 5 — Territoriale werkingssfeer

Artikel 6 — Verhouding tot het Verdrag

Artikel 7 — Ondertekening en bekrachtiging

Artikel 8 — Inwerkingtreding

Artikel 9 — Taken van de depositaris

Zevende Protocol

Artikel 1 — Procedurele waarborgen met betrekking tot de uitzetting van vreemdelingen

Artikel 2 — Recht op hoger beroep in strafzaken

Artikel 3 — Schadeloosstelling in geval van gerechtelijke dwaling

Artikel 4 — Recht om niet tweemaal te worden berecht of gestraft

Artikel 5 — Gelijke rechten van echtgenoten

Artikel 6 — Territoriale werkingssfeer

Artikel 7 — Verhouding tot het Verdrag

Protocole additionnel

Article 1 — Protection de la propriété

Article 2 — Droit à l'instruction

Article 3 — Droit à des élections libres

Article 4 — Application territoriale

Article 5 — Relations avec la Convention

Article 6 — Signature et ratification

Protocole n° 4

Article 1 — Interdiction de l'emprisonnement pour dette

Article 2 — Liberté de circulation

Article 3 — Interdiction de l'expulsion des nationaux

Article 4 — Interdiction des expulsions collectives d'étrangers

Article 5 — Application territoriale

Article 6 — Relations avec la Convention

Article 7 — Signature et ratification

Protocole n° 6

Article 1 — Abolition de la peine de mort

Article 2 — Peine de mort en temps de guerre

Article 3 — Interdiction de dérogations

Article 4 — Interdiction des réserves

Article 5 — Application territoriale

Article 6 — Relations avec la Convention

Article 7 — Signature et ratification

Article 8 — Entrée en vigueur

Article 9 — Fonctions du dépositaire

Protocole n° 7

Article 1 — Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers

Article 2 — Droit à un double degré de juridiction en matière pénale

Article 3 — Droit d'indemnisation en cas d'erreur judiciaire

Article 4 — Droit à ne pas être jugé ou puni deux fois

Article 5 — Égalité entre époux

Article 6 — Application territoriale

Article 7 — Relations avec la Convention

Protocol

Article 1 — Protection of property

Article 2 — Right to education

Article 3 — Right to free elections

Article 4 — Territorial application

Article 5 — Relationship to the Convention

Article 6 — Signature and ratification

Protocol No. 4

Article 1 — Prohibition of imprisonment for debt

Article 2 — Freedom of movement

Article 3 — Prohibition of expulsion of nationals

Article 4 — Prohibition of collective expulsion of aliens

Article 5 — Territorial application

Article 6 — Relationship to the Convention

Article 7 — Signature and ratification

Protocol No. 6

Article 1 — Abolition of the death penalty

Article 2 — Death penalty in time of war

Article 3 — Prohibition of derogations

Article 4 — Prohibition of reservations

Article 5 — Territorial application

Article 6 — Relationship to the Convention

Article 7 — Signature and ratification

Article 8 — Entry into force

Article 9 — Depositary functions

Protocol No. 7

Article 1 — Procedural safeguards relating to expulsion of aliens

Article 2 — Right of appeal in criminal matters

Article 3 — Compensation for wrongful conviction

Article 4 — Right not to be tried or punished twice

Article 5 — Equality between spouses

Article 6 — Territorial application

Article 7 — Relationship to the Convention

Artikel 8 — Ondertekening en bekrachting

Artikel 9 — Inwerkingtreding

Artikel 10 — Taken van de depositaris

Article 8 — Signature et ratification

Article 9 — Entrée en vigueur

Article 10 — Fonctions du dépositaire

Article 8 — Signature and ratification

Article 9 — Entry into force

Article 10 — Depositary functions

**VOORONTWERP VAN WET VOORGELEGD
AAN DE RAAD VAN STATE**

Voorontwerp van wet houdende instemming met het Protocol nr. 11 bij het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden betreffende herstructurering van het controlemechanisme ingesteld door dat Verdrag, en met de Bijlage, gedaan te Straatsburg op 11 mei 1994

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 77, eerste lid, 6°, van de Grondwet.

Art. 2

Het Protocol nr. 11 bij het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden betreffende herstructurering van het controlemechanisme ingesteld door dat Verdrag, en de Bijlage, gedaan te Straatsburg op 11 mei 1994, zullen volkomen uitwerking hebben.

**AVANT-PROJET DE LOI SOUMIS
AU CONSEIL D'ÉTAT**

Avant-projet de loi portant assentiment au protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, et à l'annexe, faits à Strasbourg le 11 mai 1994

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1^{er}, 6°, de la Constitution.

Art. 2

Le Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, et l'Annexe, faits à Strasbourg le 11 mai 1994, sortiront leur plein et entier effet.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 november 1995 door de minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet «houdende instemming met het protocol nr. 11 bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden betreffende herstructurering van het controlemechanisme ingesteld door dat Verdrag, en met de Bijlage, gedaan te Straatsburg op 11 mei 1994», heeft op 22 april 1996 het volgende advies gegeven:

ALGEMENE OPMERKING

Protocol nr. 11 heeft tot doel het controlemechanisme te herstructureren en te verbeteren dat is ingesteld bij het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, hoofdzakelijk wegens de toename van het aantal verzoekschriften en het groeiend aantal leden van de Raad van Europa.

Daartoe worden sommige bepalingen van het verdrag gewijzigd teneinde de Commissie en het Europese Hof voor de rechten van de mens te vervangen door één enkel rechtsprekend orgaan, het permanente Hof.

De wijzigingen hebben hoofdzakelijk betrekking op titels II tot IV van het Verdrag (art. 19 tot 56) en op protocol nr. 2 waarbij aan het Europees Hof voor de rechten van de mens de bevoegdheid wordt verleend om advies uit te brengen (art. 1 van protocol nr. 11).

Deze wijzigingen hebben tevens betrekking op het aanvullend protocol alsmede op de protocollen nrs. 4, 6, 7 en 9 (art. 2 van protocol nr. 11).

Het blijkt dat voor de protocollen nrs. 6 en 7 in België geen goedkeuringswet bestaat. Protocol nr. 6 inzake de afschaffing van de doodstraf, is door België alleen maar ondertekend. Protocol nr. 7 is nooit ondertekend.

Beide internationale documenten bepalen evenwel uitdrukkelijk dat zij dienen te worden «bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd» (art. 7, protocol nr. 6, art. 8, protocol nr. 7).

Er kan niet worden gesteld dat België, door protocol nr. 11 goed te keuren, impliciet de protocollen nrs. 6 en 7 goedkeurt. België kan dit hoe dan ook niet ten opzichte van protocol nr. 7, aangezien het dat nooit heeft ondertekend.

Gelet op het voorgaande moet de Regering in elk geval in de memorie van toelichting van de ontworpen wet duidelijk maken welke strekking zij beoogt te geven aan artikel 2 van protocol nr. 11, betreffende de wijzigingen die worden aangebracht in de protocollen nrs. 6 en 7.

Bepalend gedeelte**Artikel 1**

Artikel 83 van de Grondwet verplicht de wetgever de ontwerpen en voorstellen van wet nader te omschrijven door te vermelden of zij een aangelegenheid regelen bedoeld in artikel 74, artikel 77 of artikel 78 van de Grondwet. Het grondwettelijk voorschrift legt geen andere preciseringen op.

Artikel 1 dient als volgt te worden geredigeerd:

«Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 77 van de Grondwet».

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le ministre des Affaires étrangères, le 14 novembre 1995, d'une demande d'avis sur un projet de loi «portant assentiment au protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, et à l'Annexe, faits à Strasbourg le 11 mai 1994», a donné le 22 avril 1996 l'avis suivant:

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le protocole n° 11 a pour objectif de restructurer et d'améliorer le mécanisme de contrôle établi par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en raison principalement de l'augmentation des requêtes et du nombre croissant des membres du Conseil de l'Europe.

À cette fin, certaines dispositions de la convention sont amendées en vue de remplacer la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme par un organe juridictionnel unique, la Cour permanente.

Les modifications ont trait essentiellement aux titres II à IV de la convention (art. 19 à 56) et au protocole n° 2 attribuant à la Cour européenne des droits de l'homme la compétence de donner des avis consultatifs (art. 1^{er} du protocole n° 11).

Sont également visés par ces modifications, le protocole additionnel ainsi que les protocoles nos 4, 6, 7 et 9 (art. 2 du protocole n° 11).

Il appert que les protocoles nos 6 et 7 n'ont pas fait l'objet d'une loi d'approbation de la part de la Belgique. Le protocole n° 6 relatif à l'abolition de la peine de mort a seulement été signé par la Belgique. Le protocole n° 7 n'a jamais été signé.

Or, les deux instruments internationaux prévoient expressément qu'ils doivent être soumis à «ratification, acceptation ou approbation» (art. 7, protocole n° 6, art. 8, protocole n° 7).

On ne peut soutenir qu'en approuvant le protocole n° 11, la Belgique approuve implicitement les protocoles nos 6 et 7. Elle ne peut, en tout état de cause, le faire à l'égard du protocole n° 7, puisqu'elle ne l'a jamais signé.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement doit en tout cas préciser, dans l'exposé des motifs de la loi en projet, la portée qu'il entend réserver à l'article 2 du protocole n° 11, concernant les modifications qui sont apportées aux protocoles nos 6 et 7.

Dispositif**Article premier**

L'article 83 de la Constitution oblige le législateur à qualifier les projets et propositions de loi en indiquant s'ils règlent une matière visée à l'article 74, à l'article 77 ou à l'article 78 de la Constitution. Le prescrit constitutionnel n'impose pas d'autres précisions.

Il convient de rédiger l'article 1^{er} de la manière suivante:

«La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution».

De kamer was samengesteld uit:

De heer J.-J. STRYCKMANS, voorzitter;

De heren Y. BOUCQUEY en Y. KREINS, staatsraden;

De heren J. DE GAVRE en P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevrouw J. GIELISSEN, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door mevrouw P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

De Griffier,

J. GIELISSEN.

De Voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS.

La chambre était composée de:

M. J.-J. STRYCKMANS, président;

MM. Y. BOUCQUEY et Y. KREINS, conseillers d'État;

MM. J. DE GAVRE et P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation;

Mme J. GIELISSEN, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Madame P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

Le Greffier,

J. GIELISSEN.

Le Président,

J.-J. STRYCKMANS.